



De nombreuses mains sur un éléphant

**COMMENT AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES
COMMUNAUTÉS FACE À LA RADICALISATION
VERS L'EXTRÉMISME VIOLENT ?**



De nombreuses mains sur un éléphant

Comment améliorer la résilience des communautés
face à la radicalisation vers l'extrémisme violent ?

Conclusions du projet de
lutte contre la radicalisation
et l'extrémisme violent dans
les régions du Sahel et du
Maghreb

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

La présente publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Les avis, constatations, conclusions et recommandations exprimés dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement les vues ni l'approbation de l'UNICRI, des Nations Unies, de l'Union européenne ni d'aucune autre entité nationale, régionale ou internationale associée. Les désignations utilisées et la présentation des données dans la présente publication ne sont en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion de la part des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou de leurs autorités, non plus que concernant le tracé de leurs frontières ou limites. Les avis exprimés dans la présente publication ne peuvent en aucun cas être interprétés comme reflétant l'avis officiel de l'Union européenne.

Le contenu de la présente publication peut être cité ou reproduit gratuitement par des organisations et des entités non commerciales à des fins non commerciales, à condition que la source des informations soit mentionnée. L'UNICRI aimerait recevoir une copie de tout document dans lequel la présente publication est citée.

©UNICRI, Octobre 2020

VOTRE AVIS NOUS INTÉRESSE

Notre objectif est d'améliorer en permanence notre matériel. Dès lors, si vous souhaitez nous faire part de votre avis au sujet de ce rapport, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse unicri.cveprogramme@un.org.

COPYRIGHT

Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)

Viale Maestri del Lavoro, 10

10127 Torino, Italie

+39 011 6537 111

www.unicri.it

unicri.publicinfo@un.org.

Conception: Bologna Antonella, Turin - Italie



Avant-propos

L'extrémisme violent continue de faire peser une menace persistante sur la paix et la stabilité dans les régions du Sahel et du Maghreb. Il continue de faire des morts et des blessés ainsi que d'occasionner des destructions de biens, en bouleversant au passage la vie des citoyens ordinaires. Près de 6 000 personnes ont perdu la vie dans les conflits en cours entre 2015 et avril 2020 dans neuf pays de ces régions, à savoir l'Algérie, le Burkina Faso, le Tchad, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger et la Tunisie. La région du Sahel a été particulièrement durement touchée, le Burkina Faso et le Mali ayant enregistré une nette augmentation des attaques depuis 2018, tandis que, dans la région du Maghreb, de nombreux jeunes se sont radicalisés et ont quitté leur pays pour rejoindre les rangs de combattants terroristes étrangers.

En 2015, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) a lancé, avec le soutien généreux de la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) de la Commission européenne, le *Projet pilote pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans la région du Sahel-Maghreb* – un projet ambitieux qui avait pour but de collaborer avec les organisations de la société civile dans neuf pays de la région afin de mettre en place et d'évaluer des interventions pilotes à petite échelle de nature, de portée et de durée variables. L'objectif final de ce projet pilote était de mieux comprendre quelles sont les interventions qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas pour renforcer la résilience des communautés locales face à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

Après cinq années de mise en œuvre et plus de 80 interventions, 500 activités et 23 000 participants, l'UNICRI et la DG NEAR sont fiers de présenter les résultats de ces recherches. Cette initiative constitue non seulement un effort pour organiser et diffuser la grande quantité de données primaires collectées, mais aussi un moyen de partager les principaux enseignements tirés et de formuler des recommandations fondées sur des éléments probants à l'intention de la communauté internationale afin de contribuer à améliorer l'efficacité des futures interventions.

L'extrémisme violent est un phénomène difficile à définir et, partant, à combattre. À cet égard, l'UNICRI a adopté une approche pragmatique, en axant son analyse sur les griefs formulés par les communautés locales et sur les facteurs décrits comme jouant un rôle crucial pour inciter les jeunes à intégrer des groupes extrémistes violents. Sans surprise, tous les griefs énoncés concernent des problèmes d'ordre structurel, social, politique ou économique et requièrent donc des solutions de développement dans une

optique à long terme. Toutefois, dans le cadre de ce projet pilote, plusieurs organisations de la société civile ont élaboré des outils et des approches qui leur ont permis de contourner les facteurs structurels tout en trouvant d'autres solutions pour remédier efficacement à des aspects spécifiques de différents griefs. Travailler avec les jeunes à risques et leur enseigner des moyens d'expression non violents ou des méthodes alternatives et positives pour canaliser leurs attentes, notamment à travers le théâtre, l'art et les activités sportives, représentent quelques exemples parmi les nombreux types d'interventions explorés dans le cadre du projet pilote.

Malgré les apprentissages et les idées que nous avons pu tirer, le défi consiste toujours à définir, à mettre en œuvre et à coordonner un plan d'action efficace à long terme, dans le cadre duquel les gouvernements seraient les principaux acteurs et la société civile et les collectivités joueraient le rôle de partenaires clés. Les connaissances locales permettant de recenser les griefs locaux ainsi que l'aptitude et l'intuition locales permettant d'imaginer des solutions sur mesure se sont révélées être des facteurs essentiels et nécessaires. Nous restons fermement déterminés à miser sur des communautés qui, malgré tout, demeurent résilientes pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, aussi bien dans les régions du Sahel et du Maghreb qu'ailleurs.

L'UNICRI et la DG NEAR se réjouissent de diffuser aussi largement que possible les enseignements tirés au cours de ce projet pilote extrêmement enrichissant, afin de fournir des informations à la communauté internationale pour accroître l'efficacité des programmes et, à terme, de contribuer à améliorer la vie quotidienne de millions de personnes.



Henrike Trautmann

Directrice par intérim pour le
voisinage méridional
DG NEAR



Antonia Marie De Meo

Directrice
UNICRI



Table des matières

Avant-propos	iii
Remerciements	vi
Les aveugles et l'éléphant	vii
Résumé	viii
<hr/>	
CHAPITRE I De nombreuses mains, un seul éléphant	1
1.1 Introduction: L'éléphant dans la pièce	1
1.2 Arriver à la notion de résilience communautaire	10
1.3 Terminologie	11
1.4 Projet de l'UNICRI	13
1.5 Méthodologie	16
1.6 Limites	21
<hr/>	
CHAPITRE 2 Toucher l'éléphant	25
2.1 Quoi : griefs de la communauté	25
2.2 Où : tout est dans le contexte	51
2.3 Qui : les personnes au cœur du processus	55
2.4 Comment : approches et types d'intervention	61
2.5 Qui l'a fait : les agents du changement	70
<hr/>	
CHAPITRE 3 Plusieurs éléphants, une seule pièce	75
3.1 Conclusions	75
3.2 Exemples de réussites	78
3.3 Approche empirique	81
3.4 Bonnes pratiques	83
3.5 Enseignements tirés de l'expérience	86
3.6 Recommandations	103
Bibliographie	108

Remerciements

Le présent rapport a été produit grâce au soutien généreux de la Commission européenne. Il a été rédigé par Tamara Neskovic, analyste spécialisée en suivi et évaluation, avec l'aide et les conseils de Manuela Brunero, administratrice de programme. L'UNICRI souhaite remercier les nombreux relecteurs et annotateurs qui y ont apporté leur contribution, et plus particulièrement Tijani el Kerim, Wydiane Djaidi, Marco Farucci, Leif Villadsen, Elena Dal Santo et Carlotta Zenere. L'UNICRI adresse également ses plus vifs remerciements à Antonella Bologna et Beniamino Garrone pour leur travail de conception graphique.

L'UNICRI est reconnaissant envers ses partenaires locaux, ces organisations de terrain qui ont accepté de prendre part à un échange continu, appuyé les demandes d'information de l'UNICRI et partagé les photos prises au cours de leurs activités.

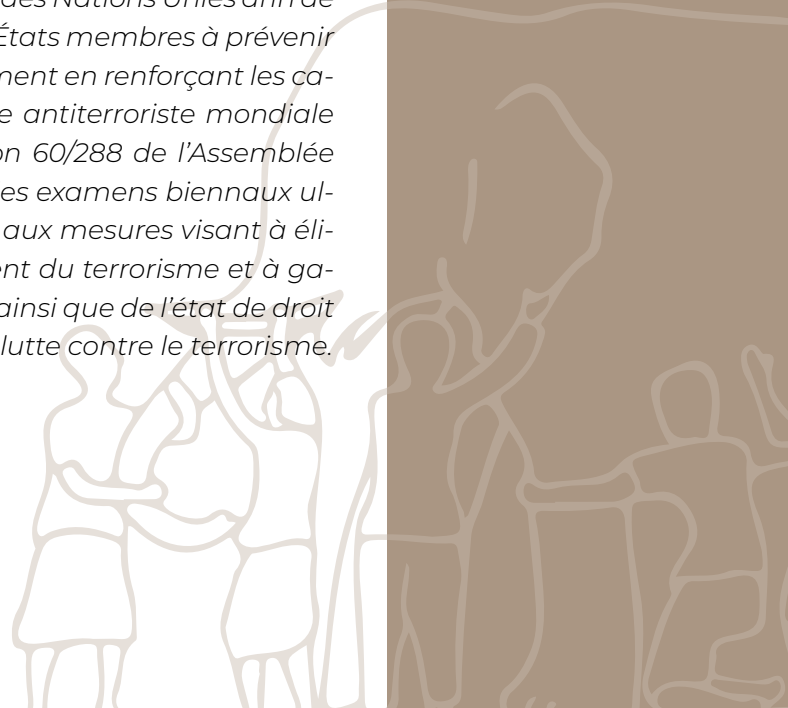
À propos de l'UNICRI

L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, ou UNICRI, travaille avec les pays des régions du Maghreb et du Sahel depuis 2009. Conformément à son mandat, il aide les gouvernements et la communauté internationale à faire face aux menaces que la criminalité organisée et le terrorisme font peser sur la paix, la sécurité et le développement durable. Cette aide favorise la mise en place de systèmes de justice pénale justes et efficaces, la formulation et la mise en œuvre de politiques améliorées, et la promotion de l'autonomie nationale grâce au développement des capacités institutionnelles.

En tant que membre du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme des Nations Unies, l'UNICRI contribue au déploiement d'efforts coordonnés et cohérents dans l'ensemble du système des Nations Unies afin de prévenir et de combattre le terrorisme. Il aide les États membres à prévenir et à réprimer l'attrait du terrorisme et du recrutement en renforçant les capacités nationales. L'UNICRI soutient la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, conformément à la résolution 60/288 de l'Assemblée générale et aux résolutions adoptées à la suite des examens biennaux ultérieurs, en accordant une attention particulière aux mesures visant à éliminer les conditions favorables au développement du terrorisme et à garantir le respect des droits de l'homme pour tous ainsi que de l'état de droit en tant qu'élément essentiel sur lequel fonder la lutte contre le terrorisme.

Auteure

Tamara Neskovic



Les aveugles et l'éléphant

Un poème de John Godfrey Saxe (1816 – 1887)

Six hommes d'Hindoustan
Soucieux de parfaire leurs connaissances,
Allèrent voir un éléphant
(Bien que tous fussent aveugles)
Pour que chacun pût, en l'observant,
Satisfaire sa curiosité.

Le premier s'approcha de l'éléphant
Et, perdant l'équilibre,
Buta contre son vaste et robuste flanc.
Il s'écria immédiatement :
« Que Dieu me bénisse ! Cet éléphant
Ressemble à un mur ! »

Le deuxième, touchant une défense,
S'exclama : « Qu'avons-nous là ?
Quelle est cette chose ronde, lisse et
pointue ?
Pour moi, c'est certain,
Ce merveilleux éléphant
Ressemble à une lance ! »

Le troisième s'avança vers l'animal
Et saisit entre ses doigts
Sa trompe remuante.
Il déclara sans ambages :
« Je vois, cet éléphant
Ressemble à un serpent. »

Le quatrième tendit une main avide
Pour caresser le genou de la bête :
« Cette créature fabuleuse
A une apparence des plus évidentes.
Pour moi, c'est incontestable : il
Ressemble à un arbre ! »

Le cinquième, palpant l'oreille,
Affirma sans hésiter :
« Même le plus aveugle des aveugles
Ne peut s'y tromper :
Cet éléphant fantastique
Ressemble à un éventail ! »

Le sixième avait entrepris
De tâter la bête.
Ses mains empoignèrent la queue
Qui se balançait à sa portée :
« Ma foi », dit-il, « l'éléphant
Ressemble à une corde ! »

Ainsi, ces hommes de l'Hindoustan
Discutèrent pendant longtemps,
Chacun défendant son opinion
Avec force et fermeté.
Si chacun avait partiellement raison,
Tous étaient dans l'erreur

Moralité

Bien souvent, à mon sens,
Dans les guerres théologiques,
Les adversaires s'emporent,
en toute ignorance,
Contre les idées du camp ennemi
Et discutent sans fin d'un éléphant
Qu'aucun d'entre eux n'a jamais vu !

Résumé

Cette fable ancienne raconte l'histoire de six aveugles rassemblés autour d'un éléphant pour tenter de deviner quel type de créature ils ont devant eux. En touchant de la main différentes parties du corps de l'animal, chaque homme donne une réponse qui, selon lui, repose sur une observation fiable : l'objet face à lui doit être un mur, une lance, un serpent, un éventail, un arbre, une corde ! Et, contrairement à toute attente, « chacun avait partiellement raison et tous étaient dans l'erreur¹ ! »

Cette histoire a été utilisée très ingénieusement par une organisation non gouvernementale du Tchad, pendant une formation à la prévention et à la gestion des conflits. Il s'agissait d'une formation dispensée à des jeunes menacés d'exclusion sociale et susceptibles d'être recrutés par des mouvements d'extrémisme violent. À l'instar de l'éléphant de la fable, l'extrémisme violent est un phénomène difficile à définir et à réprimer, et chaque tentative en ce sens risque d'avoir à la fois « partiellement raison » et largement tort. Cependant, il convient précisément d'accorder une attention particulière au caractère complexe et protéiforme de ce phénomène et d'agir à cet égard pour pouvoir prévenir ses conséquences catastrophiques. Près de 6 000 personnes ont perdu la vie dans les conflits en cours entre 2015 et avril 2020 dans neuf pays des régions du Sahel et du Maghreb, à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. La région du Sahel a été particulièrement durement touchée,

le Burkina Faso et le Mali ayant enregistré une nette augmentation des attaques depuis 2018 – les années 2019 et 2020 ont été les plus destructrices dans ces pays. Pire encore, une région du Mali – la région de Mopti, dans la partie centrale du pays, à la frontière avec le Burkina Faso – a subi 496 attaques rien qu'en 2019, et certains villages ont été attaqués six fois pendant cette même année. Si, dans l'ensemble, les pays du Maghreb sont parvenus à contenir les attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques, ils sont confrontés au problème des jeunes qui se radicalisent, sombrent dans l'extrémisme violent et quittent leur pays pour rejoindre les rangs de combattants terroristes étrangers. Entre 2013 et 2017, près de 2 000 Marocains et pas moins de 4 500 Tunisiens se sont ainsi rendus en Libye, en Iraq et en Syrie pour prendre part aux combats qui s'y déroulaient.

La lutte contre les groupes extrémistes violents et les autres groupes armés non étatiques a essentiellement pris la forme de mesures de sécurité par la force, comme en attestent les augmentations significatives des dépenses militaires nationales dans les neuf pays examinés. Au cours de la période 2015-2019, ces pays ont alloué en moyenne un dixième de leur budget à la défense, cette part grimpant parfois même à un cinquième du budget national total². La plupart de ces investissements concernaient du matériel de guerre conventionnel, comme des équipements lourds, sans tenir compte du fait que la nature asymétrique des conflits



- 1 John Godfrey Saxe, *Les six aveugles et l'éléphant*.
- 2 Situation observée au Tchad en 2016. Ces informations proviennent de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI).



qui touchent ces pays requiert plutôt des forces spéciales agiles, des services de renseignement efficaces et une coopération entre acteurs civils et militaires. Cependant, on constate l'émergence d'un consensus global quant à la nécessité d'adopter une approche différente, et plus particulièrement de comprendre quelles sont les raisons qui poussent les jeunes à intégrer des groupes extrémistes violents en premier lieu, afin d'empêcher la radicalisation de ces jeunes et de mieux combattre ou contenir la menace du terrorisme. Les mesures de sécurité par la force, comme la répression armée, ne remédient pas aux conditions spécifiques qui peuvent entraîner la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent : elles s'attaquent aux conséquences découlant de ces conditions, mais pas à leurs causes. Dès lors, ces mesures seules ne peuvent pas produire de résultats durables à long terme.

Le recrutement est un processus complexe qui tire généralement parti des doléances objectives, des injustices historiques et de la marginalisation sociale présentes au sein d'une communauté, ainsi que des fragilités extrêmement personnelles des membres de cette communauté. Pour réduire l'attrait des groupes qui utilisent la violence comme stratégie de communication et de plaidoyer, il est nécessaire d'adopter une approche de consolidation de la paix à long terme, qui vise à créer des communautés étroitement soudées. Le renforcement du tissu social d'une communauté peut permettre à celle-ci de résister plus facilement aux influences néfastes³. Pour combattre l'appel de la violence, il convient également d'accorder de l'attention aux membres de la communauté qui ont été lésés, par exemple en leur enseignant des moyens d'expression non violents ou des méthodes alternatives pour communiquer

leurs attentes et leurs griefs légitimes. Les pressions agressives et malveillantes exercées sur une communauté résiliente peuvent donc affaiblir son tissu social, mais pas lui infliger des dommages irréparables, si bien que la communauté sera en mesure de rebondir.

Dans ce contexte, la communauté internationale et des acteurs locaux actifs au sein des communautés touchées déploient des efforts considérables pour mieux définir la menace que représente l'extrémisme violent et formuler des cadres conceptuels en vue de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation d'interventions pour y remédier plus efficacement. L'UNICRI a commencé à travailler sur ce sujet en 2015, en lançant un projet intitulé « Lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans les régions du Sahel et du Maghreb », avec le soutien de l'Union européenne. Ce projet avait pour but de compléter les recherches existantes en procédant à des observations éprouvées et fondées sur des éléments factuels afin de déterminer quelles sont les solutions efficaces et celles qui le sont moins pour améliorer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

En quoi ce projet était-il unique?

Le projet de l'UNICRI intitulé « Lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans les régions du Sahel et du Maghreb » a eu la possibilité incroyable de mettre en place un très grand nombre de projets – 83 au total – de portée, de taille et de durée variables, et menés avec différents partenaires de mise en œuvre locaux dans neuf pays du continent africain. Ces projets étaient mis en place à l'échelle des communautés, qui sont généralement les plus touchées par le problème, mais qui ne sont pourtant habituellement



■ 3 Umberto Galimberti, *I miti del nostro tempo*, Universale Economica Feltrinelli (2013).

pas prises en considération par des politiques traditionnellement axées sur la recherche de solutions à l'échelle nationale. Les neuf pays examinés ont entretenu et entretiennent encore un certain nombre de liens historiques, politiques, économiques, sociaux et culturels, mais chacun se compose d'une combinaison unique de ces différents facteurs. Chacun a élaboré des stratégies différentes pour aborder la menace que représente la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent. Des stratégies nationales identiques ont parfois eu des effets différents sur les communautés locales, selon l'emplacement géographique, l'éloignement par rapport à la capitale et la combinaison de facteurs économiques, politiques et culturels propres à chacune, créant ainsi des perceptions différentes et parfois même divergentes des efforts menés au niveau national.

Les 83 projets ont été mis en œuvre par 31 associations à but non lucratif, de la société civile, de médias, de femmes et de jeunes au cours d'une période de cinq ans⁴. Ils ont mobilisé plus de 22 350 personnes issues de communautés aussi bien urbaines que rurales ou nomades et particulièrement touchées ou menacées par la radicalisation vers l'extrémisme violent et le conflit en général. Parmi eux figuraient des membres de 15 groupes ethniques, principalement originaires du Sahel.

Ainsi, en comparant différents projets locaux et les contextes extrêmement variés dans lesquels ils s'inscrivaient, l'UNICRI a bénéficié d'une occasion unique de procéder à des observations directes et de mieux comprendre quelles solutions permettraient ou non de renforcer la résilience face à la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent à l'échelle locale, tout en tirant plusieurs enseignements utiles de cette expérience. Une approche fondée sur une méthode mixte a été appliquée

à l'extraction et à la comparaison d'informations primaires, sans volonté de prouver une théorie initiale sur les éléments constitutifs de la vulnérabilité, les groupes devant être considérés comme les plus à risque et les communautés auxquelles il conviendrait d'accorder un soutien.

Le projet comprenait les phases suivantes :

- ➔ sélection de partenaires locaux issus de la société civile dans les neuf pays visés et capables de contribuer aux efforts déployés tout en apportant des solutions originales et n'ayant potentiellement pas été envisagées auparavant pour résoudre le problème d'extrémisme violent constaté ;
- ➔ mise à disposition d'une aide afin de mettre efficacement en œuvre et de mener à bien des projets au niveau local, tout en recueillant des données, en observant des variables et en formulant des conclusions au sujet de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité ;
- ➔ évaluation finale sur la base des éléments probants recueillis et des commentaires des partenaires locaux.

Quelle est la raison d'être de ce rapport ?

Le présent rapport s'inscrit dans la phase finale du projet et résulte de la volonté d'organiser et de diffuser la grande quantité de données primaires fournies principalement par les organisations à base communautaire et collectées par l'intermédiaire de rapports, d'enquêtes de terrain et de visites sur place. Son public cible est avant tout les professionnels de ce domaine, qui pourront appréhender pleinement la complexité du problème auquel ils font face. Ce rapport permet de comparer les griefs exprimés dans les différents pays et les deux régions considérées. Il



■ 4 La durée moyenne des projets était de 18 mois.



énumère les obstacles fréquemment rencontrés lors de la mise en œuvre de ce type de projets sensibles au niveau des communautés, présente les stratégies employées pour les surmonter et fournit une évaluation honnête des réussites potentielles et des expériences moins fructueuses.

Le présent rapport constitue cependant aussi une importante source d'informations pour les décideurs politiques, car il démontre quelles sont les conséquences de certaines politiques qui, même si elles ont été imaginées avec des intentions louables, produisent des effets inattendus et parfois même dommageables. Il avance que la complexité du phénomène de l'extrémisme violent nécessite de recourir à des connaissances locales nuancées et d'associer les acteurs locaux à la formulation des politiques, pour garantir ainsi leur engagement vis-à-vis de la mise en œuvre.

Structure du rapport

Le présent rapport comporte trois chapitres. Le premier chapitre présente les effets que les groupes extrémistes violents, ainsi que d'autres groupes armés, ont eus sur neuf pays. Il présente le projet de l'UNICRI et la méthodologie que celui-ci a utilisée pour assurer le suivi et l'évaluation. Il aborde ensuite les difficultés terminologiques qui ont accompagné le projet dès le début, ainsi que les raisons ayant motivé l'application d'une approche communautaire pour lutter contre la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent. Les limites du présent rapport sont également énumérées. Le deuxième chapitre fournit une analyse des informations primaires concernant :

1. les griefs énoncés par les communautés ;
2. le contexte géographique, politique et social dans lequel les projets s'inscrivent ;
3. les personnes au cœur des projets menés ;

4. les différents types de projets et méthodes d'intervention choisis ;
5. les différences opérationnelles entre les organisations à base communautaire qui ont mis en œuvre les projets.

Le chapitre final présente les conclusions, les réussites observées et les expériences moins concluantes, ainsi que les bonnes pratiques en vigueur. La section relative aux enseignements tirés est assez vaste, avec ses dix leçons et son ambition de plaider en faveur de caractéristiques indispensables pour tout futur projet similaire. Le rapport se conclut sur les trois recommandations les plus pertinentes, que nous avons volontairement réduites au nombre minimal afin de promouvoir leur prise en considération sérieuse et leur mise en application.

Principales conclusions

Dans les tentatives visant à déterminer quelles sont les raisons qui motivent des individus, le plus souvent jeunes, à s'associer à des groupes qui ont recours à la violence, les interactions entre a) le contexte dont ces individus sont issus et b) les forces en action dans ce contexte se sont révélées constituer la variable la plus pertinente.

Les régions du Sahel et du Maghreb et les neuf pays observés ont de nombreux points communs et de nombreuses divergences. Les deux régions entretiennent des liens commerciaux remontant à plusieurs milliers d'années, qui ont été à l'origine d'importants échanges culturels, politiques et économiques. La population des pays observés est en grande partie composée de jeunes, qui sont souvent au chômage et ont peu de perspectives d'emploi. Ces jeunes vivent souvent dans des sociétés traditionnelles, parfois hiérarchiques. Dans la région du Sahel, ils sont considérés comme des « cadets sociaux » et ont difficilement, voire aucun, accès au pouvoir, qu'il soit héréditaire ou démocratique,

ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions, et ils ne connaissent pas le fonctionnement de ces mécanismes ni la manière de s'en servir. Les femmes, les bergers nomades, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays représentent d'autres groupes marginalisés qui sont souvent victimes de discrimination et exclus des processus décisionnels.

Le gouvernement est perçu comme faible ou pratiquement absent des régions les plus isolées, et, lorsqu'il est présent, il est souvent considéré comme dépourvu de tout sens des responsabilités. Dans la région du Sahel, en particulier, les actions du gouvernement sont perçues comme étant favorables à une approche plus conventionnelle comprenant des mesures de sécurité par la force contre les groupes armés plutôt qu'à des investissements dans le développement économique, l'éducation, la santé et les infrastructures de transport⁵. L'accès à la justice et l'état de droit sont faibles, qu'ils soient assurés par l'État ou, dans la région du Sahel, par l'autorité traditionnelle. Les structures éducatives disponibles sont jugées largement insuffisantes et sont souvent absentes des régions isolées, où les écoles coraniques sont fréquemment les seuls établissements d'enseignement accessibles. La scolarité est toujours fondée sur l'ancien modèle colonial et inadaptée aux besoins des populations locales et du marché du travail. Les écoles coraniques, quant à elles, sont généralement en dehors du système public. Elles ne sont donc pas soumises au contrôle de l'État, mais elles ne bénéficient pas non plus de soutien, et leur personnel, qui n'a généralement pas été suffisamment formé, doit improviser le contenu des programmes et des manuels de cours. La détérioration de l'environnement accroît la

pression sur les ressources naturelles disponibles, qui sont souvent au cœur des conflits au Sahel.

Ces griefs bien réels sont fondamentalement structurels, concrets et pragmatiques. Leur nombre est limité. Si les réponses apportées par les organisations à base communautaire et les membres des communautés concernant la typologie des griefs exprimés se corroborent mutuellement dans l'ensemble des communautés et des pays, leurs manifestations varient beaucoup en fonction du moment et de l'endroit. Il importe donc de comprendre le contexte local et d'avoir une connaissance aussi complète que possible de la dynamique et des parties prenantes du conflit concerné afin de ne pas aggraver les blessures subies par le passé : situation géographique, histoire, questions géopolitiques plus larges, relations tribales, détérioration de l'environnement, migrations et accès aux mécanismes judiciaires.

Plus l'analyse des griefs sous-jacents et des acteurs est spécifique et détaillée, plus il convient d'adopter une approche axée sur le développement, et pas uniquement sur la sécurité par la force. L'extrémisme violent et les conflits en général ne sont qu'une expression des frustrations des populations locales, même s'il s'agit de la forme d'expression la plus violente et, par conséquent, la plus visible et percutante. La décision d'intégrer un groupe extrémiste violent plutôt qu'un groupe lié à la criminalité organisée, une milice politique plutôt qu'une milice ethnique est, dans la majorité des cas, une question de forme relevant de l'opportunité plutôt qu'une question de fond. La plupart des gens, même s'ils nourrissent des griefs légitimes, évitent



■ 5 Dans le cas du Mali, de tels investissements sont demandés dans l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé en juin 2015, chapitre 13, article 38 et annexe 3 sur les projets économiques, sociaux et culturels.



toutefois d'avoir recours à la violence et de soutenir des groupes armés, peu importe leur origine.

De ce point de vue, les communautés avec lesquelles l'UNICRI a travaillé par l'intermédiaire d'organisations à base communautaire se révèlent effectivement résilientes. Il serait plus efficace d'affecter des ressources en vue de remédier à leurs frustrations profondes que d'investir uniquement dans des mesures de sécurité par la force, qui s'attaquent aux conséquences violentes de ces frustrations. Une telle approche permettrait de saper les

efforts déployés par les groupes armés, qu'ils soient politiques, ethniques, religieux ou criminels, pour prôner leurs remèdes aux problèmes des populations et trouver ainsi de nouvelles recrues. Elle éviterait également d'aggraver les griefs déjà présents, tandis que le seul financement de mesures de sécurité par la force risquerait de renforcer le pouvoir de forces de sécurité mal dirigées, mal entraînées et mal préparées pour faire face à une insurrection.

Une approche efficace pour améliorer la résilience des communautés face à la radicali-



sation conduisant à l'extrémisme violent ou à tout type de violence devrait présenter les

caractéristiques énumérées dans le tableau ci-dessous.⁶⁷⁸⁹

OÙ	QUOI	POURQUOI	COMMENT	POUR QUI	PAR QUI
Zones mal desservies par les services publics ⁶	Problèmes perçus et signalés comme causant des frustrations populaires – injustices, discriminations, etc.	Instiller le sentiment d'importance , ainsi que le respect et la reconnaissance de la légitimité des griefs entretenus	Sensibiliser la population aux causes profondes des problèmes en utilisant une terminologie et des messages inclusifs et culturellement adaptés, qui trouveront un écho au sein de la population – par exemple à travers la religion	Les communautés ⁷ vulnérables, privées de leurs droits et découragées	Des organisations et associations locales qui ont une vision à long terme et dont les projets démontrent la persévérance et la résilience sur la voie vers la réalisation de cette vision
Zones éloignées, difficiles d'accès et isolées, ce qui alimente le sentiment d' isolement et de distance par rapport aux centres décisionnels	Réflexion critique	Renforcer la capacité à raisonner , à reconnaître la manipulation, à faire la distinction entre faits et opinions ainsi qu'entre causes et conséquences, et à limiter les réactions impulsives	Encourager l' ouverture et les discussions libres au sujet des questions litigieuses, afin de transformer les frustrations en action positive	Les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les bergers, les agriculteurs, les communautés nomades, les réfugiés et les déplacés internes	Des organisations et associations locales faisant partie intégrante des communautés marginalisées, dotées de valeurs claires, dignes de confiance, ayant une bonne réputation et dirigées par des personnes intègres, possédant un important capital social
Zones victimes de dommages environnementaux , qui pourraient alimenter de possibles contestations à l'avenir	Engagement civique dans les processus démocratiques	Donner des moyens d'agir aux communautés pour résoudre les problèmes ou trouver des solutions à long terme, renforcer leur confiance	Enseigner ou établir des processus et des mécanismes visant à remédier aux griefs via des interventions fréquentes au cours d'une période plus longue		Des agences gouvernementales perçues positivement par la population en général et les communautés vulnérables en particulier
Zones durement touchées par des conflits en cours ou ciblées par les recruteurs de groupes armés ⁸	Cohésion sociale	Favoriser l' inclusion et la cohésion sociale de différents segments de la population à l'échelle communautaire de manière impartiale ⁹	Encourager les processus participatifs qui favorisent l'inclusion des divers groupes d'une communauté		



- 6 Comme les banlieues des capitales et des grandes villes.
- 7 Il peut s'agir d'anciens esclaves, de jeunes chômeurs chroniques, de membres de groupes ethniques victimes de discrimination, d'anciens combattants, etc. Leur désignation dépendra toujours du contexte.
- 8 La présence d'efforts de recrutement peut servir d'indicateur de griefs importants dans la communauté observée, qui sont exploités par les groupes armés.
- 9 Qu'il s'agisse de femmes, d'anciens combattants ou d'acteurs religieux.



Plusieurs autres facteurs se sont également révélés avoir une importance particulière et constituent des enseignements essentiels du processus, à savoir :

→ **le rôle de la religion** : la religion en soi n'était considérée comme une menace par aucune des organisations à base communautaire. Les preuves recueillies montrent que les acteurs qui adoptent une lecture radicale de l'islam ne sont généralement pas violents. La connaissance de l'islam permet de développer la résistance face aux interprétations proposées par les recruteurs. D'autres éléments ont confirmé que, lorsque l'enseignement religieux est insuffisant et que les connaissances religieuses sont incomplètes, il est plus facile de détourner la religion au service de causes malveillantes. La religion joue un rôle important dans la vie des personnes qui vivent au sein de communautés marginalisées dans les neuf pays observés : les imams assurent les fonctions de chefs communautaires, d'éducateurs et de relais des informations sur l'actualité ; les écoles coraniques sont souvent les principaux établissements d'enseignement ; les mosquées servent de lieu de rassemblement communautaire ; et la philosophie et les enseignements religieux guident le comportement des membres de la communauté. À ce titre, la religion doit être considérée comme un élément qui imprègne la vie quotidienne des membres de la communauté et doit être intégrée dans la conception des programmes d'aide ;

→ **la moitié de la population est féminine, mais pas la moitié des participants** : les femmes représentent un groupe démo-

graphique que l'on a systématiquement oublié d'inclure sur un pied d'égalité dans les projets. L'importance de les inclure a été reconnue en principe, mais les observations indiquent que de nombreux obstacles empêchent de garantir l'égalité numérique entre les participants masculins et féminins. Les expériences positives en ce sens laissent penser que les femmes sont les plus à même de mobiliser d'autres femmes, en particulier dans les premières phases. Une autre manière d'envoyer le bon message aux femmes et à leur famille consiste à trouver des partenaires locaux adéquats pour faciliter leur participation. Les événements promotionnels visant à expliquer le projet ont également été utiles pour bâtir la confiance et soutenir les associations de femmes en tant que telles. Il importe de comprendre les obstacles auxquels se heurtent à la fois les projets qui veulent associer les femmes et les femmes qui veulent participer à un projet ;

→ **la notion de « frontière »** : la notion de « frontière » revêt une signification différente pour les citoyens de différents pays. Certains sont habitués à l'idée de frontières établies de longue date pour délimiter une zone arbitraire. Pour d'autres, dont les activités s'inscrivent par exemple dans le contexte d'habitats écologiques, les frontières sont un concept qui dépend davantage des conditions climatiques que des restrictions de mouvement imposées par l'être humain. La fermeture de ces frontières pour des raisons de sécurité peut entrer directement en conflit avec les modes de vie nomades traditionnels pratiqués dans ces régions et compromettre les moyens de subsistance de ces populations.

Recommandations

Après cinq années d'application d'une approche globale dans neuf pays, s'il fallait résumer les enseignements tirés de l'intervention de l'UNICRI en trois points succincts, il s'agi-

rait des trois recommandations suivantes – avec le risque, acceptable, d'avoir partiellement raison et partiellement tort, exactement comme les aveugles du poème dont s'inspire le titre du présent rapport¹⁰.



RECOMMANDATION 1

L'État doit mener les initiatives visant à remédier aux causes profondes des griefs susceptibles d'entraîner la radicalisation vers l'extrémisme violent, en collaboration et en concertation avec les acteurs locaux



RECOMMANDATION 2

Toute solution doit reposer sur une connaissance approfondie des dynamiques politiques, économiques, sociales et culturelles à l'œuvre au niveau local et au-delà



RECOMMANDATION 3

Les solutions doivent être conçues comme des processus à long terme orientés vers la constitution de sociétés plus inclusives et tolérantes







De nombreuses mains, un seul éléphant

CHAPITRE I

1.1

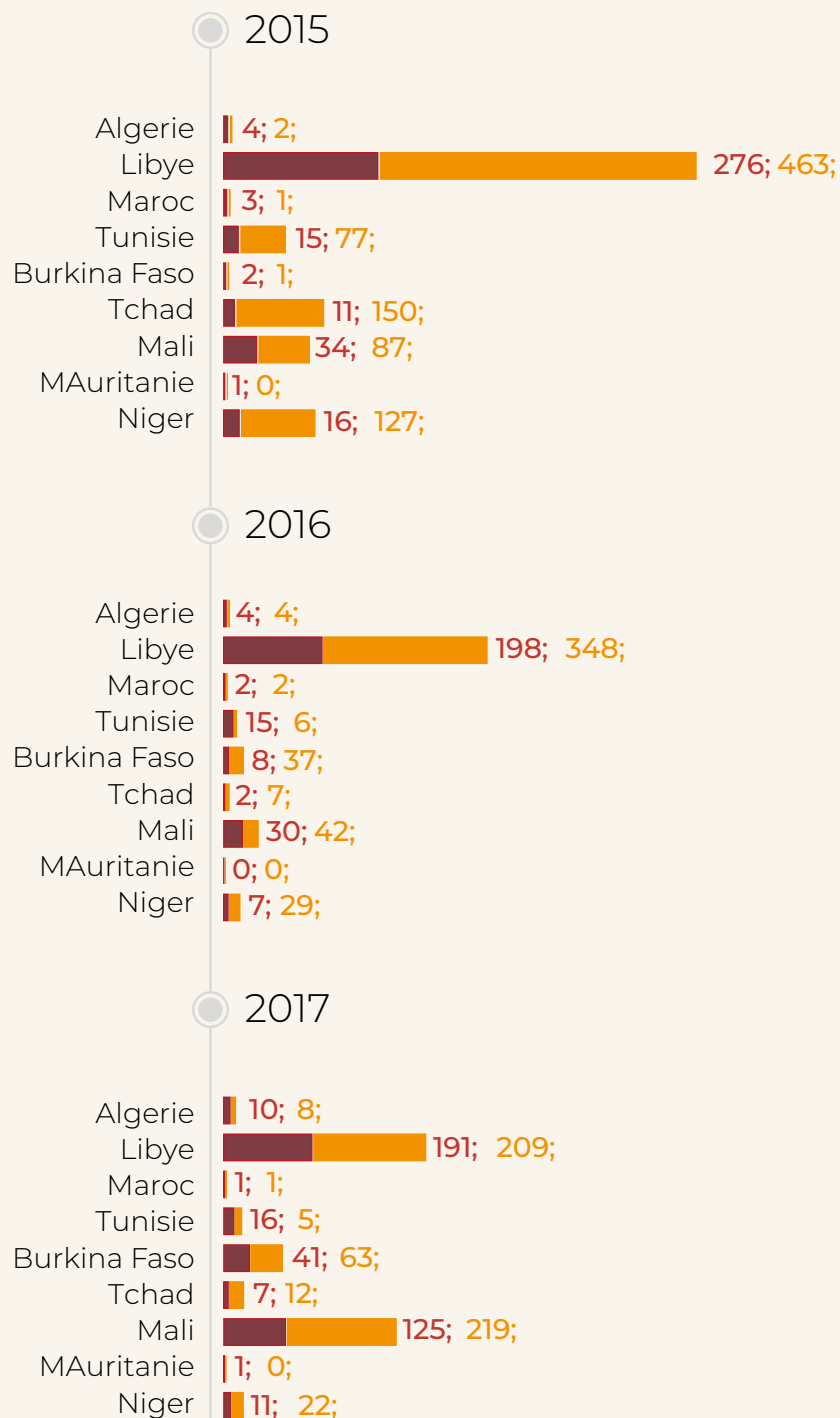
L'éléphant dans la pièce

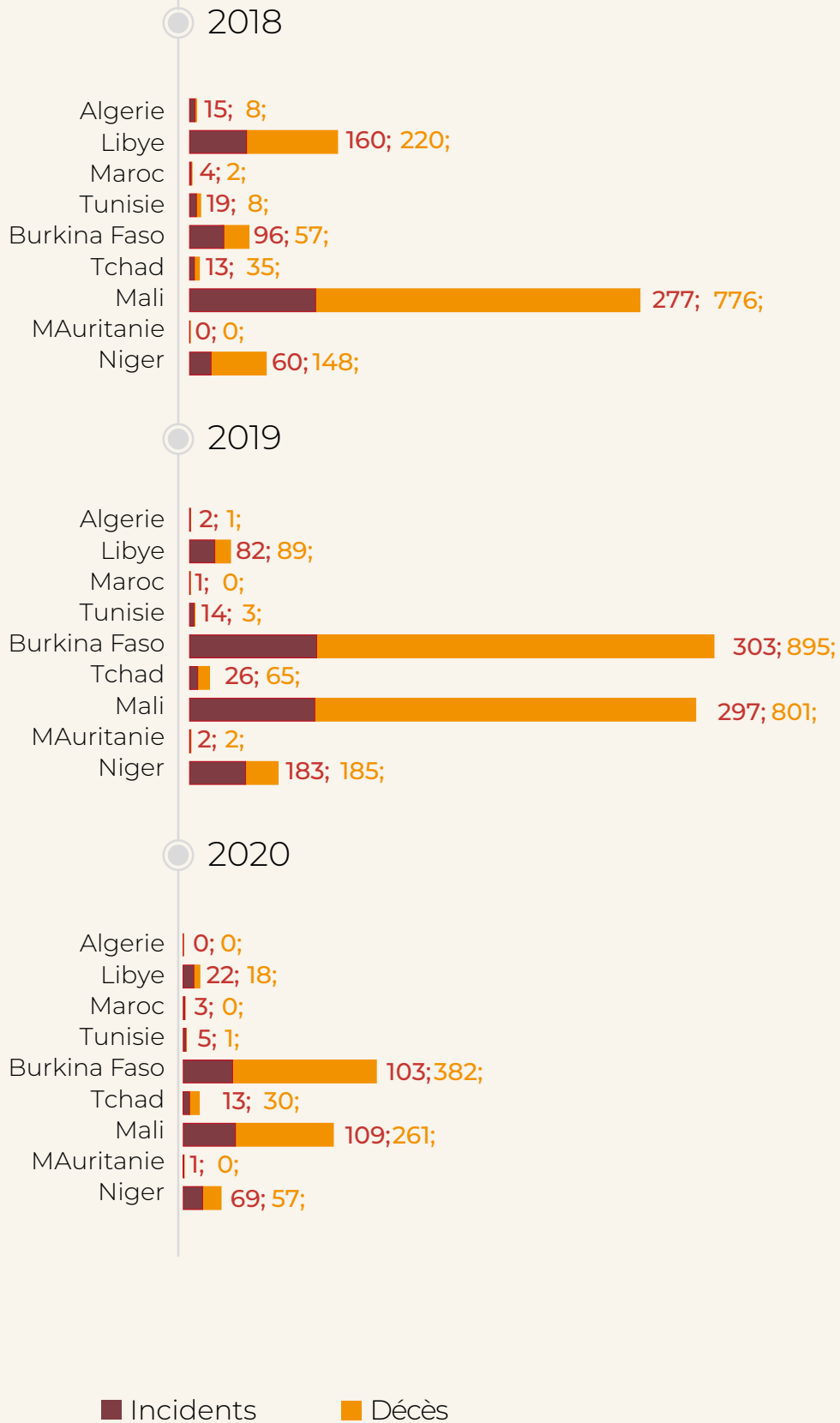
Les États ne souhaitent rien d'autre que de créer des conditions dans lesquelles leurs citoyens auront le sentiment d'être à leur place, de s'identifier à leur pays et de le reconnaître comme le leur. Pour permettre l'émergence de ces sentiments, il est nécessaire que les citoyens – aussi bien les hommes que les femmes – puissent jouir de leurs droits fondamentaux et conserver leur dignité et une bonne estime d'eux-mêmes. Le rôle de l'État est de préserver ces valeurs, d'assurer la paix et la sécurité, et de garantir la justice et la possibilité d'améliorer son niveau de vie¹¹.

Pour beaucoup de pays, si cet objectif mérite d'être poursuivi, sa réalisation est compliquée par une myriade de circonstances, dont bon nombre échappent à leur contrôle. Dans de nombreux pays des régions du Maghreb et du Sahel, l'héritage colonial, la géographie, les changements climatiques et la présence d'une multitude

■ 11 L'Algérie, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger citent même la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 dans leurs constitutions respectives. Hannum, H., *The UDHR in national and international law*.

Nombre d'incidents et de décès par pays durant la période janvier 2015 - avril 2020





de groupes ethniques respectant des traditions distinctes doivent être conciliés avec le processus relativement récent de construction de l'État et les problèmes de faible gouvernance et de corruption qui en découlent. L'objectif fondamental de préservation de la paix et de la sécurité par l'État est compromis par les intérêts particuliers de nombreux groupes différents, dont certains ont recours à la violence pour faire entendre leurs revendications, légitimes ou non.

Entre 2015 et 2020¹², cette violence a continué à perturber la vie des citoyens ordinaires et a coûté la vie à pas moins de 6 000 personnes originaires de l'Algérie, du Burkina Faso, du Tchad, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Maroc, du Niger et de la Tunisie du fait des agissements de groupes armés non étatiques¹³, de groupes affiliés et de groupes, de cellules ou d'individus extrémistes violents. D'innombrables autres citoyens ont été affectés par des attaques continues et parfois récurrentes menées contre les villes et les villages – on a dénombré 2 910 attaques au cours de cette même période. Outre les pertes humaines et les blessures infligées, les attaques ont aussi endommagé les infrastructures et perturbé l'économie locale et les services déjà insuffisants, en instillant au passage la peur et l'insécurité chez les populations locales. De plus en plus d'innocents ont ainsi basculé dans la spirale du conflit, de la criminalité, de la pauvreté, de la frustration et du désespoir.

La région du Sahel a été particulièrement durement touchée, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ayant payé le plus lourd tribut en

nombre de victimes dans la population civile. Malgré les espoirs quant à la possibilité que les efforts de stabilisation nationaux et internationaux parviennent, au fil du temps, à ramener un calme relatif, ces pays ont continué à être le théâtre d'attaques violentes, aggravées par la présence de conflits de longue durée, la concurrence pour l'accès aux terres et à l'eau, et les effets néfastes des changements climatiques¹⁴. Le nombre d'attaques observées dans ces pays est en nette augmentation depuis 2018, les années 2019 et 2020 ayant été les plus destructrices. Au Burkina Faso, 73 % des attaques perpétrées depuis janvier 2015 ont eu lieu au cours des 16 derniers mois et coûté la vie à 1 277 personnes – soit 89 % de la totalité des décès au cours de cette période. Au Mali, 800 personnes sont décédées au cours des près de 300 attaques menées rien que pendant l'année 2019. La région de Mopti, dans la partie centrale du Mali, à la frontière avec le Burkina Faso, a été la plus touchée : elle a subi 496 attaques, soit 72 % de la totalité des attaques menées au Mali en 2019. Dans cette région, 140 villages ont été la cible de groupes armés, et 3 villages – Bandiagara, Bankass et Yoro – ont été attaqués 6 fois au cours de cette année. Les attaques se sont poursuivies au même rythme pendant les quatre premiers mois de 2020, avec 88 attaques directes contre des civils, 15 cas d'enlèvement et 8 explosions de mines ayant coûté la vie à 261 personnes.

La situation est d'autant plus complexe que ces attaques sont le fait de groupes armés dont les revendications diffèrent, allant des groupes extrémistes violents aux milices ethniques ou politiques, ce qui complique



- 12 La période examinée est celle allant du 1^{er} janvier 2015 au 30 avril 2020.
- 13 Il n'existe pas de définition établie à l'échelle internationale de la notion de « groupes armés non étatiques ». Le Protocole additionnel II aux Conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux définit les groupes armés non étatiques comme « des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie [d'un] territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées [...] ».
- 14 *The Sahel - "in every sense of the word a crisis"*, IPP Media, 11 juin 2020.

Illustration 1: Nombre d'incidents et de décès par région.

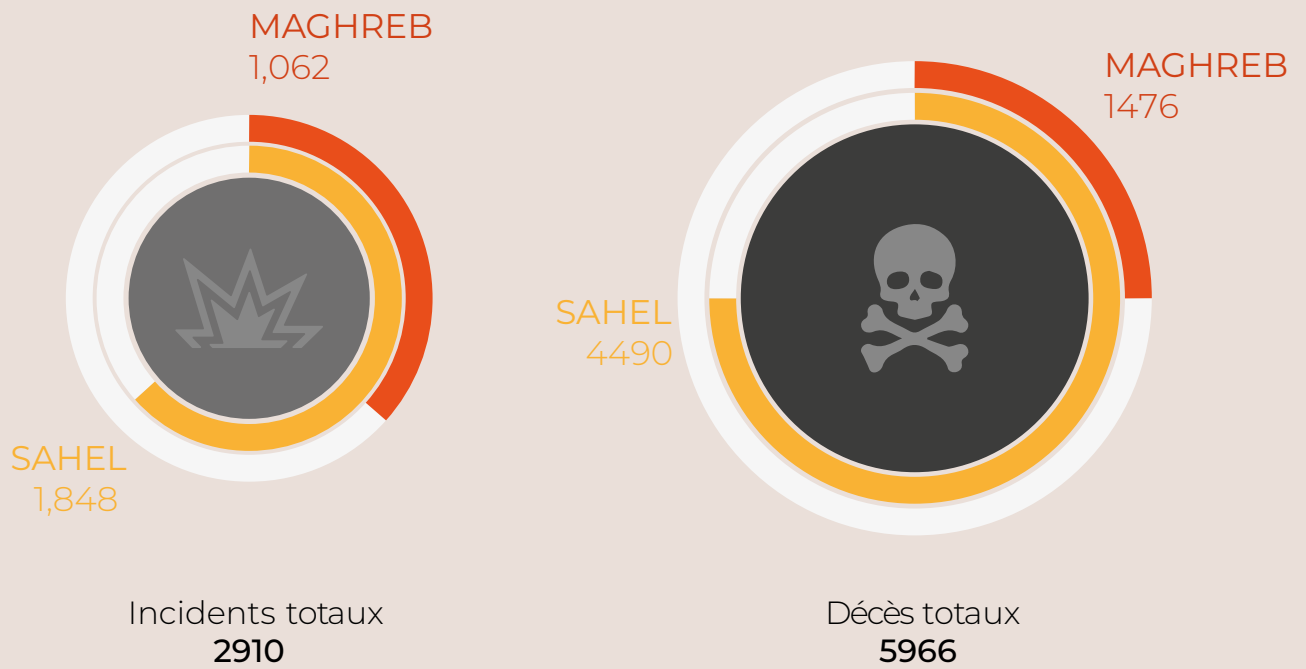


Illustration 2: Incidents et décès par pays.

Incidents totaux

2910

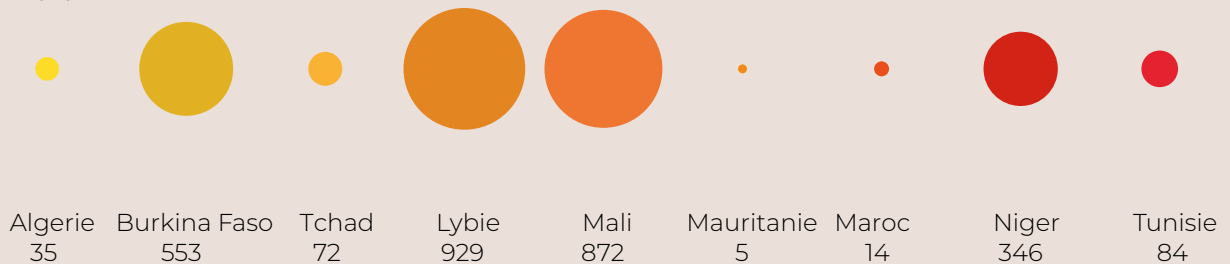
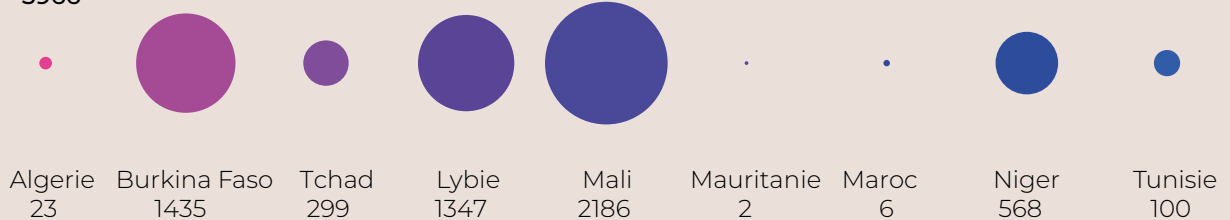


Illustration 3: Incidents et décès au cours de certaines années choisies dans neuf pays.

Décès totaux

5966



encore davantage toute tentative de mettre en place une stratégie de consolidation de la paix et de réconciliation. Selon les estimations, quelque 134 groupes de ce type auraient été impliqués dans les attaques enregistrées dans les neuf pays observés au cours de la période 2015-2020, dont 18 étaient des groupes extrémistes violents ou des groupes locaux affiliés¹⁵.

Pendant cette même période, les pays du Maghreb – à l'exception de la Libye – ont réussi, dans une certaine mesure, à contenir les attaques menées par des groupes armés. Les chiffres font état de 35 attaques en Algérie, 14 au Maroc et 85 en Tunisie, pour la plupart sans victimes et avec une tendance générale à la baisse. Par contre, une grande partie des jeunes radicalisés qui avaient basculé dans l'extrémisme violent ont choisi de quitter leur pays pour rejoindre les rangs de combattants terroristes étrangers. Ce phénomène est loin d'être nouveau, puisque des combattants tunisiens et marocains avaient déjà pris part aux combats en Afghanistan pendant les années 1980, en Bosnie pendant les années 1990 et en Iraq pendant les années 2000¹⁶.

Selon les données des autorités officielles, 1 664 Marocains se seraient rendus dans la Ré-

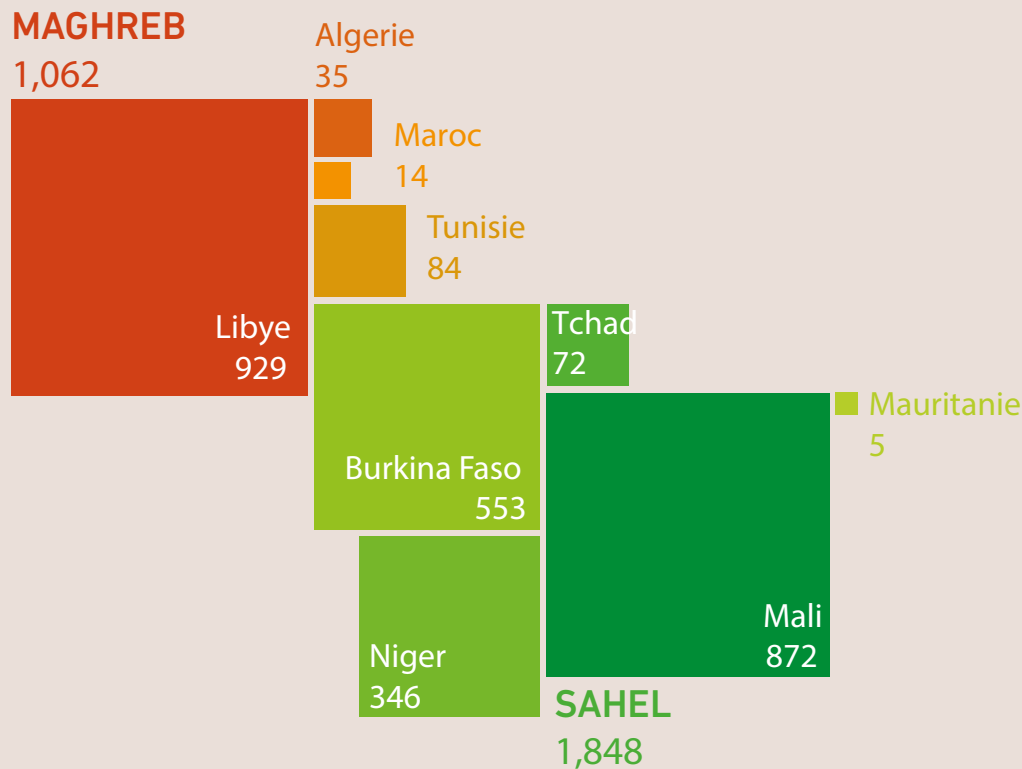
publique arabe syrienne et en Iraq entre 2013 et 2017 pour y intégrer des groupes djihadistes, principalement l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL, également connu sous le nom de « Daech »). Parmi eux, 378 enfants et 285 femmes¹⁷. Par ailleurs, 300 Marocains se sont rendus en Libye pour y participer aux combats¹⁸. La Tunisie semble, quant à elle, avoir envoyé le plus grand nombre de combattants étrangers pendant cette même période. Les chiffres ont varié, allant de 7 000 combattants partis dans la République arabe syrienne et en Iraq¹⁹, avant d'être revus à la baisse et fixés à environ 3 000 selon les autorités tunisiennes²⁰. De plus, on estime que jusqu'à 1 500 Tunisiens auraient intégré des groupes extrémistes en Libye, pays voisin. Ces chiffres sont sans précédent, d'autant plus si l'on prend en considération les 27 000 Tunisiens supplémentaires qui se sont vu interdire le voyage vers la Libye et la Syrie²¹. Si bon nombre de ces combattants restent à l'étranger, une part non négligeable d'entre eux sont rentrés dans leur pays d'origine. Les estimations officielles indiquent que 800 à 1 000 Tunisiens étaient de retour en mars 2018. Il n'existe pas d'informations officielles disponibles concernant la durée de



- 15 Il s'agissait, entre autres, de l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS), d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), d'Ansar Dine, d'Ansaroul Islam, de Boko Haram, de la Katiba Macina et du Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Base de données du Armed Conflict Location and Event Data Project (Projet de collecte de données sur les événements et la localisation géographique des conflits armés, ou ACLED), *Platform for disaggregated data collection, analysis and crisis mapping* (Plateforme pour la collecte et l'analyse de données ventilées, ainsi que la cartographie des crises). Ces données ont été extraites en mai-août 2020.
- 16 Renard T., *Returnees in the Maghreb: Comparing policies on returning foreign terrorist fighters in Egypt, Morocco and Tunisia*, Konrad Adenauer Stiftung, Egmont Paper 107, avril 2019.
- 17 Selon des données provenant du Ministère marocain de l'intérieur et du Bureau Central d'Investigation Judiciaire (BCIJ), une unité spéciale chargée des activités liées au terrorisme, citées dans un [article](#) de European Eye on Radicalisation.
- 18 Ce chiffre date de 2018. Zelin, Aaron Y., *The Others: Foreign fighters in Libya*, Policy notes, the Washington Institute for Near East Policy (2018).
- 19 Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.
- 20 Renard T., *Returnees in the Maghreb: Comparing policies on returning foreign terrorist fighters in Egypt, Morocco and Tunisia*, Konrad Adenauer Stiftung, Egmont Paper 107, avril 2019.
- 21 Renard T., *Returnees in the Maghreb: Comparing policies on returning foreign terrorist fighters in Egypt, Morocco and Tunisia*, Konrad Adenauer Stiftung, Egmont Paper 107, avril 2019.



Illustration 4: Incidents par région et par pays au cours de la période 2015-2020



leur séjour à l'étranger, puisqu'ils étaient autorisés à partir et à revenir librement pendant la période allant de 2012 à 2014²².

L'ampleur des pertes civiles en Libye évoque une réalité totalement différente. Ce pays est toujours déchiré par une guerre civile, dans le cadre de laquelle différentes factions sèment la destruction et la mort. Parmi les neuf pays observés, la Libye est celui qui a enregistré le plus grand nombre d'attaques commises par des groupes armés au cours de la période 2015-2020 : 929 attaques, dont la majorité sont le fait de milices motivées par des raisons politiques. Ce n'est qu'en 2019 que le

nombre d'incidents et de décès causés par des groupes armés a commencé à diminuer.

Initialement, la réponse apportée aux problèmes de sécurité posés par les groupes armés s'est essentiellement concentrée sur la répression armée. Les conflits armés ont entraîné une augmentation globale des dépenses militaires nationales en termes absolus ainsi que l'allocation d'une part systématiquement élevée des dépenses publiques à l'armée par rapport à d'autres secteurs. Entre 2015 et 2019, les neuf pays observés ont alloué en moyenne un dixième de leur budget à la défense, cette part variant d'un niveau maximal correspondant à un cinquième du budget total alloué



■ 22 Zelin, Aaron Y., *The Others: Foreign fighters in Libya*, Policy notes, the Washington Institute for Near East Policy (2018).

à l'armée (au Tchad en 2016) à un niveau minimal de 5,2 % (au Burkina Faso en 2017). En dehors du Maroc et de la Tunisie, la part allouée aux dépenses militaires était aussi extrêmement volatile d'une année à l'autre, avec des hausses et des baisses significatives.

Par comparaison, les dépenses militaires de pays tels que la France et l'Italie représentent en moyenne 3,3 % et 2,7 % du budget national, respectivement, avec des différences annuelles de 0,1 % et 0,4 %.

Part du budget allouée aux dépenses militaires en 2015-2019

	2015	2016	2017	2018	2019	Différence entre 2015 et 2019
Algérie	13.7 %	15.3 %	15.4 %	14.5 %	15.5 %	1.8 %
Libye	-	-	-	-	-	-
Maroc	10.5 %	10.5 %	10.6 %	10.5 %	10.3 %	0.0 %
Tunisie	7.8 %	8.2 %	7.1 %	6.9 %	7.0 %	0.1 %
Burkina Faso	6.1 %	5.4 %	5.2 %	7.9 %	9.0 %	2.9 %
Tchad	11.0 %	21.1 %	14.8 %	17.2 %	14.0 %	3.0 %
Mali	11.3 %	11.6 %	13.2 %	13.9 %	10.8 %	-0.5 %
Mauritanie	8.4 %	10.3 %	10.4 %	11.2 %	10.7 %	2.3 %
Niger	-	8.3 %	9.3 %	8.5 %	6.2 %	-2.1 %
Moyenne	9.8 %	11.3 %	10.8 %	11.3 %	10.4 %	

En 2019, les dépenses militaires engagées par l'Algérie étaient les plus élevées de l'Afrique du Nord, et même de l'ensemble du continent africain. Ces dépenses ont augmenté de façon presque constante depuis 2000²³. Les gouvernements du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont doublé leurs dépenses militaires en termes absolus depuis 2013²⁴. Tandis que le Burkina Faso (22 %) et le Mali (3,6 %) continuaient à accroître leurs budgets militaires en 2019, les dépenses militaires ont quelque peu diminué au Tchad (- 5,1 %) et plus sensiblement au Niger (- 20 %)²⁵. La plupart de

ces fonds sont toutefois investis dans du matériel de guerre conventionnel, comme des équipements lourds, sans tenir compte du fait que la nature asymétrique des conflits qui touchent ces régions requiert plutôt des forces spéciales agiles, une stratégie de renseignement efficace et une coopération efficace entre acteurs civils et militaires²⁶.

La communauté internationale a soutenu ces efforts en mettant des fonds et des ressources humaines et opérationnelles à la disposition des pays touchés afin de lutter contre les insurrections, de stabiliser la situa-



- 23 Pour un montant total de 10,3 milliards de dollars américains en 2019. Tian, N., Kuimova, A., da Silva D. L., Wezeman, P.D., Wezeman, S. T., *Trends in world military expenditure 2019*, SIPRI Fact Sheet, avril 2019.
- 24 *The Sahel - "in every sense of the word a crisis"*, IPP Media, 11 juin 2020. Tian, N., Kuimova, A., da Silva D. L., Wezeman, P.D., Wezeman, S. T., *Trends in world military expenditure 2019*, SIPRI Fact Sheet, avril 2019.
- 25 Tian, N., Kuimova, A., da Silva D. L., Wezeman, P.D., Wezeman, S. T., *Trends in world military expenditure 2019*, SIPRI Fact Sheet, avril 2019.
- 26 Kone, H., *Sahel militaries need better governance to face the terror threat*, *Institute for Security Studies*, 26 février 2020.



tion et d'endiguer le recrutement et l'exode de combattants terroristes étrangers²⁷. Les Nations Unies ont, par exemple, fourni un cadre stratégique, un soutien opérationnel et de la main-d'œuvre pour renforcer la capacité nationale à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent et appuyer les mesures contre-insurrectionnelles et les efforts de stabilisation déployés par les pays²⁸.

Pourtant, les conflits armés demeurent l'un des principaux facteurs d'insécurité, en particulier en Afrique subsaharienne. Le succès mitigé et très provisoire des mesures de sécurité extrêmement coûteuses mises en place a

permis de comprendre progressivement, au fil du temps, que la décision de se reposer uniquement sur des mesures de sécurité ne tient pas compte des causes qui apportent à ces groupes armés un afflux régulier de nouvelles recrues et de partisans, pas plus qu'elle n'aborde ni ne supprime ces causes. Les mesures de sécurité par la force et la répression armée ne s'attaquent pas aux conditions spécifiques qui mènent à la radicalisation vers l'extrémisme violent. Elles s'attaquent aux conséquences, et non aux causes de ces conditions, et, en l'absence d'autres types de mesures, elles ne peuvent donc produire que des résultats très éphémères à court terme.



- 27 Les opérations militaires suivantes sont actuellement en cours dans la région du Sahel :
 - ▶ le G5 Sahel regroupe cinq pays de la bande sahélo-saharienne : le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Le G5 Sahel est un cadre institutionnel qui promeut la coopération régionale entre ses pays membres en matière de sécurité (et de développement) depuis février 2014 ;
 - ▶ l'opération Barkhane, dirigée par les forces armées françaises, a succédé à l'opération Serval en août 2014 en élargissant sa portée géographique. Ces forces armées, qui comptent environ 4 500 soldats, sont déployées entre le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Leur quartier général se trouve à N'Djamena, la capitale du Tchad, et elles disposent de bases au Niger, au nord du Mali et, depuis peu, dans la région centrale du Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso. L'opération est dotée d'un budget annuel de près de 600 millions d'euros et constitue la plus vaste opération française menée à l'étranger ;
 - ▶ la Task Force des opérations spéciales de la France pour cette région, l'opération Sabre, est basée au Burkina Faso ;
 - ▶ les États-Unis sont à la tête du Trans-Saharan Counter-Terrorism Partnership (Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme), qui a pour but de renforcer les capacités de lutte antiterroriste au Mali, au Niger, au Tchad et en Mauritanie. Ce partenariat regroupe 15 pays qui participent à un exercice d'entraînement annuel baptisé « Flintlock ». Les États-Unis disposent de contingents de forces spéciales au Mali et au Niger ;
 - ▶ l'Union européenne mène deux missions de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) au Mali et une mission au Niger. Au Mali, il s'agit de la mission de formation de l'UE (EUTM), qui dispense des formations aux forces armées maliennes, et de la mission EUCAP, qui se concentre sur les forces de police et de sécurité intérieure. La mission EUCAP au Niger accorde beaucoup plus d'attention aux migrations depuis 2016, tandis que les deux missions menées au Mali restent axées sur la formation à la lutte contre le terrorisme, le renforcement des capacités de base des forces militaires et de police, et la sensibilisation aux droits de l'homme. L'EUTM au Mali compte environ 600 soldats issus de 20 États membres de l'Union européenne.
 - ▶ European Council on Foreign Relations, *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, mai 2019. The North Africa Journal. Bureau relations médias de l'État-major des armées, Dossier de presse Opération Barkhane, février 2020.
- 28 Depuis juillet 2013, les Nations Unies envoient des troupes pour lutter contre l'insurrection au Mali et veiller à l'application de l'accord d'Alger de 2015. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) mobilise actuellement 15 072 personnes originaires de 60 pays – soldats, forces de police et personnel civil. Cette mission a pour but initial de préserver la paix dans les régions septentrionales du Mali, mais ses opérations se sont étendues à Mopti et à d'autres zones du centre du Mali à mesure que l'insécurité progressait dans ces régions. European Council on Foreign Relations, *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, mai 2019.

1.2

Arriver à la notion de résilience communautaire

L'idée selon laquelle toute intervention appropriée pour remédier à l'instabilité engendrée par des groupes armés non étatiques doit prendre en considération le contexte particulier dans lequel ces groupes agissent et recrutent est la conclusion d'un grand nombre d'études et d'articles publiés depuis 2001. Ce corpus de recherches sur les causes de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent a permis de mieux comprendre que les griefs véritables, les injustices historiques et la marginalisation sociale sont au cœur du problème. En parallèle, des agences internationales et des organisations non gouvernementales ont déployé des efforts considérables pour remédier aux causes profondes et élaborer des contre-discours afin d'endiguer le recrutement et de discréditer la propagande extrémiste. Cette compréhension s'est traduite par des mesures politiques, telles que l'accord malien de 2015 sur la paix et la réconciliation, ainsi que, plus récemment, un communiqué publié à la suite du sommet de janvier 2020 organisé par la France et demandant le retour des États du Sahel dans les zones touchées par des conflits et une augmentation de l'aide au développement²⁹.

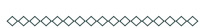
Cependant, il reste encore à établir de façon précise et sur la base d'éléments probants quelles sont exactement les interventions qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas. Pour ce faire, il convient de commencer par poser des questions.

Qu'est-ce qui incite une personne à décider de s'associer à un groupe qui emploie la vio-

lence pour faire entendre ses exigences ? Pourquoi les jeunes continuent-ils à intégrer des groupes armés alors qu'ils sont exposés au flot continu des bulletins d'information sur les vies perdues et les répercussions négatives des attaques sur les communautés locales ? Existe-t-il un moyen de les en empêcher ? Qu'est-ce qui pourrait les inciter à envisager d'autres solutions moins draconiennes pour remédier aux griefs qu'ils doivent nourrir ? Quelles seraient ces autres solutions ? Quel genre d'aide faudrait-il offrir pour améliorer la capacité de résistance de ces personnes face à la radicalisation vers l'extrémisme violent ?

Il est impossible de prédire si une personne donnée, même si elle a subi de nombreuses injustices et nourrit de véritables griefs, envisagera la violence comme un outil légitime pour réparer un tort. La radicalisation est un processus dynamique influencé non seulement par les idées, les perceptions et la logique personnelles d'un individu, mais aussi par le contexte dans lequel cet individu vit, ainsi que par ses interactions avec la communauté et son expérience vis-à-vis des conséquences des politiques menées par un État. Il pourrait donc être plus important de déterminer quelles sont les actions susceptibles d'améliorer la résilience d'une communauté pour endiguer la radicalisation vers l'extrémisme violent de ses membres, majoritairement jeunes. Il importe alors de définir à quel niveau le soutien devrait être apporté : au niveau individuel, communautaire ou national, ou encore à une combinaison de ces trois niveaux.

En 2015, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) a lancé une initiative globale pour trouver des réponses à ces questions. L'approche adoptée consistait à mener des



■ 29 Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères, *G5 Sahel – Sommet de Pau – Déclaration conjointe des chefs d'État* (13 janvier 2020).



interventions pilotes de nature, de portée et de durée variables dans neuf pays des régions du Sahel et du Maghreb, en collaboration avec des associations de la société civile et des organisations à but non lucratif qui définiraient le risque de radicalisation vers l'extrémisme violent au niveau où elles interviennent (niveau régional, national ou communautaire) et proposeraient des stratégies pour l'atténuer. Cette approche a permis à l'UNICRI de soutenir et d'étudier des mesures pratiques, innovantes et durables ainsi que les acteurs qui s'efforçaient d'améliorer la situation, en tirant de précieux enseignements de cette expérience.

1.3

Terminologie

L'un des premiers enseignements tirés a été de comprendre la difficulté de définir en termes absolus les concepts mêmes que le projet avait été conçu pour mesurer.

La notion de « radicalisation » sert à désigner un processus au cours duquel une personne adopte des convictions et des aspirations de plus en plus extrémistes³⁰. Ce processus peut,

dans certaines conditions, mener à différentes formes d'extrémisme, comme l'extrémisme religieux, et, plus grave encore, à l'extrémisme violent sous ses diverses formes. La langue arabe possède d'ailleurs tout un éventail de termes pour décrire le processus de radicalisation religieuse, ce qui implique de faire preuve d'une grande prudence lors de la définition et de la communication de ces concepts³¹. La plupart des personnes qui se radicalisent n'intègrent pas de groupes extrémistes violents³², et celles qui le font n'ont pas nécessairement une connaissance approfondie des questions d'idéologie religieuse, ni d'ailleurs des questions d'idéologie politique³³. Dès lors, la « radicalisation » et l'« extrémisme » servent à décrire des activités non violentes et ne doivent donc pas être considérés comme problématiques en soi, à l'instar de n'importe quelle opinion ou croyance. En revanche, un comportement réellement violent ou l'adhésion à des groupes extrémistes violents doivent être combattus par des mesures adéquates³⁴.

Quand on aborde le sujet du terrorisme et de l'extrémisme violent, toute définition de ces concepts doit être adaptée en fonction du contexte. Il est pratiquement impossible de définir précisément ces phénomènes en termes absolus pour les neuf pays observés, qui se composent tous d'une multitude de



- 30 Guide de référence du Bureau de lutte contre le terrorisme (UNOCT) pour l'élaboration de plans d'action nationaux et régionaux pour la prévention de l'extrémisme violent.
- 31 Le terme « *mutadayin* » désigne un croyant pieux, « *multazim* » désigne une personne qui a le sentiment d'avoir pris un engagement religieux, « *ikhwani* » désigne un membre des Frères musulmans, « *islahi* » désigne un réformiste, « *usuli* » désigne un intégriste, « *Salafi* » désigne un partisan du mouvement de réforme conservateur, « *Wahabi* » désigne un fidèle de la doctrine théologique saoudienne, « *mutatarif* » désigne un extrémiste et « *ji-hadi* » désigne un combattant. Centre pour le dialogue humanitaire, Perception study on the drivers of insecurity and violent extremism in the border regions of the Sahel.
- 32 *If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, International Alert, juin 2018.
- 33 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Journey to extremism in Africa: Drivers, incentives and the tipping point for recruitment*, 2017.
- 34 Guide de référence du Bureau de lutte contre le terrorisme (UNOCT) pour l'élaboration de plans d'action nationaux et régionaux pour la prévention de l'extrémisme violent.

groupes ethniques et de langues³⁵, dont bon nombre n'ont pas de termes équivalents pour ces concepts. Les Nations Unies soulignent que « [c]'est aux États Membres qu'il appartient de définir les notions de « terrorisme » et d'« extrémisme violent », et ils doivent le faire d'une manière conforme aux obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme. Pour être définies comme du « terrorisme », les actions visées doivent avoir été conçues pour avoir d'importantes répercussions psychologiques au-delà de la victime ou de la cible immédiate³⁶. » L'extrémisme violent peut, d'une manière générale, être considéré comme une idéologie qui exploite, instrumentalise et transforme en arme les identités religieuses ou d'autres identités culturelles afin de justifier et d'encourager le recours à la violence contre « l'autre ». Il s'agit de l'utilisation ou de la promotion de la violence pour atteindre des objectifs politiques, idéologiques ou religieux, en alimentant une « haine susceptible d'entraîner de la violence inter- ou intracommunautaire³⁷ ». Il arrive que des extrémistes violents s'attaquent à des individus et à des communautés qui n'adhèrent pas à leurs croyances ni à leur idéologie, même s'ils ont la même orientation religieuse³⁸.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, il n'existe pas de définition établie à l'échelle internationale de la notion de « groupes armés

non étatiques ». Le Protocole additionnel II³⁹ aux Conventions de Genève⁴⁰ relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux définit les groupes armés non étatiques comme « des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie [d'un] territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées [...] ». Aux fins du présent rapport, ces groupes sont appelés « groupes armés non étatiques » ou simplement « groupes armés ».

Pour renforcer la résilience des communautés, il importe de comprendre ce qui définit exactement une « communauté » – un autre concept étroitement lié au contexte. Dans certains cas, la communauté implique une forme d'organisation administrative, comme dans les quartiers périphériques des villes de Nouakchott, en Mauritanie, et de Tanger, au Maroc. Dans d'autres cas, la communauté reflète l'esprit de communauté qui anime un groupe particulier, comme au sein du peuple soninké, qui occupe de vastes étendues de territoire qui dépassent les frontières de la Mauritanie pour s'étendre au Mali et au Sénégal. Néanmoins, quel que soit le type de communauté envisagé, il est manifeste que les personnes qui en font partie ont toujours une idée claire de ce que la communauté re-



- 35 Guide de référence du Bureau de lutte contre le terrorisme (UNOCT) pour l'élaboration de plans d'action nationaux et régionaux pour la prévention de l'extrémisme violent.
- 36 Our world in data.
- 37 Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, *Rapport sur les pratiques optimales et les enseignements tirés concernant la façon dont la protection et la promotion des droits de l'homme contribuent à prévenir et à combattre l'extrémisme violent*, Assemblée générale des Nations Unies, 21 juillet 2016, A/HRC/33/29, paragraphe 17.
- 38 International Alert, *If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, juin 2018.
- 39 Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux, adopté le 8 juin 1977.
- 40 Les Conventions de Genève du 12 août 1949.

présente et de la signification qu'elle revêt à leurs yeux⁴¹.

Enfin, les psychologues définissent la « résilience » comme la capacité d'adaptation face à l'adversité, à un traumatisme, à une tragédie, à des menaces ou à d'importantes sources de stress⁴². Il s'agit de la capacité à résister face à l'adversité, à s'y adapter ou à s'en remettre. Cela ne veut pas dire qu'une personne ou une communauté résiliente ne connaîtra aucune difficulté ou souffrance. La résilience suppose la possibilité d'apprendre, au fil du temps et de façon intentionnelle, des comportements, des pensées et des actions qui aideront la personne ou la communauté concernée à résister face à l'adversité, à s'y adapter ou à s'en remettre. La résilience face à l'extrémisme violent représente quant à elle l'acte posé par une communauté ou une personne qui décide de ne pas intégrer ni soutenir des groupes extrémistes violents, en prenant ses distances vis-à-vis des avis et des actions de ces groupes.



1.4 Projet de l'UNICRI

Le projet de l'UNICRI visant à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, mis en œuvre de juillet 2015 à décembre 2020, a aidé 31 organisations intervenant au niveau local à mettre en place 83 projets de petite, moyenne et grande envergure. Ces projets ont été sélectionnés par l'intermédiaire de trois appels à propositions publics, auxquels pouvaient participer les organisations à but non lucratif et les organisations de la société civile, ainsi que les associations de médias, de jeunes et de femmes actives dans les domaines de la prévention des conflits, de l'atténuation des conflits, de la citoyenneté démocratique et de l'autonomisation des communautés locales en Algérie, au Burkina Faso, au Tchad, en Libye, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, au Niger et en Tunisie⁴³. Tous les projets menés étaient censés contribuer de façon directe ou indirecte au renforcement de la résilience face à l'extrémisme violent.

Dans un premier temps, la priorité a été accordée aux projets à caractère régional, qui prévoyaient d'organiser des activités dans plusieurs pays. Ce choix était motivé par le fait que beaucoup de groupes armés agissent dans les zones frontalières, en tirant parti de la porosité des frontières dans les zones touchées par des conflits.

- 41 Au cours d'une enquête, l'UNICRI a posé des questions relatives à la « communauté » sans préciser la signification que ce terme devait revêtir pour la personne interrogée. Dans le cadre de cette enquête, à la fin de l'entretien, l'UNICRI a demandé aux personnes interrogées de définir ce que la communauté représentait à leurs yeux. L'institut a constaté que le sens de ce terme variait en fonction de la question posée (groupe ethnique, identité nationale ou communauté universitaire) et que la personne interrogée n'estimait jamais qu'il s'agissait d'un terme ambigu et se sentait en mesure de définir la signification qu'elle lui attribuait.
- 42 American Psychological Association (Association américaine de psychologie).
- 43 L'UNICRI a reçu et évalué 229 candidatures en provenance de neuf pays dans le cadre des trois appels publiés :
 - ▶ 85 candidatures dans le cadre de l'appel à candidatures en provenance du Maghreb, publié en juin 2016 ;
 - ▶ 41 candidatures dans le cadre de l'appel à candidatures en provenance du Sahel, publié en août 2016 ;
 - ▶ 103 candidatures dans le cadre de l'appel à candidatures en provenance des deux régions, publié en juillet 2018.

PROJETS



10
RÉGIONAUX

3

MAGHREB

7

SAHEL



73
SPÉCIFIQUES À
UN PAYS

48

MAGHREB

25

SAHEL

Répartition des 73 projets spécifiques à un pays

Maghreb **48**

Sahel **25**

ALGÉRIE

1

LIBYE

1

MAROC

15

TUNISIE





31

BURKINA
FASO

1

Une série de critères administratifs garantissaient que les organisations sélectionnées respectaient des principes éthiques démontrables et étaient en mesure de mener des projets d'une certaine portée, valeur et durée financés par des fonds internationaux⁴⁴. La durée moyenne des projets

était de deux ans. La diversité des modalités contractuelles a permis d'allouer 3,3 millions de dollars américains à un large éventail d'interventions. En ce qui concerne les budgets, l'UNICRI a soutenu des projets de grande, moyenne, petite et micro envergure :

 Type de projet	 Budget en dollars américains	 Nombre de projets	 En pourcentage
Grande envergure	200 000 - 500 000	4	5 %
Moyenne envergure	20 000 - 65 000	40	48 %
Petite envergure	10 000 - 20 000	25	30 %
Micro envergure	≤ 10 000	14	17 %



44 Les critères administratifs appliqués pour évaluer les organisations comprenaient la possession d'une expérience antérieure dans la mise en œuvre de projets similaires, des antécédents positifs en matière de gestion financière et les effectifs disponibles. Des exemples de directives pour les candidats à l'obtention d'une subvention sont disponibles sur le [site web de l'UNICRI](#).

En plus d'appliquer ces critères généraux, l'UNICRI a évité :

- 1** de préciser quelles communautés ou quels groupes particuliers au sein des communautés devraient être considérés comme susceptibles de se radicaliser au point de basculer dans l'extrémisme religieux ;
- 2** d'exprimer des préférences pour certaines zones géographiques à risque plutôt que pour d'autres ;
- 3** d'indiquer quels griefs constituent un risque de radicalisation vers l'extrémisme violent et devraient être traités, qu'il s'agisse de facteurs incitatifs, dissuasifs ou personnels ;
- 4** de suggérer des façons de remédier aux griefs perçus et de mobiliser les groupes à risque.

En d'autres termes, l'UNICRI n'a pas entrepris ce projet dans le but de prouver une théorie déjà élaborée. Il n'a pas défini une approche claire que les organisations à base communautaire auraient dû suivre pour mettre en œuvre les projets. Les critères généraux et concrets appliqués supposaient que les organisations avaient déjà une certaine expérience en matière de prévention et d'atténuation des conflits, de citoyenneté démocratique et d'autonomisation des communautés dans les régions qu'elles proposaient d'aider. Les organisations étaient censées être opérationnelles, sans pour autant être obligatoirement basées dans les neuf pays observés.

Cette approche a permis à l'UNICRI de soutenir des projets qui proposaient une analyse contextuelle des dynamiques de conflit, des griefs et des groupes à risque au niveau local, qui ciblaient des groupes de parties prenantes extrêmement variés et qui étaient mis en œuvre dans différents environnements politiques, sociaux, économiques et géographiques. Les organisations locales étaient entièrement responsables de la mise en œuvre

des projets dans les neuf pays observés, tandis que l'UNICRI effectuait le travail de suivi, de soutien administratif et financier, de communication, de collecte des informations, d'analyse et d'évaluation.

1.5 Méthodologie

L'intervention menée par l'UNICRI au cours de ces cinq ans et demi visait à comprendre le contexte dans lequel la radicalisation vers l'extrémisme violent survient au sein des communautés dans les neuf pays examinés. En outre, il importait de comprendre quels étaient les mécanismes à l'œuvre grâce auxquels des communautés parvenaient à gérer de façon pacifique des situations susceptibles de pousser les acteurs lésés à recourir à la violence ou à intégrer des groupes armés dans le but de trouver des solutions. Pour déterminer quels éléments améliorent la rési-



lience d'une communauté, l'UNICRI a adopté un esprit de découverte, sans partir d'une théorie ou d'une hypothèse à valider ou à infirmer par la collecte de données et l'observation. À la place, l'UNICRI s'est appuyée sur les connaissances et les perceptions locales concernant les griefs présents, et s'est fiée aux capacités et à l'ingéniosité des acteurs locaux pour trouver des moyens de remédier à ces griefs de la façon la plus réaliste et la plus appropriée, en respectant les conditions, la culture, les mœurs et les traditions locales.

L'une des études menées dans le cadre de l'intervention de l'UNICRI⁴⁵ indique que les personnes qui intègrent des groupes extrémistes violents tendent généralement à accumuler les griefs, jusqu'à atteindre une sorte de point de rupture. Ces personnes semblent être capables de résister à la pression ou aux tensions résultant des difficultés rencontrées, mais, en l'absence de la résolution de ces difficultés ou de la possibilité d'une telle résolution au cours d'une longue période, certaines arrivent à un point au-delà duquel elles ne voient plus d'autre solution viable que le recours à des réactions extrêmes, le rejet de leur communauté ainsi que de ses complexités accumulées, de ses injustices historiques et systémiques et de son impuissance, et le choix d'une solution simple pour résoudre toute une série de problèmes.

Tout en reconnaissant que le recours à la violence ne peut se justifier en aucun cas et que ce processus ne concerne qu'un nombre extrêmement réduit de personnes, l'intervention de l'UNICRI s'est intéressée aux actions qui parviennent à inverser ce processus et à (ré)intégrer ce type de personnes dans la communauté en proposant des solutions pacifiques. Les méthodes de mesure de la réussite étaient négatives : absence de rejet de

la communauté, absence d'association avec des groupes armés. Compte tenu de la difficulté de mesurer ces aspects, le projet a plutôt étudié la capacité des projets à modifier la perception des groupes armés qu'avaient les membres de communautés à risque, ainsi que la perception des dirigeants communautaires et d'autres personnes influentes, leur degré d'optimisme partagé quant à la possibilité d'une résolution pacifique des griefs présents et le rôle qu'ils joueraient dans celle-ci, les éventuels mécanismes durables mis en place pour faciliter une résolution pacifique des conflits et les éventuelles bonnes pratiques en matière d'utilisation de tels mécanismes.

Au cours de la période allant de 2018 à 2020, l'UNICRI a élaboré l'approche suivante, fondée sur une méthode mixte, pour obtenir des informations susceptibles d'améliorer la compréhension des éléments constitutifs de la vulnérabilité, des communautés ou des tranches de la population les plus menacées et des méthodes les plus efficaces pour améliorer leur résilience :

1. **analyse de contenu** : des données ont été extraites de l'ensemble du matériel lié aux projets, produit par l'UNICRI ou partagé par les organisations chargées de mettre en œuvre des projets dans les neuf pays observés. Il s'agissait, notamment, des descriptions de projets ; des notes relatives aux réunions et aux téléconférences ; des rapports trimestriels et relatifs à des événements concernant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités, les obstacles rencontrés, y compris les menaces subies et les problèmes de sécurité, et les stratégies de communication ; et du matériel de fond, tel que les manuels, le matériel de formation, les études, les

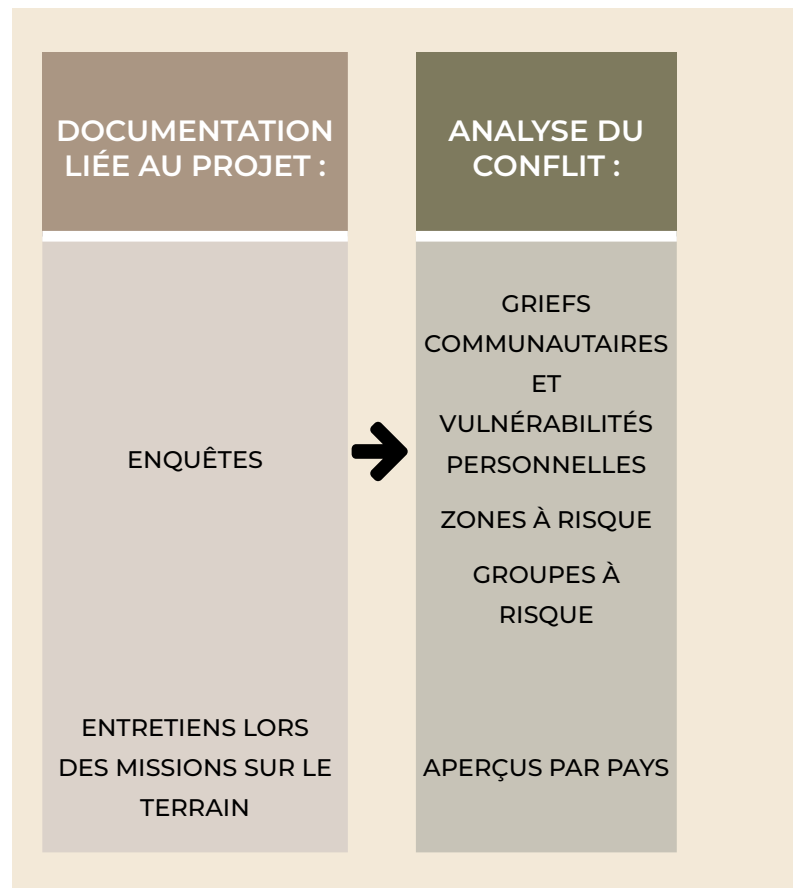


■ 45 International Alert, *If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, juin 2018.

cartes des ressources naturelles, le matériel des campagnes de plaidoyer, les programmes et les notes des interventions produits par les organisations locales. Les listes des participants aux événements ont servi à extraire et à comparer des données biographiques, telles que l'âge, le sexe, la confession religieuse, l'origine ethnique, l'origine géographique et la profession. Les articles sur les projets publiés dans la presse et les articles publiés par les organisations sur leurs réseaux sociaux ont permis de mieux comprendre la mesure dans laquelle les participants se sentaient libres d'aborder des questions relatives à l'extrémisme violent ou d'associer leurs activités à ce sujet. Des photos et des vidéos des événements et des participants ont été recueillies afin de mieux appréhender la diversité du public et de ses opinions. D'innombrables documents ont été reçus et, en moyenne, 20 documents par organisation ont été analysés, ce qui porte le nombre total de documents analysés à près de 600 pour 31 organisations ;

2. **enquête auprès des participants** : en collaboration avec les organisations locales, l'UNICRI a élaboré un questionnaire comportant 44 questions, dont 29 questions à choix multiple et 15 questions ouvertes. Trente-huit questions étaient obligatoires, tandis que les cinq questions restantes étaient facultatives, car elles avaient été conçues spécifiquement pour répondre aux besoins d'un projet mené au Tchad sur l'accès aux ressources naturelles. Ce questionnaire portait sur les griefs personnels ainsi que sur le ressenti des participants vis-à-vis de la sécurité, ainsi que des prestataires de services de sécurité, des per-

sonnes incarnant l'autorité au niveau communautaire, de l'extrémisme violent, de la religion, de leur niveau d'optimisme et de la répartition des terres ainsi que de l'accès à celles-ci. Une série de questions concernait l'avis des personnes interrogées sur le statut des femmes et des jeunes au sein des communautés. L'imprécision terminologique relative aux éléments constitutifs de l'extrémisme violent a été prise en considération, et les organisations étaient autorisées à préciser les termes employés au cours des entretiens.





Le questionnaire a été partagé avec sept organisations chargées de mettre en œuvre des projets à l'issue du troisième appel à propositions, à savoir au Tchad (deux projets), au Mali (deux projets), au Maroc (un projet) et en Tunisie (deux projets)⁴⁶. Cinq organisations ont soumis le questionnaire à leurs participants, soit 278 personnes en tout, au cours de la période allant d'octobre 2019 à juillet 2020⁴⁷ :

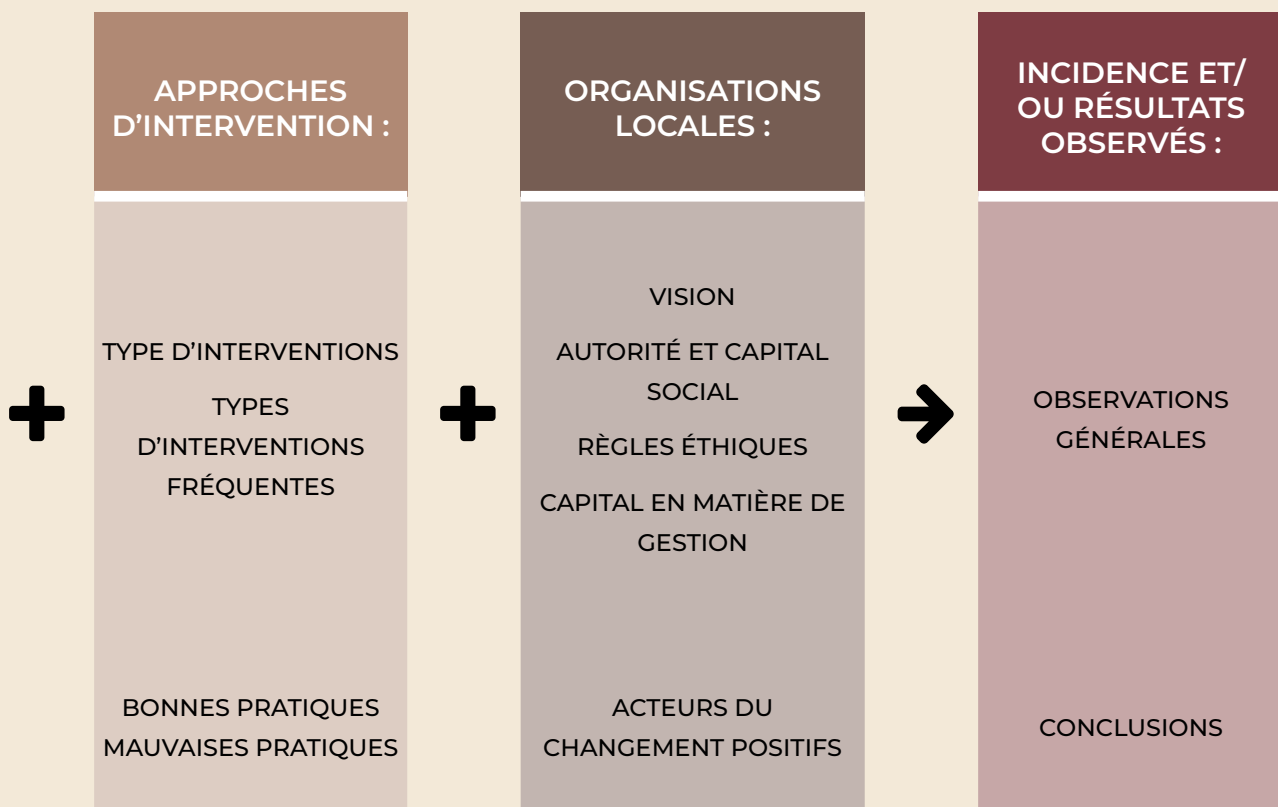
- au Tchad – 189 personnes interrogées ;
- au Mali – 54 personnes interrogées ;

- au Maroc – 12 personnes interrogées ;
- en Tunisie – 23 personnes interrogées.

Ces organisations ont posé chacune des 44 questions, y compris celles qui portaient sur la perception de la répartition des ressources naturelles ;

3. missions sur le terrain et entretiens :

des missions sur le terrain ont été régulièrement organisées pour observer le déroulement des activités. Des réunions d'évaluation ont été organisées pour mener des entretiens semi-structurés avec



- 46 L'un des enseignements tirés de la mise en œuvre des projets du premier et du deuxième appels à propositions concernait l'importance et la nécessité de procéder à des collectes de données plus systématiques sur les profils (généraux) et les perceptions des participants. Les données collectées et les réflexions menées au cours de la mise en œuvre de ces projets ont contribué à l'élaboration du questionnaire. Le questionnaire a par exemple été conçu en collaboration avec les organisations à base communautaire, en promouvant une approche participative.
- 47 Au Tchad, les entretiens ont été réalisés entre octobre et décembre 2019, ainsi qu'en février 2020. En Tunisie, les entretiens ont été réalisés en décembre 2019. Au Mali, les entretiens ont eu lieu entre avril et mai 2020, ainsi qu'en juillet 2020.

le personnel des organisations locales et les participants aux projets au sujet de leur perception de la menace que les groupes extrémistes violents représentent pour leurs communautés, des possibilités de résolution pacifique des conflits, du regard qu'ils portent sur eux-mêmes en tant qu'acteurs du changement, ainsi que des effets du projet sur leurs perceptions, leurs attitudes et leur comportement. Dix-huit missions d'évaluation de suivi (au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Niger et en Tunisie), trois missions d'évaluation à mi-parcours (en Mauritanie et en Tunisie) et deux missions d'évaluation en fin de projet (en Tunisie) ont été menées à bien. Au cours des deux missions d'évaluation menées en Tunisie en 2019, 41 personnes ayant participé à quatre projets ont été interviewées, parmi lesquelles figuraient des enseignants dans des écoles coraniques et des établissements d'enseignement secondaire, des imams, des représentants de l'union des imams, des militants de la société civile et des étudiants universitaires ;

4. **Recherche documentaire** : un examen de la documentation disponible dans le domaine public a permis d'enrichir les conclusions tirées à l'issue de l'analyse des sources primaires. Des données extraites de la base de données ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project, ou Projet de collecte de données sur les événements et la localisation géographique des conflits armés)⁴⁸ et portant sur les incidents impliquant des groupes armés, les victimes qu'ils ont faites et l'endroit où ils ont eu lieu ont permis de mieux contextualiser les projets.

Cette analyse s'est déroulée de 2018 à 2020. Le présent rapport constitue un effort pour interpréter l'énorme quantité de données primaires collectées en cours de route pour établir les éléments suivants :

1. l'analyse et les illustrations des acteurs locaux concernant la **dynamique de conflit**, les parties concernées, les griefs communautaires, les injustices perçues et les vulnérabilités personnelles. Il s'agissait notamment d'informations sur l'histoire d'un conflit, le contexte politique, la portée géographique et les altérations de l'environnement. Pour ce qui est des parties concernées, les informations recueillies concernaient leur profil, leur sexe, leur âge, leur origine ethnique, leur orientation religieuse, leur niveau d'autorité et leur implication dans le conflit. Dans le cadre du présent rapport, l'UNICRI n'a pas établi de distinction entre les griefs exprimés directement par les participants et les griefs définis par les organisations locales sur la base de leur expérience du travail au sein des communautés visées et en collaboration avec celles-ci. Ces deux groupes sont considérés comme des éléments constitutifs des communautés locales, dont le point de vue reflète celui de leur communauté ;
2. ces informations ont été confrontées aux **approches d'intervention** choisies par les organisations locales pour remédier aux griefs recensés. Une attention particulière a été accordée au type d'activités organisées, à leur fréquence au sein de chaque projet ou pays, voire dans l'ensemble des projets ou pays, aux modes de participation et aux éventuelles nuances en fonction du contexte, des préférences des



■ 48 Platform for disaggregated data collection, analysis and crisis mapping (Plateforme pour la collecte et l'analyse de données ventilées, ainsi que la cartographie des crises), disponible à l'adresse <https://acleddata.com/#/dashboard>.



organisations ou du type de parties prenantes concernées.

Le niveau d'autorité au sein de la communauté⁴⁹, la vision, les règles éthiques affichées, les déclarations et les actions des **organisations à base communautaire** chargées de mettre en œuvre les projets, leur capital social, leurs compétences en gestion et leurs capacités analytiques et administratives ont été soigneusement étudiés, car on considère qu'il s'agit de critères auxquels toute tentative d'amélioration de la résilience d'une communauté doit satisfaire, étant donné que les acteurs ont parfois œuvré pendant des années à la résolution pacifique des conflits. Une attention particulière a été accordée à la participation et au rôle des femmes dans ces organisations, ainsi qu'aux capacités d'encadrement des personnes occupant des postes de direction.

1.6

Limites

La principale difficulté a consisté à mener les enquêtes auprès de tous les acteurs pertinents au début et à la fin de chaque projet pour connaître leurs perceptions et observer l'évolution de celles-ci au fil du temps, à mesure que les projets œuvraient à mettre en place des mécanismes de résolution des conflits ou à remédier aux griefs. Étant donné que les projets avaient une durée relativement réduite, disposaient de ressources financières et humaines limitées et devaient faire face aux risques liés au fait de traverser régulièrement des zones susceptibles d'être la cible d'une attaque armée, les enquêtes ont été menées de façon très irrégulière. De plus, les enquêtes menées au Maroc ont été partagées avec l'UNICRI sous une forme différente, empêchant les comparaisons plus détaillées entre les pays.



- 49 Niveau établi sur la base du réseau de contacts de l'organisation et de son influence auprès des autorités traditionnelles et officielles, attestée par la réponse de ces autorités aux invitations à participer aux activités, aux campagnes et aux événements du projet.

À cette irrégularité dans la collecte des données s'est ajoutée la difficulté de recueillir des données biographiques sur les bénéficiaires directs afin de pouvoir compléter le tableau concernant leur répartition selon le sexe et l'âge, et de déterminer dans quelle mesure ils représentent réellement leurs communautés, ainsi que la façon dont ces données sont liées à leurs perceptions. De telles informations auraient pu permettre de mieux comprendre les éventuels biais présents dans les approches et les modèles appliqués par les organisations à base communautaire, notamment en ce qui concerne la participation des femmes et des membres de différents groupes ethniques et religieux.

La majeure partie des informations ont été fournies par l'intermédiaire des organisations à base communautaire. On peut raisonnablement s'attendre à ce que ces informations soient influencées par les points de vue, les analyses et les expériences de ces organisations, ou par l'absence de ces éléments. Les efforts déployés pour limiter cette influence comprenaient des recherches documentaires plus larges et des missions sur le terrain pour surveiller le déroulement des activités et interroger directement les parties prenantes. Malgré tout, il faut accepter que les conclusions du présent rapport contiennent une certaine part de subjectivité.

De plus :

→ le nombre de projets par pays n'avait pas été fixé à l'avance. Cela a donné lieu à des interventions de nombre et de taille variables dans chaque pays, ainsi qu'à des descriptions du contexte et des griefs observés dont le niveau de détail variait également ;

→ la recherche documentaire ne comprenait pas d'examen juridique. Elle se limitait aux éléments du contexte directement liés aux griefs recensés par les organisations à base communautaire. Il aurait probablement été possible de recueillir davantage d'informations afin de mieux situer ces rapports dans leur contexte, par exemple concernant la relation entre, d'une part, les problèmes économiques signalés et, d'autre part, les ressources disponibles, les changements climatiques et les politiques publiques pertinentes⁵⁰ ;

→ les projets ne ciblaient pas des personnes précises. Les interventions visaient des types de personnes au sein de communautés choisies, qui étaient perçues comme marginalisées ou privées de leurs droits ;

→ il n'a été possible de mener des missions d'évaluation sur le terrain qu'en Tunisie. Des missions pour mener des entretiens semi-structurés avec les parties prenantes des projets achevés en 2019 devaient avoir lieu en Mauritanie, au Tchad, au Maroc, au Niger et au Mali au cours du premier semestre 2020. Toutes ces missions sont actuellement suspendues en raison des restrictions de voyage imposées conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé⁵¹ ;

→ l'examen des informations diffusées dans les médias incluait des sources communiquées par les organisations à base communautaire – plateformes gérées par ces organisations ou articles publiés par des médias indépendants –, ainsi qu'une recherche documentaire sur la couverture médiatique en anglais et en français. Les

○○○○○○○○○○○○○○○○○○○○

- 50 Il était révélateur de constater que les organisations à base communautaire de certaines régions du Tchad, par exemple, travaillaient sur des problèmes liés à la jeunesse dans le contexte des activités des industries extractives (pétrole).
- 51 Le 30 janvier 2020, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) constituait une « urgence de santé publique de portée internationale ».

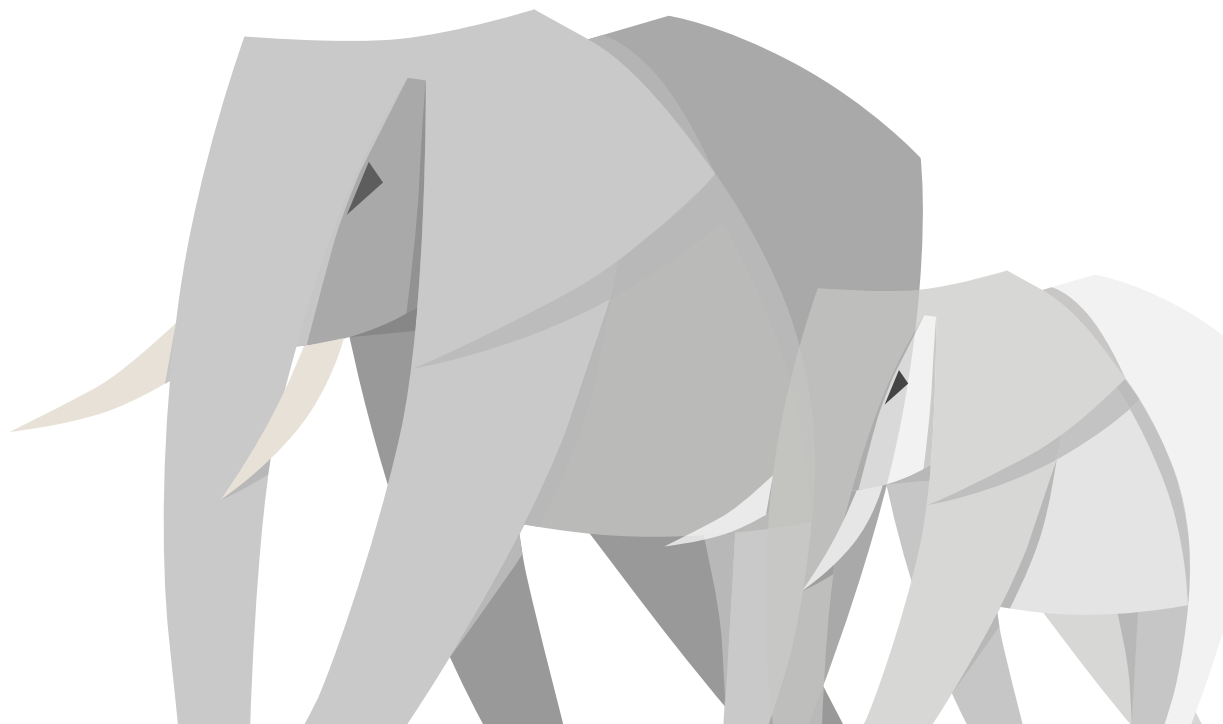


informations publiées en arabe étaient donc exclues, sauf lorsque les organisations signalaient de telles informations.

Étant donné que les interventions de l'UNICRI étaient axées sur les communautés, les rapports présentant en détail les entretiens et les discussions menés avec les populations locales, ainsi que les sujets des débats, des formations, des ateliers et des émissions de radio indiquent tous des problèmes structurels à l'origine des griefs communautaires. Ils évoquent des facteurs incitatifs et dissuasifs plutôt que des facteurs personnels, même si

ces derniers doivent indéniablement jouer un rôle.

Enfin, les réflexions personnelles, comme celles présentées dans le présent rapport, sont inévitablement influencées par la subjectivité personnelle ainsi que par l'univers professionnel, le milieu culturel et le parcours scolaire de leurs auteurs. Nous nous sommes efforcés de réduire ces influences au maximum en consultant d'autres recherches publiées et en soumettant les conclusions à un examen et à une discussion approfondis en interne.







Toucher l'éléphant

CHAPITRE 2

2.1

Quoi : griefs de la communauté

Qu'est-ce qui incite une personne à décider de s'associer à un groupe qui utilise la violence pour faire valoir ses revendications ? Sur la base des perspectives et des perceptions des organisations à base communautaire et des participants à leurs projets sur les causes profondes des conflits en cours, des incidents violents et des tensions communautaires, signalés au cours de la période 2017-2020, les griefs communautaires peuvent être organisés en 21 catégories. La principale source d'information a été le contenu fourni par les organisations à base communautaire par le biais de rapports trimestriels réguliers, complétés par des documents de fond plus spécifiques, comme précisé ci-dessus dans la section E. Méthodologie, point¹⁵².



Ces griefs portent sur des questions politiques, sécuritaires, juridiques, éducatives, économiques, environnementales, sociales, culturelles et religieuses, comme suit :

Bonne gouvernance	<ol style="list-style-type: none"> 1. Absence de structures et de soutien de l'État ; 2. Gouvernance faible, avec certains groupes de population non représentés, voire privés de leurs droits, tant au niveau national qu'au niveau de leurs communautés, où le pouvoir est encore transféré selon le principe de l'hérédité ; 3. Manque de confiance dans les institutions de l'État, qui sont considérées comme agissant de manière injuste ou abusive ; 4. Restriction des libertés d'information, d'expression et de réunion ;
Sécurité	<ol style="list-style-type: none"> 5. Sécurité compromise par les groupes rebelles armés, y compris leurs activités criminelles ; 6. Crimes commis par les forces de sécurité nationales en toute impunité ; 7. Manque de confiance et de coopération avec les forces de sécurité ;
État de droit	<ol style="list-style-type: none"> 8. Accès inégal à la justice avec des litiges non résolus concernant les ressources naturelles ; 9. Le pouvoir judiciaire fonctionne avec des ressources limitées et dans un contexte d'insécurité juridique ; 10. Clientélisme juridique ;
Éducation	<ol style="list-style-type: none"> 11. Niveaux élevés d'analphabétisme et un système éducatif dépassé ; 12. Éducation religieuse inadéquate et non réglementée ; 13. Main-d'œuvre non formée et non qualifiée ;
Économie	<ol style="list-style-type: none"> 14. Manque de possibilités d'emploi, en particulier parmi la population jeune ; 15. Obstacles et restrictions aux activités génératrices de revenus ;
Environnement	<ol style="list-style-type: none"> 16. L'accès à la terre et à l'eau est compromis en raison du changement climatique ;
Justice sociale	<ol style="list-style-type: none"> 17. L'inégalité de traitement et la discrimination à l'égard de certains groupes ethniques ; 18. La discrimination à l'encontre des groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes hommes au chômage, les anciens esclaves, les bergers nomades, les communautés de réfugiés et les personnes handicapées ; 19. Répartition injuste, et parfois peu claire, des ressources naturelles ;
Culture	<ol style="list-style-type: none"> 20. L'appauvrissement général du paysage culturel, y compris des coutumes et traditions ;
Religion	<ol style="list-style-type: none"> 21. Tensions entre les pratiques religieuses plus récentes et traditionnelles.



Les griefs signalés n'ont pas tous eu le même poids et la même attention dans les neuf pays. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des domaines dans lesquels chacun d'entre eux a été considéré comme une priorité et de la part des projets signalant que cette question particulière est une priorité. Dans la plupart des cas, les projets brossent un tableau complexe, quoique bien loin d'être complet, dans lequel les communautés sont confrontées à plus d'un problème. Cela signifie qu'au niveau national, un pays comme la Mauritanie est censé traiter jusqu'à douze questions, chacune étant considérée comme prioritaire par au moins un projet. Le même nombre de problèmes a été signalé pour la Tunisie ; cependant, 31 projets de tailles diverses ont été mis en œuvre en Tunisie pour traiter ces douze problèmes, contre quatre seulement en Mauritanie. Le plus grand nombre de griefs a été signalé au Mali, 19 au total, les tensions religieuses et le manque d'éducation religieuse standardisée n'étant pas signalés comme des facteurs aggravants dans les zones couvertes par sept projets qui y opèrent.

Sur le plan du poids relatif, le plus grand nombre de projets, soit un tiers des 83, portait sur la question de la **discrimination à l'égard des groupes marginalisés**. La question a été considérée comme prioritaire au Maroc, en Tunisie, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger, mais n'a pas été abordée en Algérie, en Libye et au Burkina Faso. **La faiblesse de la gouvernance** est un autre problème qui serait très pertinent, car un quart des projets ont travaillé sur cette question dans sept des neuf pays – l'Algérie et le Burkina Faso étant les exceptions. L'exigence sous-jacente de bonne gouvernance – **les libertés d'expression et de réunion** – aurait été compromise, à des degrés divers, dans chacun des neuf pays. C'est en fait la seule question qui ait été signalée comme commune à tous les pays dans lesquels les projets ont travaillé.

Au Sahel, l'accès à la terre et à l'eau est une grande priorité pour tous les pays dans lesquels les projets ont été mis en œuvre. En outre, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali souffriraient d'un épuisement des ressources naturelles disponibles en raison du changement climatique. Aucun des projets au Maghreb n'a abordé cette question.



Couverture géographique et importance relative des griefs signalés

	Algeria	Libya	Morocco	Tunisia	Burkina Faso	Chad	Mali	Mauritania	Niger	Percentage of projects addressing the issue
Discrimination contre les groupes marginalisés			Orange	Orange		Green	Dark Green	Light Green	Green	36.10 %
Faible gouvernance		Red	Orange	Orange		Green	Dark Green	Light Green	Green	24.10 %
Restriction des libertés d'expression et de réunion	Orange	Red	Orange	Orange	Light Green	Green	Dark Green	Light Green	Green	14.50 %
Appauvrissement du paysage culturel				Orange		Green	Dark Green	Light Green		10.00 %
Inégalité d'accès à la justice			Orange	Orange	Light Green	Green	Dark Green		Green	9.60 %
Discrimination fondée sur l'origine ethnique			Orange				Dark Green	Light Green		8.40 %
Insécurité causée par les conflits violents et la criminalité				Orange	Light Green	Green	Dark Green		Green	8.40 %
Manque d'opportunités génératrices de revenus				Orange	Light Green		Dark Green	Light Green	Green	7.20 %
Répartition injuste et parfois peu claire ou accès inégal aux ressources naturelles					Light Green	Green	Dark Green	Light Green	Green	6.00 %
Manque de compétences génératrices de revenus				Orange			Dark Green	Light Green	Green	6.00 %
Accès limité à l'éducation				Orange			Dark Green	Light Green	Green	4.80 %
Manque d'éducation religieuse standardisée				Orange					Green	4.80 %
Absence d'État				Orange			Dark Green	Light Green	Green	4.80 %
Manque de confiance dans la responsabilité institutionnelle				Orange	Light Green		Dark Green		Green	4.80 %
Manque de confiance dans les forces de sécurité							Dark Green	Light Green	Green	4.80 %



	Algeria	Libya	Morocco	Tunisia	Burkina Faso	Chad	Mali	Mauritania	Niger	Percentage of projects addressing the issue
Absence de responsabilisation des forces de sécurité					■		■		■	3.60 %
Accès aux ressources naturelles compromis en raison du changement climatique					■	■	■			2.40 %
Tensions religieuses								■	■	2.40 %
Réduction des possibilités de générer des revenus					■		■		■	1.20 %
Insécurité juridique					■		■			1.20 %
Clientélisme juridique							■			1.20 %

Sur la base de la documentation du projet, il est possible de broser un tableau plus ou moins détaillé de la plupart, voire de chacun des griefs signalés. Ces informations, rassemblées avec des exemples spécifiques fournis par les organisations à base communautaire, sont présentées ci-dessous, organisées par domaine politique et, dans la mesure du possible, dans l'ordre de leur importance relative, comme le montre le nombre de projets ayant signalé le problème. Aucune information ne provenant pas des organisations à base communautaire n'a été utilisée dans

les sections ci-dessous. Ainsi, les descriptions des griefs ci-dessous peuvent parfois sembler ne pas donner une image complète des défis auxquels certaines de ces communautés sont confrontées. La décision de n'inclure dans cette section que des informations provenant de sources primaires a été prise afin de pouvoir comprendre comment les communautés elles-mêmes perçoivent les problèmes auxquels elles sont confrontées. Le cas échéant, des commentaires et des informations complémentaires ont été proposés dans les notes de bas de page.

JUSTICE SOCIALE

DISCRIMINATION CONTRE LES GROUPES MARGINALISÉS

Plus d'un tiers des projets (36,1 %) se sont concentrés sur l'inégalité sociale et politique, la marginalisation et/ou la stigmatisation auxquelles les groupes vulnérables sont confrontés au quotidien. Ces groupes comprendraient des femmes, des jeunes, des communautés nomades et d'éleveurs de bétail, d'anciens esclaves, des femmes et des hommes handicapés. Ils ne bénéficient pas d'une protection juridique suffisante, ce qui les rend vulnérables aux abus.

Au sein des communautés traditionnelles, essentiellement rurales, il existe une forte polarisation sociale entre les aristocrates propriétaires de terres et les mineurs sociaux (*cadets sociaux*). Ces derniers représentent les hommes âgés de 15 à 35 ans, sans source de revenus et incapables de se marier et d'avoir leur mot à dire dans les décisions communautaires. Dans un certain nombre de communautés rurales du Sahel, telles que les régions de Mopti au Mali, du Sahel au Burkina Faso et de Tillabéry au Niger, un petit nombre de familles issues des chefferies traditionnelles monopolisent le pouvoir. Si, dans certains cas, ces structures d'autorité traditionnelles parviennent à contenir les tensions au sein et en dehors des communautés, cela devient plus difficile pour les communautés dont l'activité économique principale est le pastoralisme.

En outre, la société dans la région du Sahel est dans certains cas encore divisée en castes, comme les communautés peules et soninkés, avec l'interdiction des mariages inter-castes, une manifestation des hiérarchies coutumières omniprésentes. Il existe encore un fort préjugé contre les anciens esclaves, comme les Haratines en Mauritanie, qui n'ont souvent pas de papiers d'identité. La situation crée des tensions au sein des villages, parfois même des affrontements violents, car la caste des anciens esclaves conteste leur position dans la société et demande l'éradication de la pratique de l'esclavage⁵³. Par exemple, un foyer de tension a été créé suite à un conflit lié à des pratiques de reconnaissance de l'esclavage entre les habitants de Modibougou dans la région du Hodh El Gharbi en Mauritanie.



■ 53 L'esclavage en Mauritanie a été aboli en 1981, criminalisé en 2007 et désigné comme crime contre l'humanité dans le cadre de la réforme constitutionnelle de 2012. Cependant, la pratique est toujours répandue et selon l'Indice mondial de l'esclavage de 2018, plus de deux personnes sur cent – 90 000 au total – vivent en état d'esclavage.



Dans certains cas, les hommes choisissent de quitter leur communauté pour chercher du travail dans les villes ou même à l'étranger. Ils s'installent dans les banlieues surpeuplées des capitales, déjà en proie à l'analphabétisme et à un taux de chômage élevé. Les mosquées et les messages des prêcheurs représentent la seule institution qui donne le ton dans ces communautés. En Mauritanie, les populations privées de leurs droits dans les banlieues de Nouakchott sont fréquemment ciblées par les recruteurs de terroristes. Une situation similaire est présente dans certains quartiers de la ville portuaire de Tanger au Maroc.

Certains de ces hommes laissent derrière eux des femmes, qui sont seules pour élever les enfants et développer le sens de la communauté et de la cohésion sociale. Bien qu'elles soient encore marginalisées dans la vie de la communauté, leur importance s'accroît à mesure qu'elles deviennent des chefs de famille de facto. Par exemple, avec l'émigration des hommes des communautés soninkés, qui occupent de vastes étendues territoriales en Mauritanie, au Mali et au Sénégal, les villages soninkés se vident de leur force de travail et de leur autorité traditionnelle. Le rôle d'éducateur et de guide pour la génération à venir est laissé vacant, les jeunes étant livrés à eux-mêmes et n'étant intégrés ni dans le travail communautaire ou le système d'enseignement traditionnel, ni dans le système d'éducation géré par l'État.

Les femmes laissées pour compte ainsi que les groupes d'intérêts féminins en général sont largement négligés. Les femmes, y compris les jeunes femmes, sont souvent victimes de violence, y compris de harcèlement sexuel⁵⁴.

Enfin, en raison de conflits prolongés, il y a à la fois des mouvements internes de masse de personnes et des mouvements



■ 54 La violence sexiste représente un grand problème, en particulier au Mali, même si les projets qui ont travaillé dans ce pays n'ont pas abordé ou rapporté cette question. Par exemple, le rapport du Groupe d'experts sur le Mali, établi conformément à la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies, indique que « Entre janvier et octobre 2019, 1 708 cas de violences sexuelles ont été signalés dans le nord et le centre du Mali, et 734 cas, soit 43 %, ont été perpétrés par des acteurs armés. Les acteurs de la défense et de la sécurité nationales représentent 8 % des cas de violence sexuelle, tandis que 36 % des cas ont été commis par des groupes armés. En raison du climat général d'insécurité et du contexte d'impunité dû à la faiblesse des institutions de sécurité, certains cas de viols et de violences sexuelles ont également été perpétrés par des membres des communautés ». Au lieu de cela, des projets au Maghreb ont travaillé sur cette question.

transfrontaliers vers les pays voisins. En raison de sa situation centrale, la région de Mopti au Mali est devenue le plus grand point de transit pour les mouvements de masse internes, alors que beaucoup se déplacent vers le Niger. Ménaka, au Mali, en raison de sa proximité avec le Niger, est devenue le lieu de retour des réfugiés maliens revenant du Niger. Cette situation crée des difficultés pour l'intégration des communautés de rapatriés dans les communautés d'accueil, avec le risque d'aliénation et de marginalisation qui en découle.

Ces groupes socialement marginalisés ont tendance à manifester une plus grande sympathie pour le discours et les pratiques des groupes extrémistes violents.

DISCRIMINATION FONDÉE SUR L'ORIGINE ETHNIQUE

La zone du Sahel est caractérisée par la bande sahéenne composée de dix pays ayant chacun un nombre élevé d'ethnies et de langues. Certains groupes ethniques sont socialement et politiquement marginalisés ou discriminés. Ils ne bénéficient pas de l'égalité des droits, d'une représentation égale dans les institutions publiques, d'un accès égal aux services de l'État ni d'un traitement et d'une protection équitables par les lois. Les lois protégeant la diversité culturelle, lorsqu'il en existe, ne seraient pas toujours appliquées. Les médias audiovisuels ne leur accordent pas, ni à leurs cultures distinctes, la même attention. Aucune éducation n'est offerte dans les langues de ces groupes ethniques.

En Mauritanie, les communautés linguistiques minoritaires ne seraient pas pleinement intégrées dans le paysage éducatif et médiatique. Les médias nationaux offrent au maximum une heure de programmation quotidienne dans les langues de leurs communautés malgré les lois audiovisuelles en vigueur qui garantissent la représentation. L'éducation n'est pas adaptée aux besoins de ces groupes ethniques, l'enseignement universitaire en particulier étant obsolète – il suit encore,



semble-t-il, le système français mis en place pendant la période coloniale. En outre, les méthodes de l'État visant à assurer la sécurité par le biais de l'application de la loi s'opposeraient aux modes traditionnels de règlement des conflits, ce qui donnerait aux parties la possibilité de sauver la face, de préserver les valeurs et la fierté de la communauté soninké en particulier (voir l'exemple). Cela alimente la perception des communautés ethniques minoritaires, telles que les Soninkés, les Wolofs et les Pulaars, selon laquelle l'État tente de les assimiler à la culture dominante (arabe).

En outre, tant en Mauritanie qu'au Mali, il existe un préjugé perçu contre les communautés nomades ou semi-nomades, comme les Peuls.⁵⁵



©UN Photo/Kay Muldoon



- 55 La violence sexiste représente un grand problème, en particulier au Mali, même si les projets qui ont travaillé dans ce pays n'ont pas abordé ou rapporté cette question. Par exemple, le rapport du Groupe d'experts sur le Mali, établi conformément à la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies, indique que « Entre janvier et octobre 2019, 1 708 cas de violences sexuelles ont été signalés dans le nord et le centre du Mali, et 734 cas, soit 43 %, ont été perpétrés par des acteurs armés. Les acteurs de la défense et de la sécurité nationales représentent 8 % des cas de violence sexuelle, tandis que 36 % des cas ont été commis par des groupes armés. En raison du climat général d'insécurité et du contexte d'impunité dû à la faiblesse des institutions de sécurité, certains cas de viols et de violences sexuelles ont également été perpétrés par des membres des communautés ». Au lieu de cela, des projets au Maghreb ont travaillé sur cette question.

Exemple

En Mauritanie, suite à la mise en place d'un comité de vigilance à Modibougou, un conflit a éclaté au sein de la communauté soninké. Une mission a cherché à réconcilier les parties et à rétablir « la cohésion sociale et l'harmonie ». Elle était composée du chef de projet et des représentants régionaux des communautés soninkés de Guidimakha, Gorgol, Baaxunu au Hodh Ech Charghi ainsi que d'un représentant de la région concernée (Kingi) au Hodh El Gharbi.

Cette forme de représentation s'inscrit dans la tradition des Soninkés d'impliquer les voisins afin d'exercer une forte pression sur les belligérants, notamment par la plaisanterie et le badinage afin de « les amener à de meilleurs sentiments ». Après les procédures d'ouverture officielles, une discussion avec les notables de la famille qui dirige le village a eu lieu. Les chefs traditionnels ont déclaré que le conflit avait commencé par le refus des membres de la caste des esclaves d'utiliser l'expression « la part de l'esclavage » lors d'une cérémonie de mariage. L'expression est utilisée dans les cérémonies de mariage lorsque les nobles distribuent des cadeaux aux différentes castes de la société : forgerons, cordonniers et esclaves. Le conflit qui a éclaté s'est terminé par des blessés et des arrestations des deux côtés. Un membre d'une autre tribu soninké, alliée aux chefs traditionnels, s'est approché de la gendarmerie et a proposé sa médiation pour rétablir le calme.

Les négociations qui ont suivi se sont concentrées sur les demandes visant, d'une part, à bannir les pratiques esclavagistes et à permettre aux membres du camp anti-esclavagiste l'autonomie et l'accès à la chefferie, et, d'autre part, à maintenir la tradition, le statu quo et le respect de la chefferie traditionnelle.

Après plusieurs heures de négociations, les villageois ont signé un accord avec le maire et la gendarmerie, qui stipulait l'interdiction de tout esclavage, la libération de tous les détenus, la prise en charge des blessés et le maintien de l'autorité dans la famille traditionnelle. Selon le responsable du projet, l'accord ne permettait aux parties que de mettre fin aux hostilités et de se réfugier dans des tranchées psychologiques : « En effet les deux parties ont décidé de s'ignorer et de casser tous les liens de solidarité tissés depuis des générations et de se regarder en chiens de faïence. »





La bande sahélienne se distingue par la rareté des pluies et des pâturages, ce qui entraîne des conflits intercommunautaires récurrents entre éleveurs et agriculteurs. La terre est soit mal répartie, avec d'immenses richesses accumulées dans les cercles du pouvoir, soit ses couloirs de division ou de transhumance ne sont pas clairement ou bien délimités. Dans certains cas, l'accès aux terres ou aux points d'eau est contesté ou entravé. En général, les femmes ne peuvent pas hériter de la terre. En raison des pressions exercées sur les terres et l'eau disponibles, les éleveurs utilisent de plus en plus des zones interdites, telles que les réserves naturelles et les habitats des éléphants, les mêmes zones que celles utilisées par les tribus locales pour s'approvisionner en matériaux non ligneux.

Dans la région de Mopti, au Mali, les Peuls sont en concurrence avec les Dogons, les Bambaras et les Touaregs pour les ressources. Dans la région de Tillabéry, au Niger, les Daoussakhs se heurtent fréquemment aux Peuls pour les ressources. Dans la région du Gourma, au Burkina Faso, des affrontements éclatent entre les tribus locales et les éleveurs qui font paître le bétail des riches de la capitale. En 2016, 38 % des affaires traitées par la Cour suprême de Mauritanie seraient liées à des litiges fonciers.

**UNE RÉPARTITION
INJUSTE ET
PARFOIS PEU
CLAIRE OU UN
ACCÈS INÉGAL
AUX RESSOURCES
NATURELLES**

GOUVERNANCE

FAIBLE GOUVERNANCE ET FAIBLE PARTICIPATION CIVIQUE

Un quart des projets (24,1 %) ont pointé la faiblesse de la gouvernance comme l'un des principaux griefs de la communauté. La faible participation des citoyens aux processus politiques des pays est largement perçue comme l'une des principales faiblesses, principalement en raison d'une faible prise de conscience de leur rôle et de leur responsabilité dans le fonctionnement des institutions démocratiques. En plus de la faiblesse des fondements du respect des droits de l'homme et des droits civils, d'importants groupes de population restent politiquement non représentés ou privés de leurs droits. Les États sont centralisés, le pouvoir n'est pas dévolu aux niveaux régional et local. Cela s'ajoute au transfert héréditaire du pouvoir toujours en place au niveau des tribus et des villages, ce qui renforce encore le sentiment d'exclusion.

Dans le cas de la Libye, comme le rapporte l'une des organisations à base communautaire qui y travaillent, l'accord politique signé dans la ville marocaine de Skhirat (l'accord de Skhirat) le 17 décembre 2015 a établi une feuille de route pour une transition politique pacifique. Cependant, l'accord n'a pas réussi à résoudre la crise de légitimité et de dualisme des institutions de l'État. Le pays ne dispose pas des bases d'une démocratie solide et du respect des droits de l'homme, ce qui entraîne une crise des valeurs démocratiques et un manque de confiance dans les institutions.

RESTRICTION DES LIBERTÉS D'EXPRESSION ET DE RÉUNION

Les libertés d'expression et de réunion resteraient limitées dans la quasi-totalité des neuf pays, 14,5 % des projets l'identifiant parmi les facteurs qui compromettent la résilience des communautés. En Afrique du Nord, la transformation des médias détenus par le gouvernement en un service public indépendant est lente dans tous les pays, avec des interférences politiques, des menaces générales d'intimidation, des pressions et des contrôles souvent signalés. Il y a environ 10 000 journalistes, organisés en cinq syndicats. Les syndicats et leurs membres sont confrontés à des défis en ce qui concerne leurs droits professionnels et sociaux. En Libye, les journalistes sont la cible d'une violence horrible ; beaucoup d'entre eux opèrent désormais depuis la Tunisie et craignent constamment des répercussions. En Algérie, la liberté de la presse a connu une dégradation flagrante. Le pays était classé 134e dans le classement mondial de la liberté de la presse en 2017, soit cinq



places de moins qu'en 2016. Au Maroc, la situation des journalistes s'est améliorée depuis 2011, mais des défis demeurent, notamment la censure, le manque de moyens financiers et la marginalisation de la presse privée. En Tunisie, cependant, la liberté de la presse a été renforcée suite à la révolution de 2011. Aujourd'hui, la presse serait libre, bien que confrontée à la forte présence de l'État.

Dans la région du Sahel, une union de journalistes crédibles se bat pour se constituer, ce qui est indispensable pour protéger leurs droits sociaux et professionnels, et les représenter dans le contexte des changements législatifs et réglementaires qui ont affecté le secteur des médias ces dernières années. En Mauritanie, la liberté de la presse a fait des progrès significatifs. Les médias se sont multipliés, y compris les médias privés. En 2017, on constate une baisse des arrestations de journalistes. Le Syndicat des journalistes mauritaniens et l'Association des journalistes mauritaniens ont quelque peu réussi à défendre les droits et l'indépendance des journalistes. Cependant, le pays a également vu la fermeture de deux chaînes privées sur trois en raison de l'imposition de lourdes taxes par les autorités.

Dans l'ensemble, les journalistes se trouvent dans une situation économique difficile qui compromet leur indépendance et l'objectivité de leurs reportages. Ils souffrent de restrictions de l'espace médiatique, avec une privation de liberté qui n'est pas si rare.

À cette situation s'ajoute un manque général de possibilités de dialogue et un espace de la société civile compromis par des restrictions à la liberté d'expression et un manque chronique de possibilités de financement.

De nombreuses organisations à base communautaire s'accordent à dire que la région subsaharienne connaît principalement des problèmes de gestion administrative et politique qui se traduisent par un déficit important en matière de (bonne) gouvernance, de justice et d'équité. Dans le Sahel, les États connaissent des difficultés dans l'exercice de leurs missions de gestion de la souveraineté et, en particulier, de la sécurité, dont beaucoup sont actuellement assurées par la communauté internationale. Les pouvoirs régionaux et locaux ne sont pas en mesure de fournir les services essentiels et l'accès aux moyens de subsistance. Parfois, la situation est encore compliquée par la corruption et le népotisme généralisés. Ces conditions nourrissent un sentiment d'abandon au sein de la population lo-

ABSENCE D'ÉTAT

cale, ce qui compromet la possibilité de concevoir une vision nationale de la paix. L'absence d'État a ouvert la voie aux milices armées pour offrir des services, tels que la justice, la protection et l'ordre : ces milices défient et concurrencent l'État dans ses fonctions de base.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la région de Mopti au Mali est devenue, en raison de sa position centrale, le plus grand point de transit pour les mouvements internes de masse de personnes entre le nord et le sud. Chaque fois qu'un conflit violent éclate dans une zone de la région, il y a des mouvements massifs de personnes vers des zones plus sûres du pays ou vers les pays voisins. L'État n'est pas en mesure de fournir une protection et des services de base à ces personnes ni d'atténuer les conflits. Exploitant cela, des groupes criminels armés et en particulier des groupes extrémistes violents ont mis en place des camps d'entraînement à Mopti pour les jeunes prêts à s'engager.

Dans la région de Tillabéry, au Niger, les forces de sécurité n'interviennent pas, comme le rapportent les organisations à base communautaire, pour protéger les Peuls des abus infligés par les Daoussakhs. La négligence et l'indifférence des autorités ont été signalées comme une source de frustration.

**MANQUE DE
CONFIANCE
DANS LA
RESPONSABILITÉ
INSTITUTIONNELLE**

Les autorités de l'État se seraient livrées à des comportements injustes ou abusifs, notamment la corruption, l'abus de ressources financières, le clientélisme. Au Niger, la situation est similaire, les fonctionnaires du gouvernement et les membres du parlement étant perçus de manière très négative par la population en général. Au Mali, des groupes politiques de l'ombre prospéreraient grâce aux profits du trafic d'armes et de drogue. En Tunisie, on a l'impression que des fonctionnaires sont impliqués dans des affaires de corruption. Ces perceptions entraînent une méfiance à l'égard des institutions gouvernementales et des élus, ainsi qu'un sentiment d'impuissance croissant.



CULTURE

Dans un environnement déjà mis à mal par le manque d'opportunités économiques, les jeunes femmes et hommes signalent un manque général d'initiatives culturelles dans lesquelles s'engager. Certains groupes ethniques ont fait part de leurs craintes de voir leur culture et leur patrimoine traditionnels menacés par les normes culturelles et religieuses des groupes majoritaires. Par exemple, en Mauritanie, la population soninké a le sentiment que sa culture traditionnelle est menacée par la culture arabe dominante ainsi que par des interprétations plus conservatrices de l'Islam. Ils citent l'exemple de leurs femmes qui doivent se couvrir « correctement » dans les espaces publics et porter des robes noires et épaisses. La communauté soninké craint que les préceptes islamiques les plus conservateurs ne deviennent la norme au détriment de leur propre culture.

APPAUVRISSEMENT GÉNÉRAL DU PAYSAGE CULTUREL

ÉTAT DE DROIT

Les conflits non résolus concernant l'accès à la terre et/ou à l'eau sont fréquemment cités comme étant à l'origine des conflits intercommunautaires au Burkina Faso, au Tchad, au Mali et au Niger. De plus, le vol de bétail alimente la polarisation interethnique. Par exemple, les villages peuls sont menacés par les agriculteurs dogons et bambaras dans la région de Mopti au Mali, et par les éleveurs daoussakhs dans la région de Tillabéry au Niger. Les groupes extrémistes violents se présentent comme des protecteurs. En offrant un ordre et une résolution aux litiges, ils gagnent la confiance des communautés locales. Dans la région de Tillabéry, ceux qui prennent les armes seraient souvent salués comme des héros lorsqu'ils rentrent au village, ce qui leur vaut respect et reconnaissance.

Dans les pays du Maghreb, les problèmes signalés sont liés aux cas non traités de torture, de harcèlement sexuel et de violence domestique. Les femmes, en particulier, sont fréquemment signalées comme n'ayant pas accès à la justice.

INÉGALITÉ D'ACCÈS À LA JUSTICE

SYSTÈME
JUDICIAIRE
FONCTIONNANT
AVEC DES
RESSOURCES
LIMITÉES ET
UNE INSÉCURITÉ
JURIDIQUE

Le système judiciaire fonctionnerait avec des ressources limitées et dans des conditions de travail précaires. Dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, un autre défi est également représenté par les définitions du terrorisme dans la législation pénale.

LEGAL
CLIENTELISM

Les cas de clientélisme juridique et de partialité de la justice sont perçus comme créant plus de frustrations que l'extrémisme violent.





SÉCURITÉ

Alors que la majorité des organisations à base communautaire se sont penchées sur les causes des conflits violents, sept d'entre elles se sont penchées sur le fait que l'insécurité créée par les conflits prolongés, qu'ils soient dus à des activités extrémistes violentes ou à des tensions intercommunautaires, et la criminalité qui les accompagne, deviennent un facteur sous-jacent à part entière.

Au Mali, un accord de paix entre le gouvernement et les rebelles touaregs a été signé le 24 avril 1995, son anniversaire étant célébré chaque année au niveau national⁵⁶. Cependant, les institutions chargées de promouvoir la réconciliation nationale et le dialogue, telles que le Conseil National de Dialogue Politique (CNDP), le Médiateur, la Commission Nationale de Dialogue Social (CNDS) et le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), sont prétendument devenues passives, impuissantes et dysfonctionnelles. Les groupes armés signataires de l'accord ont libre cours pour se livrer à toutes sortes de vols, de banditisme et de trafics. Cette situation a donné naissance à une économie politique parallèle qui prospère grâce aux profits du trafic, particulièrement aggravée dans les zones frontalières par le trafic de drogue et d'armes. L'une de ces zones entre la Mauritanie et le Mali est précisément celle où la population soninké est la plus présente, déjà affectée par la discrimination ethnique. La situation est similaire en Tunisie, à la frontière avec l'Algérie, où l'activité extrémiste violente converge avec la criminalité.

Les rapports des organisations à base communautaire suggèrent que les forces de sécurité opérant dans les zones de conflit communiquent mal avec la population locale. La population locale ne connaît pas les mandats des différents acteurs de la sécurité, ni les raisons pour lesquelles ils devraient coopérer avec la sécurité nationale ou les forces armées étrangères. Cela alimente les rumeurs, les soupçons et les malentendus. Certains groupes ethniques, notamment les Peuls, ont tendance à être mal représentés au sein des forces de sécurité et de défense nationales, ce qui renforce leur hostilité envers les

**IL'INSÉCURITÉ
CAUSÉE PAR
LES CONFLITS
VIOLENTS ET LA
CRIMINALITÉ**

**MANQUE DE
CONFIANCE DANS
LES FORCES DE
SÉCURITÉ**



■ 56 The Agreement for Peace and Reconciliation for Mali resulting from the Algiers Process was signed on June 2015. Similarly, its implementation appears to be difficult with very little progress made since.

forces. L'implication de forces armées étrangères est perçue négativement, comme si cela revenait à laisser les questions de sécurité entre les mains d'étrangers, alors que le G5-Sahel est considéré comme inefficace dans la gestion de l'insécurité au Sahel par rapport au système de police de proximité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Par conséquent, les citoyens ne communiquent pas volontairement aux forces de sécurité des informations sur des activités ou des personnes suspectes, ce qui compromet directement le succès de leurs opérations.

Ce manque de confiance et de coopération est facilement et fréquemment exploité par les groupes extrémistes violents. Au Niger, dans le village de Boni Peul, des extrémistes violents feraient usage de purs fantasmes pour retourner la population locale contre les contingents de France, des États-Unis et d'autres pays européens, en disant que « le conte du djihadisme a été inventé pour mieux les contrôler ».

ABSENCE DE RESPONSABILITÉ DES FORCES DE SÉCURITÉ

Le conflit armé et l'occupation du nord du Mali en 2012 ont eu un effet dramatique et durable sur la cohésion sociale. En 2013, la violence s'est étendue aux régions centrales de Mopti et de Ségou. Toutefois, certaines actions militaires musclées des forces de sécurité et de défense nationales et internationales, parfois associées à un préjugé perçu contre les Peuls et d'autres communautés minoritaires, ont brisé la confiance et, en fin de compte, la possibilité d'un dialogue significatif. Des cas ont été signalés où de jeunes hommes ont été ciblés par les forces de sécurité comme djihadistes potentiels en raison de l'incapacité des forces à faire la distinction entre l'appartenance ethnique et l'alignement idéologique. L'état d'urgence avec des pouvoirs discrétionnaires étendus des forces de sécurité a souvent conduit celles-ci à se livrer en toute impunité à des comportements criminels, tels que les mauvais traitements, les comportements abusifs, les violences sexuelles contre les femmes ou les hommes, les arrestations arbitraires, l'extorsion et les exécutions extrajudiciaires.

Au Mali comme au Burkina Faso, les forces de sécurité nationales sont perçues par les villageois comme une menace pour la paix et la sécurité. Leurs abus systématiques sur les femmes inspireraient un désir de vengeance. Lors de la bataille de Konna, dans la région de Mopti, en 2012, les femmes auraient été parmi les principales victimes des opérations des forces de sécurité – violées, enlevées et mariées de force. Les organisations



de droits de l'homme ont corroboré ces allégations de cas de torture, de disparitions forcées et d'exécutions sommaires impliquant des militaires dans la région de Mopti⁵⁷. Dans la région de Diffa, au Niger, la situation serait la même qu'à Mopti en matière d'abus. Cependant, malgré l'absence d'abus généralisés de la part des forces de sécurité dans cette région, la perception de ces abus est très répandue.

Dans la région du Sahel, au Burkina Faso, le gouvernement a décidé de sécuriser la zone en envoyant un grand nombre de jeunes soldats inexpérimentés. Les communautés ont signalé des cas de mauvais traitements et d'abus, l'armée agressant tout le monde sans distinction. Elles ont déclaré avoir plus peur des forces de sécurité que des djihadistes.

Dans certains cas, les groupes extrémistes violents protègent les communautés locales contre les abus des forces de sécurité. Dans d'autres cas, les jeunes Peuls des villages considèrent les groupes extrémistes comme leur seule défense contre les soupçons de complicité entre l'armée et d'autres groupes ethniques organisés en milices. Des groupes extrémistes violents exploitent parfois ces perceptions pour convaincre les jeunes Peuls du nord de Tillabéry au Niger que l'ennemi n'est pas les Touaregs mais l'État.



■ 57 Notamment par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, qui a publié en juin 2020 que « 589 personnes ont été tuées dans le centre du Mali jusqu'ici en 2020, tandis que la sécurité se détériore ». Les déclarations indiquent que « [j]usqu'à présent cette année, la Division des droits de l'homme et de la protection a documenté 230 exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires attribuées à des membres des forces de défense et de sécurité maliennes (MDSF) dans les régions centrales de Mopti et de Ségou. Quarante-sept de ces meurtres, qui se sont produits lors de cinq incidents en mars 2020, sont attribués aux forces de défense et de sécurité maliennes qui agissent probablement sous le commandement de la Force conjointe du Groupe des cinq pour le Sahel (G5 Sahel). Des cas de disparitions forcées, de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'arrestations arbitraires et de destruction de plusieurs propriétés ont également été documentés ».

ÉCONOMIE

MANQUE D'OPPORTUNITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Le manque général d'opportunités économiques, le chômage élevé des jeunes et l'abondance de temps non structuré sont perçus à travers le Maghreb et le Sahel comme des sources d'insécurité, souvent plus importantes que la menace terroriste elle-même.

Le manque d'argent empêche les jeunes hommes des communautés du Sahel central de se marier et de franchir le seuil de l'âge adulte. Ils restent les « mineurs sociaux » (*cadets sociaux*) et risquent la marginalisation sociale. Des groupes armés, y compris les groupes de criminalité organisée, qui opèrent dans les zones touchées par les difficultés économiques ou la grande pauvreté, offrent aux jeunes recrues des ressources financières ou matérielles, les aidant ainsi à obtenir une reconnaissance sociale⁵⁸. Dans la région du Gourma, les groupes armés offriraient jusqu'à 30 à 50 dollars américains par jour. Au Niger, la majorité des jeunes de Boni, dans la région de Tillabéry, sont au chômage, alors que les groupes extrémistes offrent des ressources, telles que des armes, des motos et du carburant, dont la valeur est plus symbolique et liée au statut qu'économique. De jeunes bandits armés circulent à moto, bien habillés et bien nourris.

En Mauritanie, 44 % de la population rurale vit dans une extrême pauvreté. Dans les régions du Gorgol, du Brakna et du Trarza, des groupes extrémistes et des trafiquants profitent de la situation difficile pour prendre pied. La pauvreté et le manque d'activités génératrices de revenus poussent les jeunes à migrer vers les villes, déjà surpeuplées et exposées à la criminalité. En conséquence, il y a un taux de chômage élevé parmi les populations privées de leurs droits dans les zones suburbaines de Nouakchott, en particulier à Sebkhah, Ksar, Arafat et El Mina, qui sont fréquemment ciblées par les recruteurs des groupes extrémistes violents.



■ 58 Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, certains éléments indiquent que des groupes armés, et en particulier des groupes extrémistes violents, sont impliqués dans l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or. Reid, G., Gold Rush: Artisanal mining, crime and militancy in Africa, S-RM, 29 janvier 2020. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), L'or à la croisée des chemins : Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger.



De nombreux jeunes Tunisiens s'accordent à dire que le chômage, le manque d'opportunités et la marginalisation sont les principales raisons pour lesquelles les jeunes deviennent susceptibles de se radicaliser. Les jeunes des régions de Kasserine et du Kef considèrent que le manque de développement et de possibilités de travail est la principale source d'insécurité, plutôt que la menace terroriste. Les taux de chômage dans ces régions sont beaucoup plus élevés que la moyenne nationale. Les diplômés de l'enseignement supérieur au chômage sont estimés à 31,2 % de la population. La population attendait beaucoup de la révolution, mais elle a été déçue par le gouvernement tunisien postrévolutionnaire. Beaucoup reprochent aux médias d'exagérer la menace du terrorisme et de stigmatiser leurs régions.

Au Niger, suite à une violente attaque qui a causé la mort de six membres des forces de défense, l'État a fermé six marchés ruraux dans la région d'Abala et une frontière avec le Mali. Elle a également signé un accord avec l'un des groupes armés du Mali, le Mouvement du salut de l'Azawad (MSA), pour assurer la sécurité de la région. Au Tchad, les mesures de sécurité comprenaient l'évacuation du lac Tchad et l'interdiction d'accès à certaines zones de production, une situation qui a fait basculer la prospérité économique vers la catastrophe humanitaire et a contribué au départ massif de la jeunesse rurale pour soutenir le mouvement terroriste.

Les mesures de sécurité lourdes ont un impact extrêmement négatif sur la capacité des populations locales à s'engager dans des activités génératrices de revenus. Les marchés fermés, les zones entières ou les frontières fermées à la suite de conflits et d'affrontements violents affectent considérablement la population locale, avec un effet peu clair sur les groupes criminels armés. Ces restrictions constituent des obstacles aux voies de migration de la main-d'œuvre dans les régions où la migration est considérée comme un phénomène naturel résultant de la pauvreté et de l'exclusion socio-économique. Certains des participants locaux ont exprimé leur opinion sur les pays européens, qui selon eux sont injustes dans le traitement des migrants et la criminalisation de la migration pour le travail.

**RÉDUCTION DES
POSSIBILITÉS DE
GÉNÉRER DES
REVENUS**

ÉDUCATION

MAIN-D'ŒUVRE NON FORMÉE ET NON QUALIFIÉE

Les pays d'Afrique subsaharienne, tels que la Mauritanie et le Niger, ont connu une explosion des écoles coraniques. Ces écoles comblent l'espace vacant créé par l'absence des structures éducatives officielles, mais ne sont pas en mesure de créer une main-d'œuvre dotée de compétences fiables génératrices de revenus. Les élèves quittent les écoles coraniques avec une certaine forme d'éducation religieuse, souvent dépourvue d'alphabétisation de base. Le manque de qualifications techniques les laisse sans aucune possibilité d'intégration professionnelle en dehors de l'enseignement du Coran. Cependant, comme il est difficile pour beaucoup d'entre eux d'être employés par une mosquée, beaucoup optent pour l'enseignement du Coran sans rémunération. Sans emploi, ils constituent un groupe à risque facilement ciblé et mobilisé par les djihadistes. Cela est particulièrement vrai pour les zones suburbaines surpeuplées, comme celles de Nouakchott en Mauritanie – Sebkhia, Ksar, Arafat et El Mina. Les quartiers de ce type sont caractérisés par des taux de chômage élevés, par un faible niveau d'alphabétisation et par la pauvreté, et sont fréquemment ciblés par les recruteurs djihadistes.

ACCÈS LIMITÉ À L'ÉDUCATION

Comme mentionné ci-dessus, un certain nombre de pays ont vu des efforts de la part des écoles coraniques pour offrir un enseignement dans des zones où l'État n'a pas pu créer une infrastructure appropriée (Sahel) ou à des groupes sociaux qui sont dans une position plus faible pour accéder à l'enseignement public (par exemple en Tunisie). Les pays, en particulier au Sahel, souffrent d'un manque d'infrastructures éducatives, surtout d'écoles, d'enseignants bien formés et bien rémunérés. Les systèmes éducatifs ont encore tendance à être fondés sur un modèle colonial dépassé qui n'est pas bien adapté aux contextes locaux. En outre, les programmes éducatifs sont rarement adaptés à la culture, proposés dans les langues des communautés ethniques minoritaires ou adaptés aux communautés nomades.

Dans la région de Mopti, au Mali, le taux d'alphabétisation est de 40 % parmi une population de 2 037 330 habitants composée de groupes ethniques bambara, dogon, bozo, peul et tamashek. La seule route pavée de la région mène à Boni, village et chef-lieu d'une commune rurale composée de 32 villages et d'une population de 29 741 habitants. Le village dispose à la fois



d'écoles publiques et d'écoles coraniques, ce qui est rare dans une région où de nombreux villages peuvent au mieux se targuer d'avoir une école coranique. Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses femmes de la région, généralement non autorisées à aller à l'école, expriment le désir d'épouser un chef religieux et un enseignant musulman (*marabout*) ou un professeur de Coran afin de pouvoir apprendre d'eux.

La situation n'est pas très différente pour le Niger. Dans la région de Tillabéry, il y a une absence quasi totale d'enseignement public. Lorsqu'il est proposé, il est de mauvaise qualité, avec moins d'un élève sur 50 qui termine l'école primaire. En Mauritanie, les villages et les zones suburbaines des grandes villes ont un taux élevé d'analphabétisme, en particulier chez les jeunes. L'enseignement est rarement dispensé dans les langues et les cultures des groupes ethniques minoritaires, tels que les Soninkés, les Wolofs et les Pulaars, ce qui les rend mal préparés au marché du travail, car ils se sentent exclus et facilement visés par le recrutement de groupes extrémistes violents.

Dans la région du Sahel, le problème supplémentaire est que le système éducatif n'est pas adapté aux communautés transhumantes. Alors que la situation est différente dans les pays du Maghreb, les jeunes en Tunisie identifient la mauvaise qualité de l'éducation et son incapacité à inculquer une pensée critique comme l'une des raisons de la propension des jeunes à la radicalisation.

Malgré le nombre croissant d'écoles coraniques, en particulier dans la région du Sahel, la connaissance des textes religieux est plutôt limitée. Cela est dû aux faibles ressources dont disposent les écoles coraniques, dont beaucoup fonctionnent en dehors du système officiel, sans programme ni manuel, ce qui se traduit par un enseignement de faible qualité, à la limite de l'endoctrinement. Étant donné qu'elles fonctionnent comme des structures informelles dans de nombreux pays (en dehors de toute supervision institutionnelle, sans statut juridique, sans financement de l'État et sans programme standardisé), il appartient aux enseignants des écoles coraniques d'improviser leur enseignement au mieux de leurs connaissances et de leurs capacités. Les élèves des écoles coraniques apprennent ainsi les pratiques de l'Islam dans un système éducatif totalement libéral qui échappe au contrôle des autorités compétentes. Les enseignants eux-mêmes sont dans une position précaire en raison de la nature informelle de leur emploi et de leur éducation. Les écoles étant généralement rattachées aux

**L'ENSEIGNEMENT
RELIGIEUX
N'EST PAS
STANDARDISÉ**

mosquées, les enseignants (dont beaucoup sont des femmes en Tunisie) dépendent d'imams qui, eux, n'ont pas suivi d'enseignement officiel et, dans certains cas, ne savent même pas lire. L'éducation que reçoivent les imams n'inclut pas les valeurs démocratiques ni la connaissance de base des dispositions légales relatives au respect des droits de l'homme et à l'égalité des sexes. Ainsi, leurs sermons ne respectent généralement pas les droits des femmes, ce qui renforce l'exclusion.

L'absence d'un enseignement religieux formel et standardisé conduit souvent les écoles coraniques à accepter des financements provenant de puissances étrangères, notamment au Niger et au Mali. Elle peut également conduire à une interprétation fermée des textes religieux. Le discours islamiste est utilisé pour défier l'autorité, tant traditionnelle qu'officielle. Dans certains cas, comme dans certains États sahéliens, où les autorités traditionnelles et religieuses soutiennent et bénéficient du soutien d'un système de gouvernance clientéliste, il est facile pour le discours moralisateur des religieux radicaux de toucher une corde sensible chez les jeunes découragés et d'encourager le questionnement, par exemple la remise en cause de la pratique des chefs traditionnels, dans certains villages du Niger, consistant à exercer leur prétendu droit de coucher avec l'épouse de n'importe quel homme avec la bénédiction d'un enseignant religieux musulman (marabout). D'autres rapports suggèrent plutôt que les prédicateurs radicaux opérant dans les villages de la région de Mopti, au Mali, ont dirigé leur discours radical contre les groupes marginalisés, tels que les sans-terre, les éleveurs pauvres, les anciens esclaves, les élèves des écoles coraniques (talibés).

L'idéologie religieuse peut donc être utilisée comme une couverture opportuniste, une stratégie de marque, à bien des égards pour des griefs plus fondamentaux mais moins souvent exprimés, notamment en ce qui concerne la rupture avec la hiérarchie, la tradition ou la quête d'indépendance. Une montée du discours religieux radical a été observée au Sahel, en particulier chez les jeunes. Cependant, les preuves recueillies montrent que les acteurs qui s'alignent sur une lecture radicale de l'Islam ont tendance à n'être pas violents. Les zones sur lesquelles les mouvements religieux radicaux institutionnalisés exercent leur influence ne coïncident généralement pas avec l'influence territoriale des groupes extrémistes violents⁵⁹



■ 59 International Alert, Si les victimes deviennent bourreaux : Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central, juin 2018.



ENVIRONNEMENT

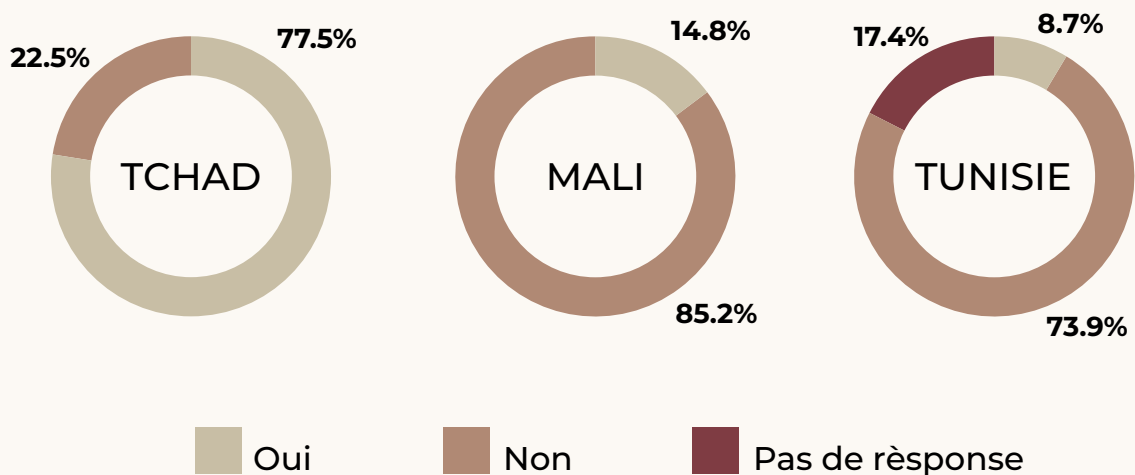
En Afrique subsaharienne, la disponibilité des ressources naturelles est de plus en plus compromise en raison du changement climatique. Les ressources naturelles sont en déclin, avec la désertification des zones précédemment utilisées pour le pâturage ou l'agriculture. La dégradation des ressources naturelles entraîne l'appauvrissement de certaines zones en particulier, comme la vaste région du Gourma au centre du Mali et au nord-ouest du Burkina Faso ou la province du Logone Occidental au Tchad. La situation intensifie les affrontements entre éleveurs et agriculteurs, ainsi qu'entre ceux-ci et les braconniers d'éléphants, car tous empiètent sur des zones auparavant interdites, comme les habitats et les réserves naturelles d'éléphants.

En effet, la plupart des participants tchadiens interrogés (77 %) ont été ou connaissent quelqu'un qui a été impliqué dans un conflit lié à l'accès aux zones agricoles ou à l'élevage. Par comparaison, le nombre de personnes impliquées dans des conflits fonciers est beaucoup plus faible au Mali (17 %) et en Tunisie (12 %), même s'il reste important⁶⁰

ACCÈS AUX
RESSOURCES
NATURELLES
COMPROMIS
EN RAISON DU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE



AVEZ-VOUS, OU QUELQU'UN QUE VOUS CONNAISSEZ, DÉJÀ FAIT PARTIE D'UN CONFLIT LIÉ À L'ACCÈS À DES ZONES AGRICOLES OU À L'ÉLEVAGE DE BÉTAIL ?



■ 60 Au Mali, l'enquête a été menée dans les communautés de Tessalit, dans la région de Kidal, au nord du Mali. La région est limitrophe de l'Algérie et du Niger. En Tunisie, les personnes interrogées venaient de Kasserine.

RELIGION

TENSIONS RELIGIEUSES

Deux des 31 organisations à base communautaire ont fait état d'une tension religieuse croissante, les vieilles traditions des groupes ethniques se heurtant aux interprétations modernes et plus rigides de l'Islam. Par exemple, les forces de modernisation vont à l'encontre de l'héritage culturel des Soninkés. Dans ses formes les plus douces, il est démontré que les femmes doivent couvrir « correctement » leur corps et porter des vêtements plus épais, de préférence noirs, afin de se conformer aux préceptes de l'Islam. Cependant, la communauté soninké voit dans ces recommandations une activité insidieuse qui utilise le prétexte islamique pour miner leur tradition. Dans certains cas, l'irrédentisme religieux se serait engagé dans des activités plus lourdes comme la destruction des récoltes et des pâturages, avec pour effet d'intimider les populations locales.

Une fois de plus, tous les griefs susmentionnés ont été signalés par des organisations à base communautaire ou leurs parties prenantes locales, et des efforts ont été déployés pour répondre à la quasi-totalité d'entre eux dans le cadre des projets. Toutefois, aucune

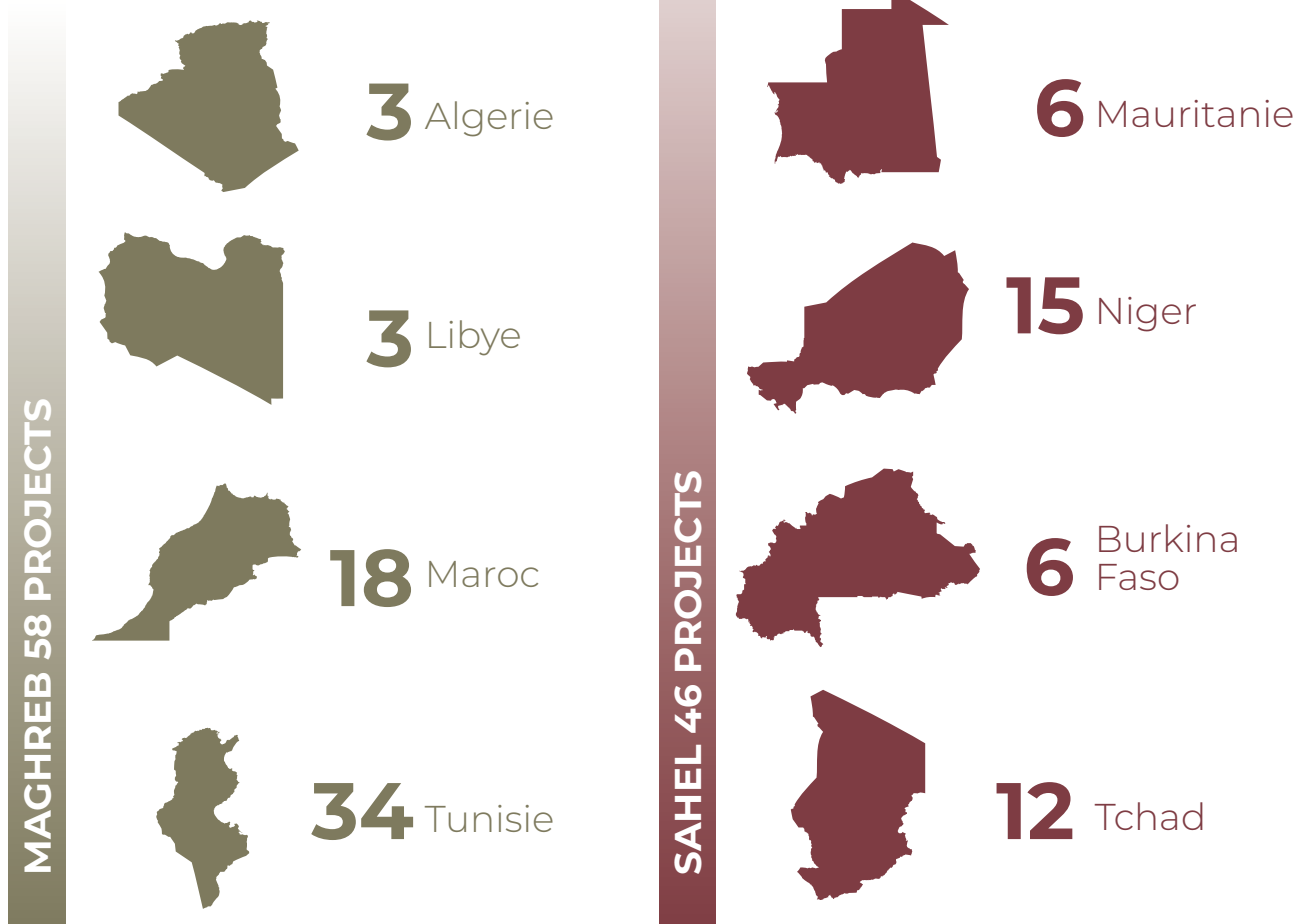
preuve n'a pu être trouvée concernant les efforts déployés pour traiter deux questions, à savoir le clientélisme juridique et les conditions dans lesquelles le pouvoir judiciaire fonctionne.





2.2

Où : tout est dans le contexte



La répartition géographique globale des projets, régionaux et nationaux, était la suivante⁶¹:

Le nombre de projets ainsi que leur taille varient dans les neuf pays. Le tableau des griefs suggère que les communautés ont signalé que des problèmes structurels identiques ou similaires étaient au cœur des insécurités et des conflits en cours. Les libertés d'expression

et de réunion seraient réduites dans les neuf pays, les autres problèmes se chevauchant plus ou moins. Cependant, il existe des différences cruciales entre les pays ainsi qu'au sein des deux régions séparées par la vaste étendue du désert du Sahara.

Cette question des frontières au Sahel et au Maghreb, et plus largement de l'organisation



■ 61 Le tableau comprend 10 projets régionaux, qui ont été mis en œuvre dans plus d'un pays. Un tel projet est comptabilisé pour chaque pays dans lequel les organisations à base communautaire ont travaillé.



neuf pays. La détermination biologique de la jeunesse combinée à sa définition sociale implique que les jeunes en Afrique, comme partout ailleurs, doivent posséder un certain statut social et un niveau d'expérience pour franchir

le seuil de l'âge adulte. Au Sahel en particulier, ce groupe serait peu instruit et peu qualifié, les deux régions souffrant d'un taux élevé de jeunes chômeurs. L'Union africaine a fixé à 35 ans la limite supérieure de sa jeunesse.

Pays	Population	Jeunes (en %) Moins de 15 ans	Jeunes (en %) 15 à 24 ans	Jeunes (en %) Total	Alphabétisation parmi les jeunes (en %)	Jeunes chômeurs (en %)
Algérie	43,1	30,6 %	13,8 %	44,4 %	97 %	29,5 %
Burkina Faso	20,3	44,7 %	20,1 %	64,8 %	58 %	8,3 %
Tchad	16	46,8 %	20,6 %	67,4 %	31 %	3,1 %
Libye	6,8	28,1 %	16,2 %	44,4 %	100 %	50,5 %
Mali	19,7	47,3 %	19,7 %	67,0 %	50 %	14,7 %
Mauritanie	4,5	39,9 %	19,1 %	59,0 %	64 %	14,8 %
Maroc	36,5	27,0 %	16,1 %	43,1 %	98 %	22,1 %
Niger	23,3	49,8 %	19,4 %	69,2 %	40 %	0,6 %
Tunisie	11,7	24,2 %	13,9 %	38,1 %	96 %	36,3 %
	181,9	37,6 %	17,7 %	55,3 %	70 %	19,99 %

Source: 2019 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies – Dynamique de la population. Les données sur le chômage des jeunes proviennent de la base de données ILOSTAT de l'Organisation internationale du travail, élaborée par la Banque mondiale en juin 2020. Les données relatives à l'alphabétisation proviennent de la Banque mondiale et de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Les données pour l'Algérie, le Burkina Faso, le Mali, le Maroc et le Niger datent de 2018. Les chiffres pour le Tchad sont de 2016, la Libye de 2004, la Mauritanie de 2017 et la Tunisie de 2014.

En revanche, la population de plus de 65 ans est au maximum de 10 % pour ces pays, comme l'Algérie, mais ne dépasse généralement pas

5 %. Et pourtant, comme il s'agit de sociétés traditionnelles, ce sont ces groupes qui détiennent le plus souvent l'autorité et le pouvoir.

En d'autres termes, les pays comprennent d'énormes populations de jeunes qui sont en grande partie au chômage et qui ont de faibles perspectives d'obtenir un emploi. Ils vivent souvent dans des sociétés traditionnelles, parfois hiérarchisées, avec un accès difficile, voire inexistant, au pouvoir héréditaire ou élu et aux mécanismes de prise de décision, ni une connaissance du fonctionnement de ces mécanismes et des connaissances permettant de les utiliser activement⁶³.



- **63** Les transferts héréditaires de pouvoir au niveau communautaire peuvent avoir offert un élément de prévisibilité et de stabilité. L'introduction d'élections démocratiques (au Mali pour le moins) a contribué à bouleverser les relations traditionnelles entre les différentes classes de la société, créant des tensions et conduisant même à des conflits. Diamond, J., Effondrement : Comment les sociétés choisissent d'échouer ou de réussir, 2005. AZHAR, *Rapport de recherche sur les causes des conflits intercommunautaires de Tessalit*, 2020.



Dans ce contexte général, les organisations à base communautaire ont mis en œuvre les projets dans des zones fréquemment exposées à des niveaux élevés d'insécurité, de tensions et de conflits intercommunautaires. Ce sont les mêmes zones où les groupes d'extrémistes violents opèrent et la Force conjointe du G5-Sahel, la Force Barkhane et la MINUSMA sont actives⁶⁶. En fait, les incidents ont entraîné le report, l'annulation ou la reprogrammation de certaines activités dans un autre lieu.

En outre, la répartition des domaines d'intervention des projets au sein d'un même pays est variable : dans certains cas, les projets se sont concentrés sur quelques zones sélectionnées où l'insécurité et les besoins sont les plus grands, dans d'autres, ils ont été répartis plus uniformément sur l'ensemble du pays. Cela montre bien le type de problème auquel ils s'attaquent. Ceux qui ont été plus sélectifs dans leur ciblage étaient davantage orientés vers la prévention et l'atténuation des conflits, ce qui indique que l'implication est immédiate.

Au Burkina Faso, les activités ont impliqué les communautés de quatre des 13 régions administratives, le Centre, le Centre-Nord, l'Est et le Sahel. Pendant la période de mise en œuvre, toutes ces régions ont subi des attaques, dont le nombre allait de 10 dans la région du Centre à 254 dans la région du Sahel. En Tunisie, les activités de 33 projets ont été mises en œuvre dans les 24 gouvernorats, impliquant à la fois les communautés urbaines et rurales. Parmi elles, les communautés montagnaises du gouvernorat de Kasserine, qui ont subi 41 attaques entre 2015 et 2020, dont 20 en 2017 et 2018, au moment même où les projets étaient en cours d'exécution. En mars 2018, des affrontements ont eu lieu entre les militaires et les groupes armés dans les montagnes de Kasserine, dans l'ouest de la Tunisie, région où l'un des projets

consistait à offrir des cours d'art et d'artisanat aux jeunes des communautés rurales.

Au sein des pays, à l'exception de l'Algérie et de la Libye, les populations tant urbaines que rurales ont été engagées. Dix projets ont travaillé spécifiquement avec les populations rurales, comme les élèves des communautés montagnaises du gouvernorat de Kasserine en Tunisie, les communautés nomades des régions du Trarza et du Brakna en Mauritanie, près de la frontière avec le Sénégal, ou les tribus vivant dans les étendues arides de la région du Gourma, qui s'étend à la frontière du Mali et du Burkina Faso. Neuf projets ont été conçus pour bénéficier spécifiquement aux populations urbaines. Leur intérêt réside dans les zones suburbaines surpeuplées des grandes villes ou des ports, comme ceux de Nouakchott en Mauritanie, de Syrte en Libye ou de Tanger au Maroc.

2.3

Qui : les personnes au cœur du processus

D'après les informations reçues du terrain, 22 350 personnes ont participé à divers événements et 1 863 d'entre elles ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités.

Les projets ont été réalisés principalement avec les jeunes et à leur profit. Les organisations à base communautaire ont défini un groupe spécifique à cibler, en tenant compte de l'âge des personnes fréquemment recrutées par les groupes extrémistes violents et des zones où les recruteurs de ces groupes cherchent de nouveaux membres. L'UNESCO définit les « jeunes » comme des personnes



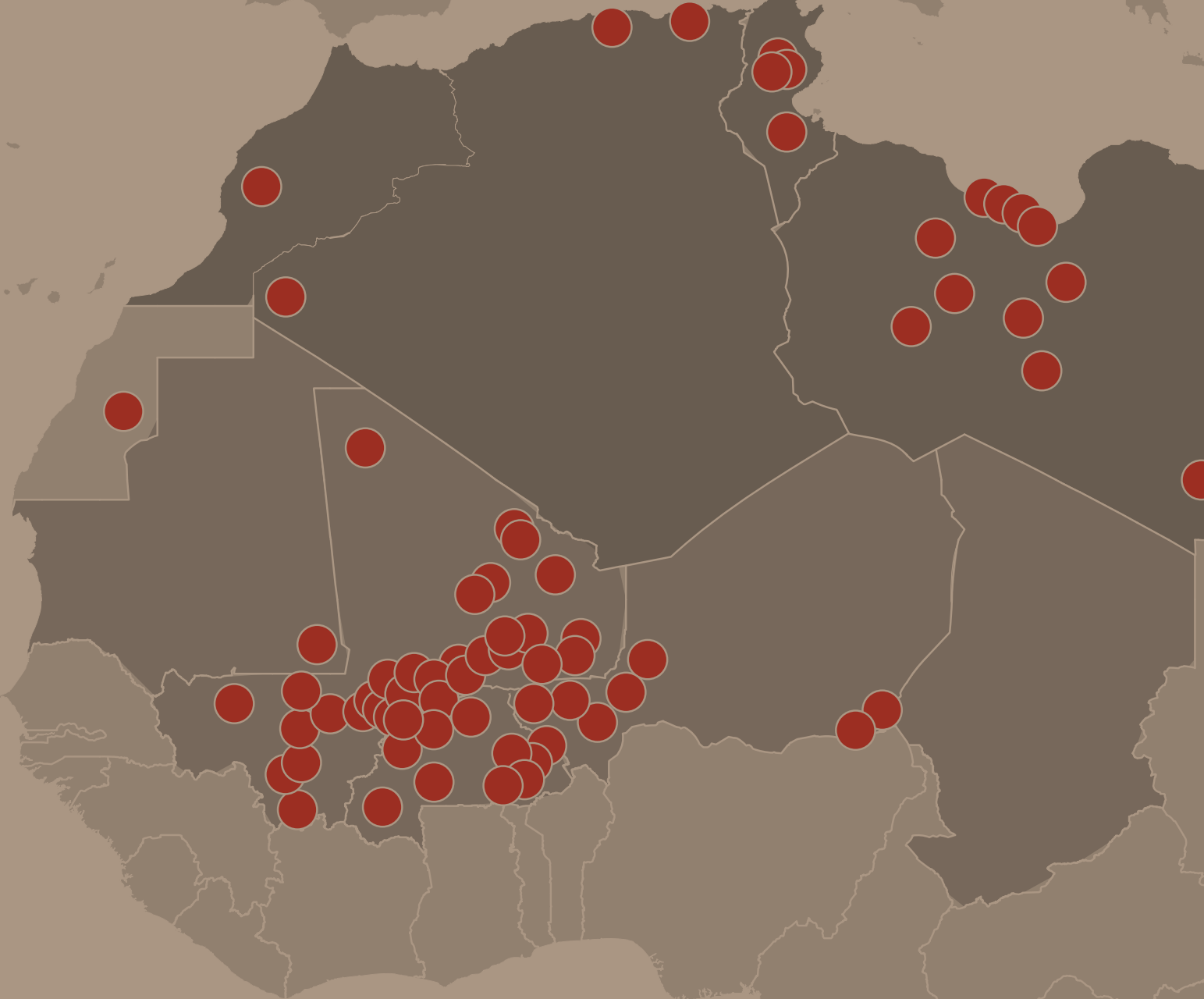
■ 66 Voir les notes de bas de page 21 et 22 pour plus d'informations sur ces opérations.

DE NOMBREUSES MAINS SUR UN ÉLÉPHANT

UNICRI INTERVENTIONS



TERRORIST INCIDENTS



âgées de 15 à 24 ans, reconnaissant que cette catégorie est fluide et peut changer d'un pays et d'une région à l'autre. C'est le cas des neuf pays, où le concept de maturité varie selon les régions et les cultures, révélant des différences contextualisées sur le plan social et culturel. En tant que telle, l'organisation de base travaillait avec des enfants et des jeunes de 5 à 35 ans.

Les catégories de jeunes suivantes étaient engagées dans des activités :

- élèves de maternelle,
- élèves de primaire,
- élèves d'écoles coraniques,
- lycéens,
- étudiants universitaires,
- personnes en âge de travailler, principalement des chômeurs âgés de 24 à 35 ans.

Il s'agissait notamment de jeunes vivant dans la misère, d'enfants des rues, de jeunes ayant abandonné l'école, de jeunes chômeurs et de jeunes travailleurs susceptibles d'être ciblés par les recruteurs de groupes extrémistes violents. Parmi eux se trouvaient d'anciens esclaves, des membres de tribus, des agriculteurs, des éleveurs nomades, des réfugiés, des jeunes déplacés et rapatriés, des détenus et des militants de la société civile. Certains d'entre eux avaient déjà eu une expérience négative avec les forces de l'ordre, ayant été victimes de violences ou d'arrestations.

Des efforts importants ont été déployés pour atteindre et faire participer les femmes de différentes catégories et de tous les groupes d'âge, en particulier parmi la population jeune. Il s'agissait de jeunes filles d'âge scolaire, d'adolescentes non mariées et de femmes ayant de jeunes enfants. Un certain nombre d'entre elles ont été victimes de violences. L'un des projets a travaillé spécifiquement avec les femmes rurales handicapées. Quelques projets ont été menés au profit exclusif des femmes.

Tous les projets se sont efforcés d'impliquer la population féminine avec l'objectif d'avoir 50 % de femmes participant à toutes les activités. Le succès de la réalisation de cet objectif a été variable ; il a été faible dans de nombreux cas, notamment au Sahel. L'une des difficultés fréquemment citées est de garantir la participation des femmes à des activités artistiques, à des manifestations publiques ou à des activités dirigées par des professionnels masculins. Dans plus d'un cas, les familles ont exprimé leur réticence à permettre à leurs filles de participer. Dans quelques autres cas, les participants de sexe masculin ont exprimé un malaise en participant à des activités impliquant des groupes mixtes. Cela a obligé les organisations à base communautaire à proposer différentes stratégies d'atténuation. Par exemple, les activités menées par des femmes ont eu l'avantage initial de garantir la participation d'autres femmes. Tous les projets qui ont réussi à assurer la participation des femmes ont enregistré des résultats positifs sans exception. Cependant,



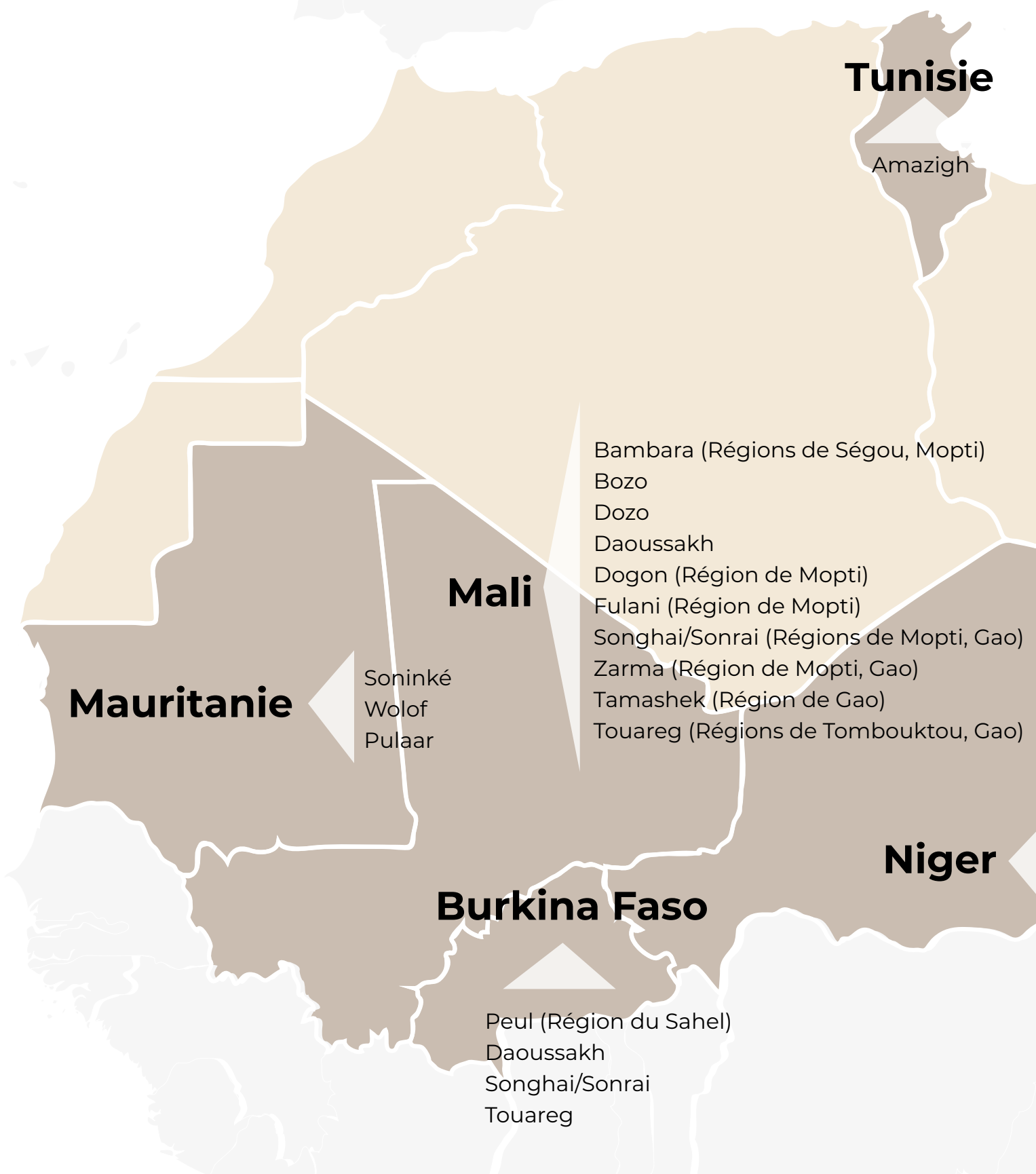
les stéréotypes sur les rôles et les perceptions des femmes dans une société ont prévalu, en particulier dans la région du Sahel, où les efforts bien intentionnés des organisations à base communautaire se sont parfois soldés par un retour à des représentations très stéréotypées et limitées des femmes.

Dans l'ensemble, l'accent mis sur la garantie de la participation des femmes n'est pas cohérent. C'est ce qui ressort déjà des modestes efforts investis pour rendre compte de la part des femmes qui ont participé aux activités – sur 23 350 participants, seuls 2 186 étaient supposés être des femmes, soit moins de 10 %. Cela était particulièrement évident dans les projets qui visaient des groupes marginalisés déjà difficiles à atteindre, comme les communautés nomades d'éleveurs de bétail, les communautés tribales vivant dans des zones reculées considérées comme des points chauds pour les terroristes, ou les camps de réfugiés rendus inaccessibles en raison des restrictions de sécurité imposées aux déplacements. Dans ces environnements très traditionnels où les divisions entre les sexes sont plus fortement exprimées, et dans d'autres environnements semblables, les efforts pour obtenir le nombre souhaité de participants se sont faits au détriment de l'égalité numérique entre les sexes. Ce déséquilibre compromettra cependant certainement la durabilité des efforts, étant donné le potentiel accru de consolidation de la paix des efforts qui reflètent plus positivement la composition d'une communauté, y compris en termes de

genre. Un certain nombre d'organisations à base communautaire ont indiqué que les messages de paix exprimés ouvertement par les femmes de la communauté pouvaient avoir un effet dissuasif important sur le recrutement d'extrémistes violents.

Les chefs communautaires représentaient une autre catégorie fréquemment impliquée dans les projets. Il s'agissait de membres de la communauté ayant une autorité, une influence ou le potentiel de traiter ou de mieux canaliser les griefs perçus. Il s'agissait d'autorités laïques et religieuses entrant en contact avec des jeunes à risque tels que les enseignants des écoles publiques et coraniques, les éducateurs des structures officielles de l'État et de la société civile, les chefs tribaux, les imams et les prédicateurs. Un autre groupe comprenait des faiseurs d'opinion, tels que des journalistes de télévision, de radio et de télévision en ligne, ainsi que des syndicats et associations de journalistes. Un nombre relativement restreint de projets ont impliqué des fonctionnaires, municipaux, régionaux ou nationaux.

Au total, 15 groupes ethniques ont été inclus dans les projets : les groupes amazigh, bambara, bozo, daoussakh, dogon, dozo, peul, haoussa, pulaar, songhai, soninké, tamashék, touareg, wolof et zarma. La majorité, dix groupes ethniques, sont originaires du Mali, et quatre d'entre eux, les Peuls, les Daoussakhs, les Songhais et les Touaregs, ont également été inclus dans des projets menés au Burkina Faso et au Niger.



Tunisie

Amazigh

Mali

- Bambara (Régions de Ségou, Mopti)
- Bozo
- Dozo
- Daoussakh
- Dogon (Région de Mopti)
- Fulani (Région de Mopti)
- Songhai/Sonrai (Régions de Mopti, Gao)
- Zarma (Région de Mopti, Gao)
- Tamashek (Région de Gao)
- Touareg (Régions de Tombouktou, Gao)

Mauritanie

Soninké
Wolof
Pulaar

Burkina Faso

Peul (Région du Sahel)
Daoussakh
Songhai/Sonrai
Touareg

Niger



2.4

Comment : approches et types d'intervention

Il n'a pas été apporté une même attention et un même traitement aux griefs signalés par les projets. Les organisations à base communautaire, lorsqu'elles ont analysé les racines des conflits locaux, ont brossé un tableau complet de ce qui empêche leurs communautés de parvenir à un règlement pacifique permanent. Elles ont décrit en quoi consistaient, selon elles, les principaux problèmes, et l'UNICRI a complété cette description par des rapports sur les points de vue d'autres membres de la communauté qui ont participé aux événements du projet.

En fonction de leur portée et de leurs limites en matière d'influence, de capital social et de réseaux, de leur expérience antérieure, de leurs capacités, de leurs ressources, de leur temps et de leur motivation, les organisations à base communautaire ont conçu des approches et adopté des mesures pour répondre aux doléances de leur communauté. Plus de 400 événements ont eu lieu dans le cadre de différentes stratégies visant à renforcer la résilience.

On peut discerner des différences dans ces stratégies en fonction du public cible des projets (bénéficiaires directs ou indirects) et des objectifs visés (à court ou à long terme).

En fonction de leur public

➔ **Approche directe** : Un tiers des projets (33 %) ont opéré **directement** avec des membres des communautés touchées. Ces projets ont été conçus pour renforcer la pensée critique individuelle, le sentiment de dignité et de reconnaissance en offrant de meilleures perspectives d'avenir grâce à l'éducation et aux possibilités d'emploi. Ils ont encouragé la cohésion sociale par des activités qui ont rassemblé les membres de la communauté dans des événements sportifs et culturels. Ils étaient axés sur l'amélioration de l'individu ou sur une plus grande prise de conscience civique,

Daoussakh (Région de Tillabéry)
Haoussa
Songhai/Sonrai (Région de Tillabéry)
Touareg (Région de Tillabéry)
Zarma

sociale, politique et sécuritaire, combinant parfois ces deux aspects, mais laissant en tout cas aux membres de la communauté ainsi habilités le soin d'initier des actions. Dans le cas de quelques projets, cela s'est produit : les bénéficiaires principaux for-

més ont créé des associations pour mieux canaliser leurs revendications politiques, mis en place des pratiques privées pour améliorer leurs moyens de subsistance, ou coopéré avec les institutions chargées de la sécurité.



Exemples

Dans la région de Diffa, au Niger, les autorités locales ont fait état d'une amélioration de la collaboration avec la population locale grâce aux efforts déployés pour sensibiliser les populations locales à la nécessité de collaborer avec les forces de sécurité. La campagne de sensibilisation comprenait la distribution d'un guide sur la collaboration avec les forces de sécurité ainsi qu'une pièce radiophonique diffusée en trois langues locales sur trois stations de radio nigériennes. La pièce met en scène un problème de sécurité fondé sur les circonstances et les expériences locales. Les forces de sécurité et de défense nigériennes ont indiqué qu'elles avaient pu empêcher une attaque de Boko Haram grâce aux alertes de la population locale.

De plus, d'anciens membres de Boko Haram ont indiqué qu'ils avaient pu bénéficier de la compréhension de la population locale à la suite d'ateliers qui ont encouragé la population locale à permettre la réintégration des anciens combattants démobilisés dans les communautés. Les ateliers ont permis de faire comprendre à la population locale la nécessité de permettre aux anciens combattants reconvertis de devenir des membres à part entière des communautés, notamment d'acquérir une compétence professionnelle spécifique et de chercher un emploi.



À Semmama, en Tunisie, un groupe de jeunes femmes sans emploi ont suivi des cours de formation professionnelle qui leur ont permis d'apprendre différents métiers et compétences, comme la coiffure et la distillation de l'huile de romarin. Elles ont décidé d'installer dans leur maison un salon de coiffure rustique, avec la bénédiction de leur père qui a même acheté quelques matériaux de sa poche. Ce geste, aussi anecdotique qu'il puisse paraître, représente une avancée mentale significative dans une communauté par ailleurs traditionnelle.

À Sbiba, en Tunisie, quelques étudiants, après avoir participé à des ateliers de peinture murale le week-end, ont créé « Les Junks », un groupe engagé dans la peinture d'espaces dans leurs villes pour donner à celles-ci une image différente. Les murs ont commencé à être la voix d'une génération désireuse de façonner son présent et son avenir, et les Junks ont réussi à obtenir quelques contrats pour peindre les murs des institutions locales. Ils ont également organisé un festival de break-dance à Sbiba, le premier du genre dans cette ville tunisienne.

→ Approche indirecte : Un quart des projets, soit 26 %, ont opéré avec des bénéficiaires indirects au niveau communautaire, en soutenant des associations de la société civile déjà établies afin d'améliorer leurs efforts de sensibilisation et la fourniture

de l'aide. Leur objectif était de renforcer le réseau des bénéficiaires intermédiaires de niveau secondaire afin de pouvoir continuer à fournir ou à améliorer leur assistance aux bénéficiaires primaires à risque.

Exemple

Les organisations de la société civile opérant dans la ville portuaire marocaine de Tanger ont reçu un soutien pour identifier et traiter les causes profondes de la radicalisation des jeunes vers l'extrémisme violent. Cela a permis aux organisations déjà en activité de faire progresser l'inclusion sociale des jeunes des quartiers marginalisés ciblés par les recruteurs extrémistes violents, tout en harmonisant et en normalisant leurs approches. Ce soutien a également encouragé les organisations à coopérer plus étroitement avec les autorités publiques travaillant sur les mêmes questions.

Si aucune organisation de base ne travaille exclusivement avec les **institutions gouvernementales**, un certain nombre d'entre elles insistent sur leur participation à des initiatives impliquant des associations de la société civile. Six organisations à base communautaire ont rassemblé la société civile et les autorités nationales afin de traiter systématiquement

les griefs identifiés. Elles ont travaillé à l'élimination de la discrimination systémique des femmes ou des groupes ethniques, à l'institutionnalisation de l'éducation civique ou au renforcement de la participation civique des groupes privés de droits dans la prise de décision municipale.

→ Approche mixte : La plus grande partie des projets, 40 %, **combinent** les deux approches. Ils ont permis aux membres individuels des communautés de s'autonomiser en renforçant leurs capacités, en encourageant leur association ou leur engagement civique de manière plus structurée. Les cours de formation étaient axés sur la transmission de compétences qui peuvent servir de ressource à l'ensemble des communautés, et non pas seulement à ses membres individuels. Nombre de ces projets ont travaillé à la mise en place de

structures communautaires de consultation ou de médiation fonctionnant sur une base volontaire afin d'éliminer les sources de conflits locaux potentiels ou de désamorcer les situations de tension. D'autres ont travaillé avec des structures déjà existantes ou par le biais de ces structures, telles que des comités locaux, des maisons de jeunes et des clubs, renforçant leur position d'autorité au sein des communautés et revigorant leurs opérations grâce à de nouveaux membres ou outils.

Exemple

Le comité islamique local de Zafai à N'Djamena, au Tchad, après avoir pris part à des activités de sensibilisation, a pu reconnaître les comportements et les actes qui pourraient inspirer ou conduire à des actes extrémistes violents. Le comité local a rapporté au comité central des affaires islamiques les références faites à la guerre en Afghanistan par les prédicateurs locaux, qui ont été considérées comme une incitation à des actes violents. Le comité central a examiné ces rapports et a, par conséquent, démis cinq imams de leurs fonctions.

Dans ce groupe de projets, trois organisations à base communautaire ont encouragé une approche participative de la planification et de la prestation de services par les autorités locales, comme la préparation du budget local ou les activités extra-scolaires des établissements d'enseignement avec des jeunes issus de communautés vulnérables. Ce faisant, elles ont encouragé les membres de la communauté à coopérer plus étroitement avec les autorités municipales et à mieux les connaître. Enfin, un projet a impliqué les membres de la communauté, la société civile et les structures de gouvernance locale pour une gestion transparente des ressources publiques.

En fonction de leurs objectifs, les projets ont combiné différents types d'activités afin :

1. d'instruire,
2. de conseiller,
3. de sensibiliser, ou
4. de rassembler des informations, faire des recherches et des analyses..

Activités pédagogiques

Dans un effort d'instruction, les organisations à base communautaire ont organisé des cours de formation, des cours de rattrapage, des cours de formation professionnelle et des ateliers. Des cours de rattrapage et une formation professionnelle ont été proposés aux jeunes en âge de fréquenter l'école primaire



et secondaire en Mauritanie, au Niger et en Tunisie. Ce sont là trois des quatre pays⁶⁷ qui ont signalé le manque d'accès à l'éducation et aux compétences génératrices de revenus en tant que source d'instabilité.

Les méthodes les plus utilisées étaient des formations dispensées sous forme d'une série de conférences sur une compétence particulière, spécifique au contexte, à 547 participants. Parmi celles-ci :

- plaidoyer et encadrement,
- éducation civique,
- position des femmes dans le discours religieux, la culture démocratique et juridique,
- compétences de débat et gestion de groupes de débat,
- approche non violente de la gestion et de la résolution des conflits,
- développement de la stratégie,
- pensée critique,
- techniques de recherche d'emploi, et
- médias sociaux et cybercriminalité.

L'enseignement correctif consistait en des cours d'alphabétisation en arabe, de langue française et de géographie pour les élèves de l'école primaire. Il a été organisé en Mauritanie pour 380 enfants des banlieues de Nouakchott pendant un an. Dans certains cas, les cours ont été complétés par une éducation civique et un enseignement modéré du soufisme.

Les cours de formation professionnelle concernaient des jeunes sans compétences génératrices de revenus. Ils comprenaient des cours de plomberie, d'électricité, de menuiserie, de carrelage, d'horticulture, de distillation d'huile de romarin, de coiffure, d'artisanat en osier, en verre, en argile et en plâtre, de conservation des réserves d'éléphants et de programmation radio. Au total, 971 jeunes de Tunisie, du Niger et de Mauritanie ont participé à ces cours, qui ont duré de deux jours à trois mois. En Tunisie, des cours de formation professionnelle pour 234 jeunes, organisés pendant les week-ends, ont été complétés par de la peinture murale, du break-dance, des tatouages au henné et de la photographie.



■ 67 Le quatrième pays était le Mali.

Une autre activité très répandue a été les ateliers, l'apprentissage conjoint par la discussion et les exercices. Elle a été utilisée dans presque tous les pays, avec 33 ateliers réunissant 785 participants.

Graphique : Participation à des activités pédagogiques

Campagnes de plaidoyer

Des campagnes écologiques et sanitaires, des événements sportifs et des spectacles de musique ont souvent été organisés dans des communautés de composition sociale et ethnique diverse afin de rassembler leurs membres, de les mobiliser autour d'une cause commune et de prôner la cohésion sociale. La plupart de ces événements ont eu lieu au Sahel et ont été introduits par des messages de paix et de tolérance. Des débats publics et des réunions avec les autorités publiques ont été organisés pour plaider en faveur de la reconnaissance des minorités ethniques et d'une meilleure représentation dans les médias publics.

Sensibilisation

Les programmes de théâtre et de radio se sont révélés être des outils de communication efficaces pour sensibiliser la population en général, et en particulier les populations rurales et les jeunes, en rapprochant les sujets de ces derniers. En Tunisie, des spectacles de théâtre de rue – fondés sur les expériences réelles de leurs jeunes acteurs amateurs et mettant en lumière l'attrait perçu des groupes extrémistes violents et le rôle des femmes dans la création d'un État moderne fondé sur la tolérance – ont fait le tour des villes du pays, sensibilisant et suscitant des débats. Les représentations théâtrales ont utilisé l'espace public de manière innovante pour ouvrir des sujets moins pris en compte

ou ignorés dans ces espaces. Les débats se sont poursuivis sur les plateformes de médias sociaux, suscitant un grand intérêt tant pour les thèmes des pièces que pour l'association locale qui les a produites. Le développement et la mise en scène de pièces de théâtre, ainsi que les cours d'art, ont été fréquemment utilisés en Tunisie pour engager les lycéens dans des discussions et des réflexions sur des questions controversées, telles que l'utilisation d'Internet comme outil de recrutement ou comme moyen pacifique de résolution des conflits.

Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, des organisations à base communautaire ont travaillé avec des écrivains et des stations de radio locales pour produire une pièce radiophonique en six langues locales afin d'informer sur les mesures à prendre pour signaler des activités suspectes à la police ou aux forces de sécurité locales. Au Mali, les organisations à base communautaire ont utilisé la radio pour produire une série de programmes en bambara et en tamasheq. D'une part, les programmes radio informaient sur la situation des réfugiés dans la région de Mopti, sur la situation sécuritaire et les risques dans la ville de Mopti et ses environnements scolaires, ainsi que sur les violences commises lors des conflits. D'autre part, ces programmes ont suggéré des moyens de réagir – depuis la manière d'identifier les causes et les conséquences d'un conflit, jusqu'aux outils de transformation et de résolution des conflits, à l'écoute active, et aux rôles que les citoyens modèles, les femmes et les jeunes peuvent jouer pour mieux gérer les conflits. Au Niger, une émission de radio a été produite pour les jeunes réfugiés du Mali stationnés dans les camps de Tabarebare et d'Abala, dans la région de Tillabéry. Le programme a permis de sensibiliser à l'importance de la collaboration entre les réfugiés et les forces de sécurité et de défense, au rôle des parents et des chefs de camp pour empêcher les jeunes de rejoindre



des groupes extrémistes violents, ainsi qu'aux limites de l'autorité traditionnelle sur les nouveaux arrivants dans les camps et à la cohabitation pacifique entre les réfugiés et les populations d'accueil.

Les formes plus traditionnelles de sensibilisation comprennent des conférences et des débats publics sur tous les sujets pertinents au niveau local, notamment les causes et les conséquences de l'extrémisme violent, le terrorisme, la violence contre les femmes, l'immigration clandestine, la situation des réfugiés, la citoyenneté active, la religion, les femmes et les forces de sécurité, le gouvernement local participatif et la position des groupes ethniques minoritaires.

Collecte d'informations, recherche et analyse

Dix études ont été réalisées pour étudier les causes profondes, les dynamiques, les acteurs et leurs perceptions des conflits et de l'instabilité au Burkina Faso, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger et en Tunisie⁶⁸. Elles combinaient des recherches documentaires et des entretiens et étaient, dans la plupart des cas, réalisées par des organisations à base communautaire afin d'informer et d'affiner les stratégies de mise en œuvre des projets.

Un certain nombre d'activités de l'une ou l'autre des quatre catégories ci-dessus, lors-

qu'elles sont bien planifiées et exécutées, servent souvent plus d'un objectif.

- ➔ Les cours de formation professionnelle, par exemple, ont aussi souvent servi un **objectif social** important : ils ont contribué à rassembler et à mettre en contact des jeunes d'âge similaire issus de différentes communautés, les encourageant à créer de nouveaux liens sociaux en dehors de leur communauté immédiate. Dans le cas des jeunes des banlieues de Nouakchott inscrits à un cours d'horticulture, le temps passé à suivre le cours signifiait qu'il fallait s'éloigner des banlieues surpeuplées où les groupes extrémistes violents recrutaient de nouveaux membres. Pour les jeunes des villes du nord de la Tunisie, la participation à des clubs de débat pour les jeunes, en plus de leur apprendre le débat et la pensée critique, a également permis de structurer leur temps libre tout en les mettant en contact avec leurs pairs.
- ➔ Faire progresser les valeurs de l'organisation de base, et même de l'organisation elle-même : il arrive très souvent que les personnes impliquées dans un projet choisissent de continuer à soutenir ou même de s'associer plus formellement à l'organisation de base qui organise les activités car elles souhaitent maintenir leur association avec les valeurs que l'organisation en question défendait.



■ 68 Deux de ces études sont accessibles au public : International Alert, *Si les victimes deviennent bourreaux : Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central*, juin 2018 ; et Raineri, L., *Dogmatisme ou pragmatisme : Extrémisme violent et genre dans le Sahel central*, International Alert, juin 2020. D'autres études sont disponibles sur demande auprès de l'UNICRI.

Enfin, en fonction de leur choix de public et de l'approche adoptée pour atteindre leurs objectifs, les organisations à base commu-

nautaire étaient susceptibles d'utiliser l'une des approches suivantes :

APPROCHE DIRECTE

+

SENSIBILISATION :

SENSIBILISATION GÉNÉRALE

Orchestrer des débats, des discussions et d'autres événements communautaires à large participation pour sensibiliser l'opinion à un problème et aux solutions possibles jusqu'à ce qu'une masse critique de consensus soit atteinte. Cette prise de conscience de la masse critique est considérée comme nécessaire pour préconiser le changement, en particulier le changement de politique avec les institutions responsables.

OU

APPROCHE MIXTE

+

SENSIBILISATION :

CHANGEMENT DE SYSTEME

Engager les décideurs institutionnels dès le début, tout en menant une action au niveau communautaire. Les organisations plaideraient auprès des deux parties et les sensibiliseraient jusqu'au moment où le changement devient une étape absolument nécessaire et logique.

Ce fut le cas des projets traitant des questions environnementales au Tchad, où le grand public ne serait pas suffisamment sensibilisé à la manière dont les conséquences du changement climatique affectent leur vie et entraînent des tensions et des conflits entre les tribus, et entre les éleveurs et les agriculteurs.

En Tunisie, un projet a visé les enseignants des écoles coraniques pour les sensibiliser aux dispositions constitutionnelles, ainsi qu'avec le syndicat des imams et les organismes gouvernementaux chargés des questions religieuses. Ces efforts visaient à mieux ancrer les principes démocratiques et les valeurs universelles dans la société tunisienne, en particulier les communautés centrées autour des mosquées et des écoles coraniques.

**APPROCHE DIRECTE**

+

FORMATION :**DES CHEFS LOCAUX EN
PLEIN ESSOR**

Former les jeunes, sélectionner ceux qui ont des compétences en matière d'autorité, leur donner les moyens et les encourager à concevoir, organiser et diriger leurs propres initiatives locales qui répondent aux griefs recensés. On s'attend à ce que la possibilité d'exercer une autorité dans des conditions contrôlées se traduise par une norme d'action pour ces jeunes.

OU**APPROCHE MIXTE**

+

FORMATION :**POUR SUIVRE UNE
MISSION PLUS LARGE**

Former les jeunes et les encourager à mener des initiatives locales répondant aux griefs identifiés d'une manière qui soit cohérente avec la mission et l'approche plus large de l'organisation de base. Ces jeunes n'ont pas carte blanche pour déterminer l'approche qui leur convient le mieux, mais ils peuvent néanmoins développer un sentiment d'appartenance à une cause plus importante en faveur d'un changement sociétal positif.

Au Mali, un groupe de jeunes gens a été sélectionné dans des villages marginalisés pour être formé à l'analyse des conflits, à l'approche sexo-spécifique de l'analyse et de la résolution des conflits, et aux compétences en matière d'autorité. Parmi les jeunes formés, ceux dont les compétences en matière d'autorité sont les plus développées ont été identifiés et se sont vu accorder un petit budget pour concevoir et diriger des activités dans leurs communautés, leur donnant ainsi une visibilité et s'établissant comme de potentiels dirigeants locaux.

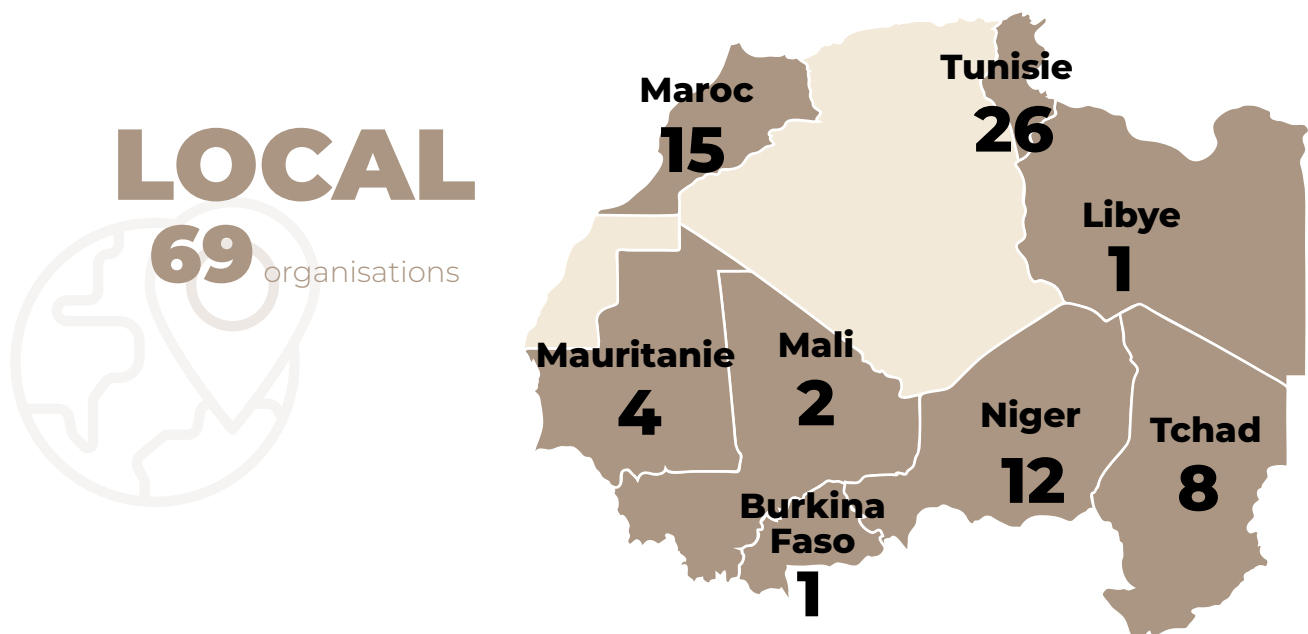
En Tunisie, une organisation dirigée par des jeunes est devenue un centre de futurs militants de la société civile. Ils ont sélectionné des jeunes pour une formation intense à la citoyenneté active, à la pensée critique, à la résolution pacifique des conflits et à l'utilisation de l'art pour mobiliser les communautés et encourager le questionnement. Tous les jeunes hommes et femmes qui ont suivi la formation ont automatiquement été admis dans l'organisation, ce qui les a grandement motivés à poursuivre leur engagement civique sur la voie déjà empruntée.

2.5

Qui l'a fait : les agents du changement

Parmi les organisations à base communautaire qui ont mis en œuvre les projets, on trouve la société civile, les médias et les as-

sociations de femmes, les syndicats, les fondations locales et les organisations non gouvernementales internationales opérant au niveau communautaire, ou leurs branches établies et dirigées localement. Selon l'emplacement de leur siège, il y avait 69 organisations non gouvernementales locales et onze internationales⁶⁹.



■ 69 Trois organisations ont travaillé sur deux projets chacune : une au Tchad et deux en Tunisie.



11 organisations INTERNATIONALES

Pays	Nombre	Pays d'opération
Belgique	2	Libye, Tunisie
Danemark	1	Algérie, Libye, Maroc, Tunisie
France	1	Algérie
Italie	1	Maroc
Espagne	2	Maroc, Tunisie
Suisse	1	Tchad, Niger
Royaume-Uni	1	Burkina Faso, Mali, Niger
États-Unis d'Amérique	2	Burkina Faso, Mali, Niger

Le fait de disposer d'un mélange d'organisations locales et internationales a permis à l'UNICRI d'analyser les éventuelles différences d'approche en tant que conséquences de leur expérience et de leur compréhension ou interprétation de la culture locale. Les aspects observés comprenaient l'autorité dont ces organisations jouissaient dans les communautés locales, la vision, les normes éthiques déclarées, les déclarations et les actions. Leur sens de la gestion et leurs capacités analytiques et administratives ont été évalués. Des efforts ont été faits pour déterminer le rôle des femmes, le cas échéant, dans ces organisations.

Par exemple, les organisations internationales ont démontré dans l'ensemble qu'elles étaient plus compétentes en matière d'analyse des problèmes, de conception et de gestion de projets. Elles avaient une bonne connaissance des complexités locales, prenaient soin de mener des entretiens avec les parties prenantes et d'effectuer une analyse des conflits et une analyse de base avant de lancer des activités impliquant les populations locales. Leur compétence, leur volonté

de réussir et leur confiance ont été bien démontrées. Ces organisations ont appliqué une approche participative et inclusive, permettant aux communautés de concevoir des activités d'atténuation des conflits et de consolidation de la paix. Un certain nombre d'entre elles, mais pas toutes, avaient des années d'expérience dans la poursuite de la cause avec les mêmes communautés.

Le plus souvent, elles s'appuyaient sur des membres du personnel local pour exécuter les activités, en particulier dans les zones les plus à risque. La prudence exige que le personnel non local soit peu exposé aux activités liées à l'extrémisme violent ou aux conflits en cours dans les régions éloignées, isolées et où opèrent des groupes armés. Dans ces circonstances, le personnel international risquait de devenir une cible facile. En outre, les membres du personnel local ont joué un rôle essentiel dans l'établissement d'une relation de confiance avec les communautés locales, en encourageant leur participation aux événements du projet et en jouant le rôle d'interprètes culturels.



Les organisations locales ont souvent montré des difficultés à répondre aux attentes en matière de gestion de projet, notamment pour satisfaire aux exigences en matière de rapports. Certaines d'entre elles avaient une expérience limitée de la collaboration avec des organisations internationales de financement. Elles ont compensé ce manque de sophistication administrative et de gestion par un engagement fort, une présence continue sur le terrain et des réseaux bien établis.

En s'engageant dans des activités traitant des conflits locaux et de l'extrémisme violent, elles ont parfois mis leur réputation en jeu, ce qui exige une bonne dose de compétences diplomatiques pour articuler les problèmes dans leurs communautés sans produire d'effets négatifs ou approfondir les polarisations. Elles étaient également perdantes dans une association pas très bien perçue avec le financement international sur un sujet aussi sensible. Les organisations locales s'appuyaient





Plusieurs éléphants. une seule pièce

CHAPITRE 3

3.1

Conclusions

Revenons-en à la principale problématique de ce rapport : qu'est-ce qui motive les gens – les jeunes, le plus souvent – à rejoindre des groupes faisant usage de la violence pour que leurs exigences soient entendues et prises en considération ? En essayant de trouver une réponse à cette question, on constate que c'est l'interaction entre (a) le contexte qui façonne l'état d'esprit de ces personnes et (b) les forces en action au sein de ce contexte qui se révèle être la variable la plus pertinente.

Le Sahel et le Maghreb partagent nombre de points communs, mais de nombreux éléments les divisent aussi. Les deux régions entretiennent depuis des milliers d'années des relations commerciales qui forment d'importantes sources d'échanges culturels, politiques et économiques. Les personnes ayant pris part à l'intervention de l'UNICRI donnent une perspective plus spécifique du contexte général. Lorsqu'on leur a demandé de déterminer les causes d'instabilité et d'insécurité dans leur collectivité, elles ont déclaré que celles-ci provenaient de la discrimination à l'encontre des groupes les plus nombreux, notamment les

jeunes et les femmes, et de leur exclusion des processus décisionnels, ainsi que de l'exclusion des autres groupes marginalisés tels que les éleveurs nomades. Le peuple pense que le gouvernement est faible ou pratiquement absent des régions plus reculées, et quand il y est présent, les populations de ces régions jugent souvent qu'il n'assume pas ses responsabilités. Lorsque le gouvernement prend effectivement des mesures, celles-ci sont vues comme favorisant une approche plus conventionnelle privilégiant la sécurité par la force contre les groupes armés au détriment des investissements en faveur du développement économique, de l'enseignement, de la santé et des infrastructures de transport, qui profiteraient directement aux populations locales⁷¹. Pourtant, les forces de l'ordre des États ne sont pas suffisamment formées pour gérer les insurrections et interagir avec la population locale, notamment en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. Elles seraient oppressives et agiraient en toute impunité.

La population est en grande partie privée de toute possibilité de transmettre ses griefs. Elle fait état d'une large répression contre la liberté d'information et de rassemblement, qui restreint l'accès des individus aux canaux médiatiques ou aux formes d'organisation civile au sein de groupes d'intérêt politique de base. La dégradation environnementale accroît les pressions exercées sur les ressources naturelles disponibles, qui sont souvent au centre de litiges au Sahel. L'accès à la justice et l'état de droit, qui doivent être assurés soit par l'État soit par l'autorité traditionnelle, sont limités, obstrués par les structures de pouvoir vieilles de plusieurs siècles des organisations tribales hiérarchiques ou par le système judiciaire, qui fonctionnent sans ressources, dans

l'insécurité juridique ou sur la base du clientélisme. Le manque généralisé de perspectives économiques, le taux de chômage élevé chez les jeunes et l'abondance de temps non structuré sont perçus, au Maghreb comme au Sahel, comme des sources d'insécurité plus importantes encore que la menace terroriste elle-même. L'actuelle infrastructure éducative est considérée comme largement insuffisante et souvent absente des régions reculées, où les écoles coraniques forment l'unique institution pédagogique. L'enseignement est toujours fondé sur l'ancien modèle colonialiste et n'a pas été ajusté en fonction des besoins des populations locales, notamment des groupes nomades, ni du marché du travail. Les écoles coraniques, quant à elles, tendent à s'extraire du système de l'État et à fonctionner sans supervision, mais aussi sans soutien, amenant leur personnel – mal préparé en tant que tel – à devoir improviser des programmes et des manuels.

Il apparaît clairement que la faible gouvernance, associée aux difficultés économiques, aux injustices endurées et au manque de moyens de recours laissent peu de marge de manœuvre à la population locale, dont plus de la moitié sont des jeunes désireux d'améliorer leur condition sociale dans une société du Sahel qui les considérerait comme des «cadets sociaux», par exemple. Ces personnes, notamment celles issues de régions reculées, plus éloignées des centres administratifs de l'État ou de la région, n'ont aucun espoir que le gouvernement, avec lequel elles n'entretiennent de contact que par l'intermédiaire de ses forces de l'ordre, soit capable de leur proposer des alternatives viables. Lorsqu'on est laissé avec peu de possibilités, voire aucune, d'améliorer sa condition sociale, on se tourne facilement



■ 71 Dans le cas du Mali, de tels investissements sont prévus par le chapitre 13, article 38 et annexe 3 sur les projets économiques, sociaux et culturels de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, résultant du Processus d'Alger signé en juin 2015.



vers l'extrémisme, qu'il soit nationaliste, ethnique ou religieux. Le choix entre un groupe extrémiste violent ou de criminalité organisée, une milice politique ou ethnique, relève, dans la majorité des cas, davantage de l'opportunisme que du fond. En d'autres termes, confrontés au flux continu d'informations relatant des décès et les effets néfastes des attaques visant les communautés locales, les jeunes, n'ayant plus rien à perdre, continuent de rejoindre des groupes armés. Ils pourraient même avoir à y gagner : faire partie d'un plus grand groupe de pairs unis autour d'une quête d'aventure, de sens ou des deux. La dernière possibilité est le départ : migrer dans la ville la plus proche, la capitale du pays, le pays voisin, à l'autre bout du continent ou par-delà les mers.

Les communautés auprès desquelles l'UNICRI a œuvré par l'intermédiaire d'organisations à base communautaire sont effectivement résilientes. Seule une faible fraction

de leurs membres optent pour la violence et une rupture brutale du contrat social. Il est difficile de rendre ces communautés plus résilientes en raison d'un écart évident entre la nature de leurs griefs et l'approche adoptée par des projets tels que ceux mis en œuvre dans le cadre de l'intervention de l'UNICRI. Leurs véritables griefs sont de nature structurelle : elles soulignent les problèmes liés à la gouvernance, à l'enseignement, à l'économie et à la sécurité, bien que des efforts aient été déployés par l'intermédiaire d'organisations à base communautaire de la société civile de ces collectivités. On peut dès lors envisager d'élaborer des mesures plus durables : les organisations à base communautaire œuvrant pour un changement sociétal pourraient soit mener un travail continu, persévérant et engagé jusqu'à ce que les structures gouvernementales reprennent la main, soit se rapprocher au plus tôt des structures administratives et coopérer avec elles.



3.2

Exemples de réussites

Quelques organisations sont parvenues à remplir cet objectif. Grâce à leurs activités de sensibilisation, elles ont réussi à conclure

des accords officiels avec certaines agences gouvernementales. Bien que ce ne soit pas certain, ces accords devraient permettre d'étendre et de pérenniser les progrès accomplis avec les collectivités locales, ce qui contribuerait à la durabilité des mécanismes et des processus établis.

Libye

Grâce à un accord conclu avec le ministère de l'enseignement, le programme des écoles élémentaires intégrera des cours de citoyenneté active. Le manuel a été élaboré par des organisations locales et a servi dans une série d'ateliers avec des militants de la société civile.

Niger

Les écoles coraniques de Niamey, Zinder, Maradi et Diffa ont reçu 2 000 copies d'un manuel sur les arguments islamiques, promouvant la paix, la non-violence et les valeurs civiques. Les enseignants de ces écoles n'avaient jusqu'alors jamais utilisé de manuel particulier pour faire cours. Outre ce manuel, ils ont aussi reçu une formation sur son utilisation, assurée par une association de base locale dédiée à l'amélioration des normes de l'enseignement non formel. Des professeurs d'autres écoles ne participant pas au projet ont demandé à recevoir des copies du manuel.

Tunisie

En février 2018, le ministère des affaires religieuses a conclu un accord de partenariat avec une fondation locale visant à renforcer la culture démocratique, notamment en appuyant les organisations syndicales. L'accord prévoit un soutien formel aux travaux en cours de la fondation auprès des syndicats d'imams, en vue d'enrichir les connaissances de ces derniers sur les dispositions constitutionnelles et les valeurs civiques, notamment le respect des droits des femmes.

Mauritanie

Le Ministère des affaires islamiques a salué les efforts déployés par deux organisations locales pour promouvoir la tolérance entre les jeunes issus de régions rurales marginalisées.

Dans le cas d'un certain nombre d'autres projets, les messages de promotion des valeurs civiques diffusés par les organisations à base communautaire ont été adoptés par les jeunes participants, imams ou femmes, qui ont eux-mêmes élaboré les leurs. Ces projets se sont publiquement penchés sur des

sujets jugés tabous, ont offert de nouvelles approches pour répondre ou réfléchir aux questions sensibles, ont suscité des questionnements sur des thèmes auparavant délaissés ou ont mis en rapport des problèmes qui ne semblaient pas liés.



Tunisie

Quelque 75 jeunes femmes et jeunes hommes issus de neuf villes de Tunisie se sont rassemblés pour produire des pièces de théâtre de rue abordant la radicalisation, l'adhésion à des groupes extrémistes violents et la position de la femme dans la société tunisienne. C'est une organisation de la société civile dirigée par leurs pairs, des jeunes femmes et des jeunes hommes, qui les a réunis et formés. Les pièces de théâtre se sont jouées dans tout le pays, dans des espaces publics et devant des audiences diversifiées. Toutes étaient inspirées d'histoires réelles vécues par les acteurs. Étant donné les sujets qu'elles traitaient, les pièces ont suscité des discussions et des débats publics, auxquels les jeunes actrices et acteurs ont librement participé. Les débats se sont poursuivis sur les médias sociaux, créant une sorte d'engouement et amenant de nombreux autres jeunes à prendre contact avec l'organisation pour demander à participer à son prochain stage théâtral ainsi qu'aux représentations.

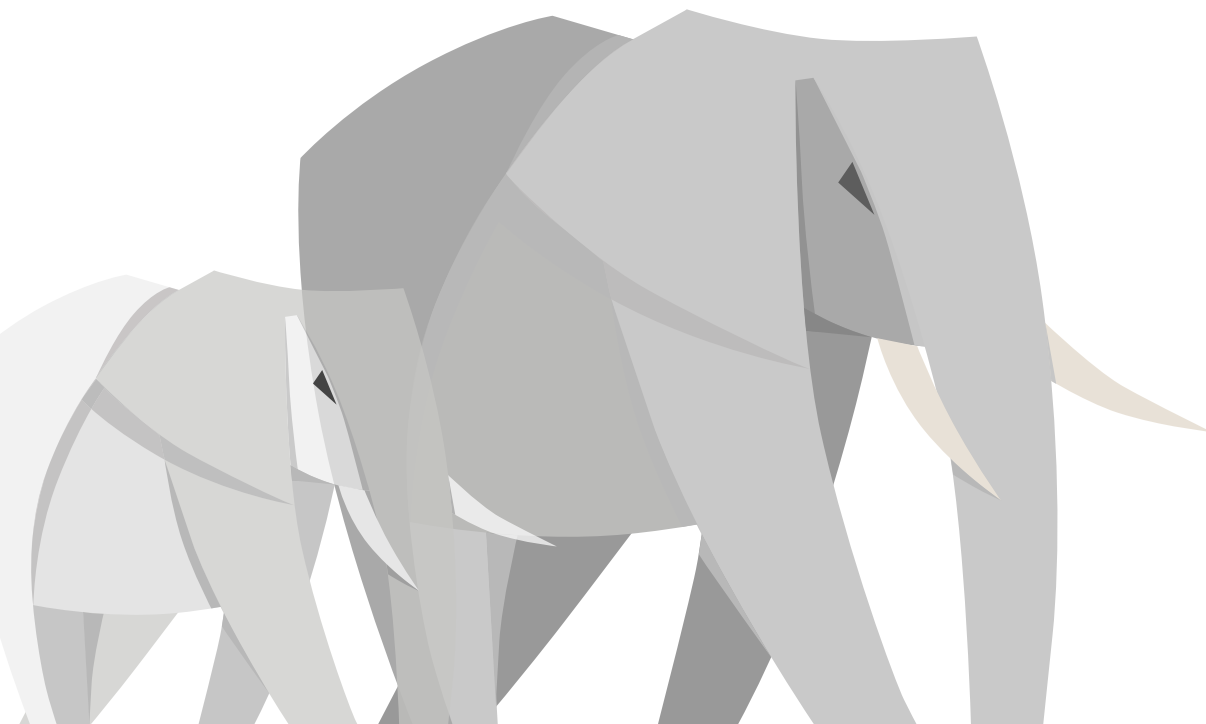
Le stage qui précédait les représentations de rue a joué un rôle clé dans le succès remporté par l'organisation: outre les cours de théâtre, les formateurs apprenaient aux jeunes l'engagement civique, la pensée critique, le respect de la diversité et le militantisme non violent. Il a permis aux participants d'acquérir de nouvelles compétences, de découvrir des manières de transmettre leurs revendications de manière pacifique et de devenir de véritables membres et militants de la société civile organisée. Ainsi dotés des moyens et du soutien appropriés, nombre des jeunes femmes et jeunes hommes ayant suivi le stage ont continué à participer à la vie civique. Certains ont même décidé de créer des associations dans leur communauté partout en Tunisie, transmettant leurs compétences et leur motivation à leurs pairs.

Maroc

Pendant 21 jours, plusieurs publications sur les médias sociaux signalaient qu'un jeune Marocain issu d'une famille aisée s'était radicalisé et avait sombré dans l'extrémisme violent. Les étudiants d'un lycée de Guercif, une ville située dans le nord-est du Maroc, sont partis de ce fait divers pour monter une pièce de théâtre au sein de l'établissement, dans le but d'engager une réflexion sur la facilité avec laquelle les jeunes peuvent être victimes des messages de radicalisation. La pièce a été sélectionnée pour un concours de théâtre organisé par la province de Guercif en février 2018 et l'a remporté, se qualifiant ainsi pour le concours régional tenu à Oujda. L'initiative était dirigée par le professeur du groupe de lycéens, qui a été inspiré par la pièce après avoir suivi une formation dans le cadre du programme de l'UNICRI. Convaincu de la puissance de la pièce, le professeur a décidé de la mettre en scène avec des étudiants de ses autres classes, affinant ainsi le message. Son objectif est de lancer la pièce, jouée en arabe, dans une tournée dans la province de Guercif.

Mali

Dans la région de Gourma, la cohabitation entre les éléphants vivant dans la réserve naturelle et les tribus locales installées sur les frontières de cette dernière est précaire. Les éléphants sont victimes de trafic et de braconnage, tandis que leurs itinéraires de migration sont altérés par les changements climatiques. Afin d'extraire du bois, les tribus locales exploitent les habitats des éléphants, dont la déforestation les rend plus vulnérables aux feux de brousse et à la destruction, ce qui aggrave encore les effets du réchauffement planétaire tant sur les humains que sur les animaux et entraîne des conflits entre les tribus pour le contrôle des ressources. Une organisation internationale non gouvernementale a œuvré auprès des tribus locales, les aidant à élaborer des graphiques et à comprendre les déplacements des éléphants, ainsi que leur importance en ce qui concerne la protection de l'environnement. L'organisation a aidé ces communautés à trouver d'autres moyens économiques, notamment la récolte de produits forestiers non ligneux et l'établissement d'écogardes. Les communautés locales sont convenues d'une charte régissant l'utilisation de l'espace commun, mettant à l'écart les conflits intercommunautaires. En outre, les écogardes mobilisés ont appris à patrouiller dans la réserve naturelle, à créer des aires coupe-feu contre les incendies de brousse et à signaler aux gardes forestiers les activités suspectes potentiellement liées à du braconnage d'éléphants. Aucun d'eux n'a quitté son emploi ni rejoint l'un des groupes extrémistes présents dans la région.





3.3

Approche empirique

Parfois, les efforts déployés par les organisations à base communautaire n'ont pas porté leurs fruits au cours du cycle de vie des projets. Bien que tous les projets aient dû faire

face à des défis de tout ordre, certains ont rencontré des difficultés ayant exercé une importante pression sur leur mise en œuvre et compromis leur stratégie ou leur capacité à tirer parti de l'élan obtenu. Différentes raisons expliquent ce phénomène, et l'on peut déceler les principaux éléments discriminatoires en observant le cas des projets ayant obtenu des résultats moins positifs que prévu.

Préparation insuffisante : absence d'analyse (appropriée) des parties prenantes

Comme mentionné dans la partie précédente, seuls l'engagement et la participation des institutions (gouvernementales) au niveau approprié (national, régional, local) peuvent garantir la durabilité des initiatives lancées de manière systémique. Toutefois, cette participation est chronophage. Il faut plaider en faveur d'une cause particulière et des raisons pour lesquelles telle ou telle ressource gouvernementale – financière ou personnelle – devrait être allouée.

La stratégie d'un projet déployé en Tunisie prévoyait une coopération et une redynamisation des maisons de la jeunesse et des structures gouvernementales présentes au niveau des collectivités dans le pays, qui étaient largement inactives ou à l'abandon. Permettre à ces institutions d'être (à nouveau) fonctionnelles dans les communautés reculées pourrait faire la différence entre des jeunes livrés à eux-mêmes et des jeunes engagés dans des activités extrascolaires, conçues de manière efficace, dans un endroit sûr et avec leurs pairs. Il a fallu plus d'un an pour obtenir l'autorisation du ministère concerné, une période pendant laquelle le projet de deux ans s'est retrouvé en attente dans les faits.

Un autre projet lancé en Tunisie rassemblait des jeunes en âge d'être scolarisés issus des communautés rurales reculées installées dans les régions montagneuses à proximité de la frontière algérienne, des sites d'activité de groupes armés. Les cours d'art et d'artisanat proposés les week-ends en conjonction avec les formations professionnelles ont suscité un vif intérêt auprès des jeunes. En effet, certains ont parcouru de longues distances à dos d'âne pour rejoindre leurs pairs, tandis que d'autres, plus entreprenants, ont utilisé les compétences qu'ils y avaient acquises pour lancer de nouvelles petites entreprises après le projet. Cependant, aucune disposition n'ayant été prise avec les autorités ou des associations locales pour que celles-ci reprennent l'organisation de telles activités le week-end, elles ont tout simplement cessé à la fin du projet.

Un zeste d'excès de zèle : aucune analyse du conflit ni théorie du changement n'a été élaborée

Au vu du nombre considérable de griefs émis par les collectivités locales, de leur complexité, de leur interdépendance et de l'urgence, il est parfois très difficile d'élaborer une stratégie qui réponde à une ou plusieurs des questions en jeu. Les communautés à risque sont souvent éloignées, marginalisées et privées de ressources. En outre, elles offrent peu d'occasions aux jeunes de participer de manière significative.

Un certain projet en Mauritanie comptait un nombre impressionnant d'activités différentes et associait divers groupes de la collectivité. Il a permis de produire un manuel sur l'éducation à la paix ; de tenir des débats avec des journalistes, des étudiants, des femmes, des imams et la population en général ; d'organiser des cours de rattrapage pour des élèves d'école élémentaire ; d'offrir des formations professionnelles aux jeunes ayant abandonné l'école élémentaire ; et d'organiser des concerts, des activités de formation ainsi que des campagnes écologiques. Les thèmes abordaient l'assainissement, l'hygiène, le journalisme, l'enseignement, le sport et la musique. En raison de la courte durée du projet, il n'a pas été possible de renforcer les relations établies pendant ce dernier. En outre, les messages n'ont pu être reçus de manière adéquate et il n'a pas été possible d'agir en conséquence. La pure ambition, non associée à une analyse plus nuancée des conflits, n'a pas suffi à transmettre l'énergie positive en faveur du changement qui aurait permis de mieux connecter et structurer la conception du projet.

Incohérences internes : la relation entre le cadre précis et le contexte plus large

Mobiliser les femmes d'une manière significative est demeuré un enjeu pour de nombreux projets. Les projets ont permis d'élaborer d'excellents indicateurs pour mesurer la participation des femmes à des activités distinctes, mais n'ont pas réussi à tirer parti des compétences et de la confiance que celles-ci avaient récemment acquises dans le cadre de l'environnement relativement sûr des projets.

Un certain projet visait à informer les prédicatrices sur leurs droits garantis par la Constitution, leur permettant dès lors de former des imams sur ce sujet. Cependant, ces femmes n'ont été associées, en tant que formatrices, à aucun cours d'approfondissement sur les droits garantis par la Constitution à destination des imams.



Pousser les limites trop loin : l'importance d'un bon jugement du lieu et du temps

La religion joue un rôle considérable dans la vie de nombreux citoyens des neuf pays, dont la majorité se déclare musulmane. Cependant, la religion demeure un sujet sensible qui, à l'heure actuelle, n'est pas suffisamment ouvert à une critique et à un débat sains.

Un certain projet touchait ce point sensible de manière quelque peu excessive. Une maison de la jeunesse, accueillant des débats libres entre jeunes, a élaboré un système au sein duquel les participants proposaient et sélectionnaient les sujets à traiter de manière totalement ouverte et transparente, s'appuyant sur les médias sociaux pendant le processus. L'un des sujets proposés concernait l'organisation de la vie religieuse dans la collectivité, suite à l'annonce médiatique de la fermeture d'une école coranique en raison d'un cas présumé d'agression sexuelle. Les jeunes avaient suggéré de débattre des avantages et des inconvénients que présentait la réouverture de l'école, mais ont dû annuler ce débat après l'intervention des autorités municipales. La baisse d'enthousiasme consécutive au sein du groupe a poussé certains jeunes à abandonner le club de débat.

3.4

Bonnes pratiques

Certains éléments n'ont cessé de se répéter entre les projets. Indépendamment de l'approche adoptée – qu'il s'agisse de formations professionnelles, d'ateliers sur la cybercriminalité, d'émissions radio, de soirées culturelles ou de débats politiques –, les projets partageaient un certain nombre d'éléments types en commun. Trois d'entre eux, notamment, se démarquaient : l'enseignement religieux, l'éducation civique et la pensée critique.

L'une de ces caractéristiques prédominantes était l'inclusion de l'**enseignement religieux** pour appuyer et renforcer les messages. En effet, l'incorporation d'enseignements religieux formait le principal élément distinctif entre les projets menés par les organisations

à base communautaire et les ONG internationales. Les deux types d'organisations œuvraient auprès des mêmes catégories de groupes sociaux ainsi que dans les mêmes domaines généraux et appliquaient des techniques identiques. Considérée par les organisations locales comme l'élément culturel prévalent de ces collectivités, la religion faisait partie intégrante de la conception des projets qu'elles menaient, tandis que les organisations internationales n'ont jamais envisagé la religion comme un élément culturel devant être reflété dans leurs projets et supports.

Si l'on s'intéresse en particulier aux approches adoptées par les deux groupes, cette distinction apparaît de manière plus évidente. Par exemple, les deux types d'organisations ont utilisé des cours de formation pour apprendre aux représentants des collectivités des techniques d'analyse des conflits.



Cette approche n'a pas été adoptée intentionnellement. Les rapports et les plans de travail élaborés avec l'UNICRI définissant la mise en œuvre des activités ne mentionnent jamais l'importance d'utiliser la religion comme vecteur de communication. Toutefois, des références religieuses sont incorporées dans presque tous les documents produits par ces organisations au profit de leur public : des guides, des manuels de formation et des présentations PowerPoint, des supports pour les cours de rattrapage, des exemples élaborés pendant des ateliers et des exercices en classe, des diffusions de messages pendant des manifestations sportives et des programmes radio. Ce phénomène pourrait s'expliquer par la relative rigidité de la structure, fondée sur la production de documents standard relatifs à la gestion des projets à l'intention d'une communauté internationale considérée comme laïque et reposant sur la pensée rationnelle typique de la culture occidentale.

En outre, les organisations à base communautaire locales mobilisent plus souvent et avec plus de facilité les institutions reli-

gieuses dans leurs activités et leurs stratégies. Des imams, des syndicats d'imams, des prédicatrices, des enseignants et des élèves d'écoles coraniques ainsi que des chefs religieux ont fréquemment été invités à des manifestations, notamment au Sahel. Les initiatives associant des chefs religieux ont mobilisé des dignitaires influents au sein de leur collectivité issus de toutes les confessions : wahhabisme, soufisme, catholicisme ou protestantisme. Fait singulier, dans les situations où des organisations internationales proposaient des formations aux jeunes locaux sur les valeurs universelles de respect des droits de l'homme ainsi que de l'égalité entre les femmes et les hommes et qu'elles leur donnaient les moyens d'élaborer et de mettre en œuvre des activités de consolidation de la paix, ces jeunes influents associaient des chefs religieux à leurs activités et s'appuyaient sur les valeurs de l'Islam pour diffuser leurs messages à un public plus nombreux. En effet, en l'absence de système d'éducation structuré sur les enseignements de l'Islam, les chefs religieux demeurent des personnalités locales influentes au sein des communautés mobilisées.

GRIEFS STRUCTURELS + CODE CULTUREL PRÉVALENT (RELIGION) + ÉDUCATION CIVIQUE

L'éducation civique était le deuxième élément prévalent des projets menés dans tout le Sahel et le Maghreb. Les organisations à base communautaire ont produit des manuels traitant de la citoyenneté active, ont organisé des conférences et des débats publics pour enseigner l'histoire de la démocratie ainsi que les droits et les obligations des citoyens, y compris la participation aux processus démocratiques. Dans certains cas, le

sujet était parfaitement d'actualité, notamment en Mauritanie, à l'approche des élections présidentielles de 2019. Dans d'autres, il semble qu'il faisait davantage partie d'une initiative générale mise en œuvre dans les deux régions d'Afrique afin de mieux informer les populations sur les processus démocratiques les mieux adaptés pour traiter leurs griefs. Au Niger, les associations locales se sont servies de la procédure municipale de

développement budgétaire pour mener un test sur l'inclusion des groupes marginalisés et pour leur présenter les avantages du processus participatif. En Tunisie, des clubs de

jeunesse municipaux ont organisé des débats concernant les sujets d'actualités votés par leurs membres.

GRIEFS STRUCTURELS + CODE CULTUREL PRÉVALENT (RELIGION) + ÉDUCATION CIVIQUE + PENSÉE CRITIQUE

La **pensée critique** est étroitement liée à l'éducation civique. La plupart des séances de formation sur l'éducation civique, la participation citoyenne, les processus démocratiques, les dispositions constitutionnelles et les valeurs universelles incorporaient une certaine forme de pensée critique dans leur programme. Il a été demandé à des prédictatrices, à des enseignants d'écoles coraniques, à de jeunes militants de la société civile tunisienne, à des étudiants du Niger, à des journalistes du Mali, du Niger et du Burkina Faso ainsi qu'à des jeunes issus des tribus nomades de Mauritanie d'analyser leur situation sociale et d'essayer de trouver des moyens de recours non violents pour les situations de conflit et d'injustice. Des clubs de débat entre jeunes organisés dans diverses provinces marginalisées de Tunisie leur demandaient d'analyser des sujets d'actualité et d'en discuter. Les jeunes militants de la société civile tunisienne interrogés estiment que ces séances les ont aidés à changer d'avis et à se rendre compte qu'ils pouvaient recourir à des moyens non violents pour réaliser leurs objectifs politiques, tandis qu'auparavant, la violence leur apparaissait comme l'unique solution possible.

3.5

Enseignements tirés de l'expérience

En définitive, existe-t-il un moyen de faire en sorte que des personnes ne se rallient pas à un groupe extrémiste violent ou à un groupe armé ?

Ce que le programme de l'UNICRI suggère, c'est qu'il existe effectivement de nombreuses solutions pour y parvenir. Les griefs présentés par les communautés vulnérables de neuf pays du Sahel et du Maghreb sont concrets et peuvent déboucher sur des initiatives. En outre, l'analyse des données relatives aux conflits armés et aux différentes définitions des groupes armés, effectuée à partir de la base de données ACLED, révèle que les objectifs, les tactiques et les territoires opérationnels des groupes armés se recoupent souvent. Il est relativement difficile de distinguer les groupes extrémistes violents des milices à motivation politique ou identitaire. Les groupes formés sur la base de revendications religieuses extrémistes ont tendance à se ranger du côté de certains groupes ethniques, leur offrant parfois une protection contre des forces de sécurité étatiques hostiles et gagnant leur confiance et leur soutien. D'autres



groupes armés peuvent nourrir des desseins politiques spécifiques, mais il est souvent impossible de dissocier ces revendications de leur origine ethnique ou de leur appartenance religieuse. Par exemple, la solidarité entre les Peuls prime une éventuelle cohésion idéologique ou théologique. Les groupes qui s'allient à Al-Qaida ont parfois des revendications qui les mettent en concurrence avec des groupes affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant, mais ils peuvent entretenir des relations fondées sur des intérêts communs. Ces groupes présentent néanmoins une caractéristique commune, à savoir le recours à la violence pour faire entendre des revendications de nature structurelle, qu'il s'agisse de la mauvaise gouvernance, du manque de moyens en matière de sécurité, de l'absence de perspectives économiques, du manque d'éducation et de formation professionnelle, ou de l'absence d'état de droit et de justice sociale. Les différences entre eux s'effacent devant cet unique point commun : le recours à la violence comme moyen de parvenir à une fin. Les groupes armés représentent tout simplement plusieurs variantes d'un même combat.

De surcroît, leurs griefs semblent peu variés. Lorsqu'on interroge les représentants des organisations à base communautaire et les populations locales pour savoir quelles sont, selon eux, les menaces qui pèsent sur leur sécurité et leur stabilité, leurs réponses se recourent d'une communauté à l'autre et d'un pays à l'autre.

Par ailleurs, les griefs sont définis en fonction du temps et du lieu. Bien qu'il existe des ten-

dances générales, il importe de bien saisir le contexte local, les différentes parties en présence et les mécanismes qui incitent la population à prendre les armes ou au contraire la dissuadent de le faire. Quelle est la source des différends intercommunautaires ou intracommunautaires ? S'agit-il de la distribution des terres, de l'accès à l'eau ou des structures en place depuis des siècles, reposant sur la classe sociale et l'esclavage ? Quels rôles jouent l'âge, le genre, la confession religieuse ou encore l'appartenance ethnique, tribale ou politique dans le conflit actuel ? Comment est né ce différend ? Il importe de connaître le mieux possible la dynamique du conflit et les acteurs associés, afin d'éviter d'exacerber les blessures du passé. À titre d'exemple, une affaire portée devant un comité local de médiation des conflits mis en place dans les communautés du Sahel concernait un conflit foncier entre des agriculteurs et des éleveurs nomades. La terre, qui appartenait initialement à la communauté agricole, a été injustement accaparée par une figure locale. Pourtant, l'affaire a révélé que la distribution initiale des terres avait peut-être été déséquilibrée et que la propriété foncière n'était en fait qu'un concept introduit en Afrique occidentale avec le colonialisme. Ainsi, le lieu, l'histoire, les questions géopolitiques plus générales, les relations tribales, la dégradation de l'environnement, la migration et l'accès aux mécanismes de justice se recoupent tous dans une archéologie d'histoires personnelles racontées selon différents points de vue⁷³.

Les résultats de cette intervention suggèrent que la gestion de l'extrémisme violent et des conflits en général requiert



■ 73 L'archéologie des histoires, un concept présenté par David Grossman, un auteur israélien, dans un entretien avec l'hebdomadaire serbe *Vreme*, le 30 juin 2016 : « Parce que ce dont on se souvient n'est qu'une partie d'une histoire et qu'on peut s'en souvenir d'une autre manière. Chaque histoire renferme toujours une autre histoire qui peut être racontée différemment. C'est ce que nous appelons l'archéologie humaine : une histoire dans une histoire dans une histoire ». L'auteur s'exprime également à l'occasion d'un entretien publié en ligne sur le portail *Five Books* : « Et à présent, des années après avoir lu ce livre pour la première fois, je peux voir que derrière chaque histoire humaine se cache une autre histoire, et encore une autre... c'est l'archéologie humaine ».



Une approche efficace, visant à rendre les communautés plus résilientes face à la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent

ou à tout type de violence, devrait posséder les caractéristiques résumées dans le tableau suivant :

OÙ	QUOI	POURQUOI	COMMENT	POUR QUI	PAR QUI
Zones mal desservies par les services publics ⁷⁵	Problèmes perçus et signalés comme étant à l'origine de frustrations au sein de la population – cas d'injustice, de discrimination, etc.	Instiller un sentiment d'importance ainsi que le respect et la reconnaissance de la légitimité des griefs ancrés	Sensibiliser la population aux racines des problèmes en utilisant une terminologie et des discours adaptés au contexte culturel et inclusifs, qui trouvent un écho auprès de la population – c'est-à-dire la religion	Communautés vulnérables, marginalisées et découragées ⁷⁶	Organisations à base communautaire, associations ayant une vision à long terme, dont les projets attestent d'une persévérance et d'une résilience dans la mise en œuvre de ladite vision
Régions éloignées, difficiles d'accès et isolées, qui alimentent le sentiment d' isolement et d'éloignement des centres de décision	Esprit critique	Inculquer la capacité à raisonner , à identifier les manipulations, à distinguer les faits des opinions ou les causes des conséquences et à éviter les réactions impulsives	Encourager l'ouverture d'esprit et le libre débat sur les questions sensibles, afin de canaliser les frustrations et de les transformer en actions positives	Jeunes, femmes, personnes handicapées, éleveurs, agriculteurs, communautés nomades, réfugiés, personnes déplacées	Organisations à base communautaire et associations consacrées aux communautés marginalisées, ayant des valeurs claires, dignes de confiance et jouissant d'une bonne réputation, dirigées par des personnes intègres et dotées d'un grand capital social
Régions affectées par la dégradation de l' environnement , laquelle pourrait déclencher d'éventuelles contestations à l'avenir	Participation citoyenne aux processus démocratiques	Donner aux populations locales les moyens de résoudre les problèmes ou de rechercher des solutions à long terme, renforcer leur confiance	Organiser des formations ou établir des processus et des mécanismes permettant de traiter les griefs en établissant régulièrement des collaborations à long terme		Les organismes gouvernementaux sont bien perçus par la population en général et les communautés vulnérables en particulier
Régions en proie à des conflits ou ciblées par des recruteurs de groupes armés ⁷⁷	Cohésion sociale	Favoriser l'inclusion et la cohésion sociale des différents groupes de population au niveau local, sans préjugés ⁷⁸	Encourager la mise en place de processus participatifs incluant les différents groupes de population		



- 75 Tels que les quartiers périphériques des capitales et des grandes villes.
- 76 Il peut s'agir d'anciens esclaves, de jeunes hommes régulièrement au chômage, de membres de groupes ethniques victimes de discrimination, d'anciens combattants – leur désignation dépendra toujours du contexte.
- 77 Qu'il s'agisse de femmes, d'ex-combattants ou d'acteurs religieux.
- 78 La présence de recruteurs **peut être un indicateur de** l'existence de griefs majeurs dans une communauté donnée, lesquels sont exploités par des groupes armés.



Exemple

Une organisation de la société civile basée à Nouakchott a organisé des stages d'horticulture à l'intention des jeunes issus des quartiers périphériques de la ville, souvent ciblés par les recruteurs de groupes extrémistes violents. Vingt-cinq d'entre eux se sont inscrits, mais ils peinaient à assister régulièrement aux séances. Face aux nombreuses absences, l'organisation s'est renseignée auprès des jeunes et a découvert que ceux-ci étaient dans l'incapacité de financer les frais de transport pour se rendre à l'institut où se tenaient les cours. L'organisation a décidé de prendre en charge ces frais, consciente du fait que la création de nouveaux liens sociaux entre ces jeunes constituait une valeur ajoutée.



Se fixer un seul et unique objectif : une tâche difficile

Dans chacune des communautés avec lesquelles les responsables de projets ont travaillé, les griefs ne découlaient pas d'un seul et unique problème. Les tribus vivant dans les régions frontalières entre le Mali et le Niger sont victimes de la pauvreté, de l'exclusion politique et sociale, de problèmes de sécurité et des effets néfastes des changements climatiques. Les flux migratoires qui en résultent illustrent leur quête de perspectives économiques et de sécurité, qui à leur tour rendent ceux qui partent et ceux qui restent plus vulnérables aux pressions. Ce sont les mêmes problèmes qui affectent la région du Gourma, qui s'étend du Mali au Burkina Faso, ou encore les régions montagneuses de Kasserine, en Tunisie. Dans le premier cas,

la situation est davantage exacerbée par les pressions environnementales liées à la désertification. Quant à la région de Kasserine, celle-ci est également pénalisée par une couverture médiatique hostile, ce qui aggrave sa vulnérabilité en la stigmatisant.

Par conséquent, nombreuses sont les organisations à base communautaire qui ont entrepris de couvrir le plus de thématiques possibles dans le cadre d'un seul projet : de la formation professionnelle à l'amélioration des normes d'hygiène, en passant par l'élaboration de guides visant à promouvoir la paix, la tenue de débats avec des journalistes, des imams et des femmes ou l'organisation d'événements sociaux. Ces organisations ont ainsi fait face à un sentiment d'urgence en saisissant toutes les occasions qui se présentaient pour aborder le plus grand nombre

possible de questions. Selon elles, ce n'est pas en s'attaquant à un seul problème que l'on parviendra à éliminer la vulnérabilité et à rendre la communauté plus résiliente face aux discours de radicalisation. En effet, les populations locales continueraient de pâtir d'autres lacunes tout aussi importantes, qui pourraient aisément les déséquilibrer.

Il est donc nécessaire de coordonner les efforts de diverses organisations de la société civile ayant, certes, adopté des stratégies différentes et répondant à des besoins différents au sein des communautés auxquelles elles appartiennent, mais qui sont toutefois liées par une vision unique, à savoir une société future fondée sur les valeurs d'inclusion, d'équité et d'égalité. On peut notamment citer à cet égard le cas du dynamisme de la société civile locale en Tunisie. Dans le pays, l'UNICRI a pu observer les nombreuses retombées des contributions apportées par différentes organisations à base communautaire locales, lesquelles avaient des objectifs bien définis et répondaient aux besoins de différents groupes et sous-groupes. Nombre d'entre elles se sont concentrées sur l'autonomisation des jeunes afin de leur permettre de participer activement à la vie publique et économique. D'autres se sont attachées à aider la communauté religieuse à se positionner dans une société laïque. Pourtant, toutes se sont attachées à promouvoir les valeurs démocratiques, la tolérance et la consolidation de la paix.

On pourrait également envisager de dispenser aux organisations de la société civile locales une formation au renforcement des capacités sur la théorie du changement, afin

qu'elles puissent mieux canaliser leurs ressources, souvent limitées. Les organisations à base communautaire bénéficieraient grandement d'un tel renforcement des capacités techniques, associé à un encadrement en matière d'élaboration de cadres logiques et d'établissement de rapports relatifs aux projets. Il s'agit d'un exercice de longue haleine, qui en vaut pourtant la peine. Une fois parvenu au stade de la mise en œuvre des projets, il serait opportun de mettre en place des mécanismes de retour d'informations positives, afin d'ancrer les pratiques positives dans les organisations locales. Cette approche permettrait de doter les organisations à base communautaire, qui sont dignes de confiance, de valeurs et de principes clairs⁸⁰. Une fois que le soutien et le financement internationaux auront pris fin, ces organisations demeureront dans les zones d'intervention pour poursuivre leur action de plaidoyer auprès des communautés, en s'appuyant sur leur expérience de collaboration et d'échange avec des acteurs ayant un savoir-faire et une vision du monde d'envergure internationale.

Résilience des organisations à base communautaire

Tout changement doit se faire au niveau local et ne peut être apporté que par les membres de la population locale. Il suffit de songer aux organisations qui, en Tunisie, ont résisté aux tentatives d'atteinte à leur crédibilité ainsi qu'aux dégradations de leurs locaux pour s'en convaincre. Ces organisations ont fait preuve de résilience face à l'adversité, en continuant de défendre leur vision à long terme et de



■ 80 Cette approche a été mise à l'essai lors de l'intervention de l'UNICRI à partir des observations qui ont été émises lors de la mise en œuvre des projets réalisés en réponse aux deux premiers appels à propositions. Les représentants de l'UNICRI et des sept organisations à base communautaire chargés de la mise en œuvre des projets dans le cadre du troisième appel à propositions ont tenu des séances de travail sur le cadre logique et les exigences en matière d'établissement de rapports, ce qui a donné lieu à des échanges d'informations très appréciés par l'ensemble des parties.



faire entendre leurs valeurs. Une telle attitude leur a permis de gagner en crédibilité auprès de leur public. On peut notamment citer le cas d'une organisation de ce type en Tunisie, qui travaille auprès de jeunes issus de communautés marginalisées. La manière dont l'organisation a réussi à se relever après chacune des attaques a été fréquemment citée comme source d'inspiration par les jeunes. Ces derniers ont considéré les membres de l'organisation comme leurs modèles, se sentant encouragés à suivre leur exemple.

Dans le cadre de projets tels que la présente intervention de l'UNICRI, dont l'objectif à long terme est de modifier les valeurs fondamentales des sociétés, en les rendant plus inclusives et plus tolérantes, il est essentiel d'identifier les potentiels défenseurs du changement à l'échelle locale et de mesurer l'étendue de leur influence. Leur participation permet en effet de renforcer l'efficacité de toute action. Bien qu'il soit difficile de connaître et de mobiliser tous les acteurs locaux ayant une certaine envergure et une grande influence, il convient de sensibiliser le plus grand nombre d'entre eux au processus et de leur proposer un rôle adapté à leur niveau d'autorité et à leur capacité à contribuer au changement.

La figure de l'autorité

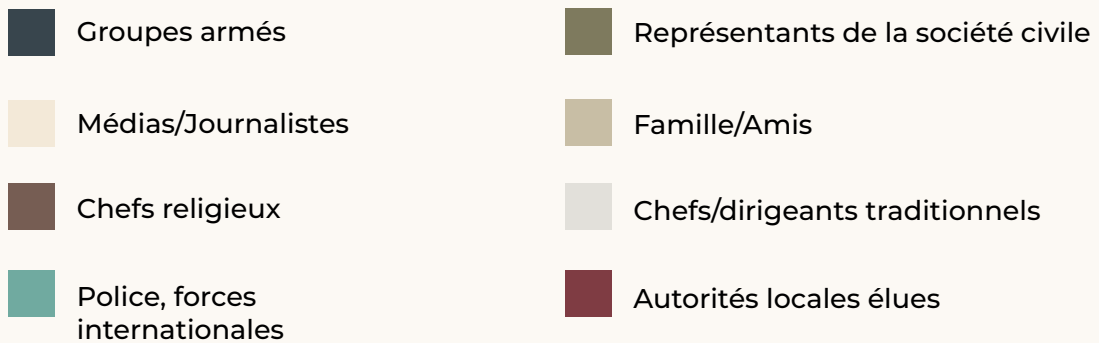
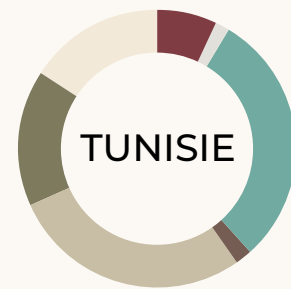
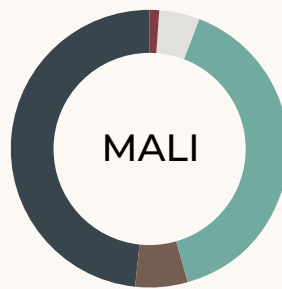
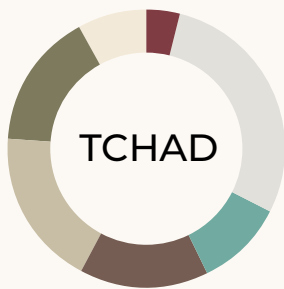
Interrogés sur l'efficacité des contre-discours visant à lutter contre la radicalisation menant à l'extrémisme violent, les jeunes Tunisiens ont exprimé leur scepticisme. Ils ont souligné la nécessité de se doter d'un porte-parole. Selon eux, il est difficile de croire que l'organisme ou la personne qui promeut des contre-discours ne nourrit pas un intérêt spécifique. Dans certains cas, un tel sentiment peut causer plus de tort que de bien.

L'exemple de la Mauritanie illustre à quel point ces perceptions sont déterminantes. Une organisation de la société civile dirigée par son fondateur, un homme de 78 ans, ancien maire de Nouakchott et ancien inspecteur scolaire, a travaillé avec des jeunes issus des banlieues de la ville et organisé des formations professionnelles de deux ans dans des domaines pratiques tels que la plomberie, la menuiserie et le carrelage. Ces formations ont fourni une alternative à ces jeunes garçons qui, autrement, auraient pu se laisser piéger par les discours extrémistes des recruteurs appartenant à des groupes armés qui opèrent dans les banlieues. La bonne réputation du responsable de l'organisation au sein de la communauté, qui voyait en lui une personne animée par l'altruisme, a permis de faire en sorte que ces jeunes garçons restent inscrits à ces cours pendant deux ans.

Il existe cependant des différences entre les communautés en ce qui concerne les personnes considérées comme habilitées à aider les membres de la communauté à résoudre les problèmes locaux. L'enquête suggère qu'au Tchad, la population a tendance à faire confiance aux chefs traditionnels, puis à la famille et aux amis, et enfin à la société civile. En Tunisie, c'est à la police que la population fait appel en premier lieu pour signaler les problèmes, suivie de près par la famille et les amis. Au Mali, la situation est différente. Les personnes interrogées ont indiqué qu'elles signaleraient leurs éventuels problèmes aux forces de sécurité internationales, la plupart d'entre elles précisant qu'il s'agirait de l'ONU ou de la MINUSMA. Cependant, elles ont été plus nombreuses encore à indiquer qu'elles se tourneraient vers des groupes extrémistes violents (74 % des personnes interrogées au Mali).



EN CAS DE PROBLÈMES AU SEIN DE VOTRE COMMUNAUTÉ, À QUI VOUS ADRESSEZ-VOUS ?



Résilience personnelle

Il est essentiel d'être en mesure de tirer des conclusions en toute indépendance, de savoir faire la distinction entre la réalité et la fiction et de comprendre qu'il existe des alternatives à la violence pour renforcer sa résilience personnelle. De nombreuses organisations à base communautaire issues de divers pays

ont estimé que la formation à l'esprit critique constituait une approche clé pour y parvenir. Même les responsables de projets portant sur l'hygiène ou la formation professionnelle ont cherché des moyens d'intégrer des modules ou des exercices sur l'esprit critique, de manière à permettre aux participants de formuler leurs propres arguments.



De la nécessité d'associer les jeunes

Compte tenu du profil démographique des neuf pays, il est tout à fait naturel que la plupart des interventions aient visé à mieux intégrer les jeunes. Ces derniers ont été associés à toutes sortes d'activités, notamment la formation scolaire et professionnelle, la création de débouchés économiques dans les zones rurales et urbaines, des ateliers sur le dialogue intergénérationnel, des activités visant à renforcer la maîtrise des médias et de l'information, des manifestations sportives et musicales, des productions artistiques telles que des œuvres d'art, des objets artisanaux, du théâtre de rue et des programmes radio-phoniques, ainsi que des ateliers destinés à acquérir des compétences pratiques telles que le travail en équipe, l'esprit d'initiative, la gestion des conflits, l'esprit critique et la tolérance. Ils ont reçu un microfinancement pour mener des petits projets à l'échelle de la communauté et ont participé à des sessions d'éducation civique.

D'après les retours d'information et les observations que nous avons recueillies, les activités les plus fructueuses associant les jeunes ont été celles menées par ces derniers, ainsi que celles qui leur ont permis de prendre des décisions et de mener des initiatives locales. Il importe d'encourager les jeunes hommes et femmes à se forger une vision de leur avenir qui dépasse le cadre de leur communauté. La meilleure façon de concrétiser cette

vision est de tenir des débats fondés sur les valeurs et les principes de dignité, d'estime de soi, de reconnaissance et d'émancipation. Les jeunes d'aujourd'hui sont les futurs dirigeants et électeurs de ces pays. Il leur appartient d'établir et de promouvoir la justice sociale. Pourtant, dans une société qui les considère comme des mineurs, ils n'ont pas la possibilité d'acquérir et de mettre en pratique les compétences dont ils auront besoin à l'avenir. Alors qu'une grande majorité des membres des communautés tchadiennes et tunisiennes interrogés pensent que les opinions des jeunes sont respectées (57 % et 80 % respectivement), une majorité beaucoup plus marquée de membres des communautés maliennes (83 %) ne sont pas d'accord avec cette affirmation. Malgré toutes les difficultés auxquelles ces jeunes sont confrontés au sein de leurs communautés, ces derniers restent résolument optimistes quant à leur avenir, à celui de leur pays et aux possibilités de changement, que ce soit en Afrique du Nord ou en Afrique subsaharienne.

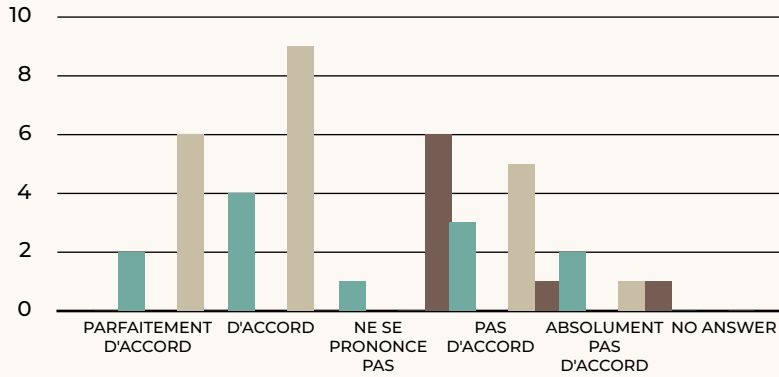
L'enquête montre que l'optimisme des jeunes quant à leur capacité à apporter une contribution positive à la vie de leur communauté a un effet positif sur les autres membres de celle-ci. S'agissant de la capacité des jeunes à susciter un changement, ce sentiment d'optimisme est partagé par l'ensemble des participants du Mali et de la Tunisie (100 %), et par la quasi-totalité des participants du Tchad (97,5 %)⁸¹.



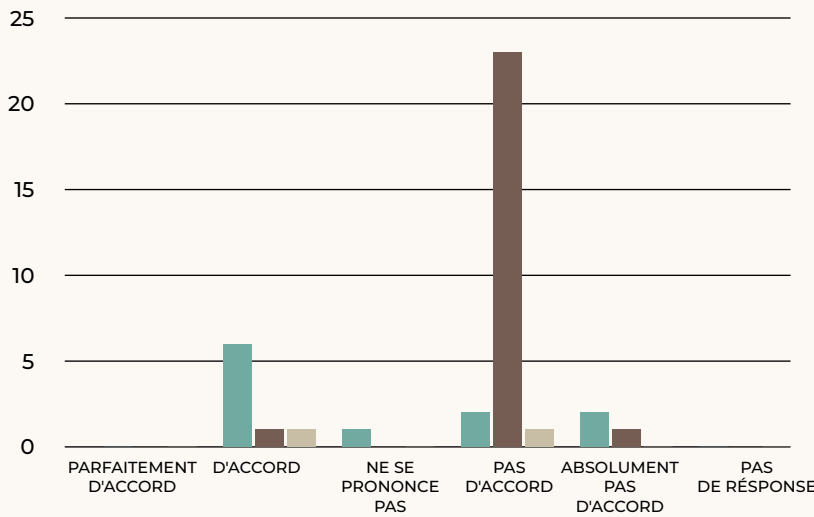
■ 81 La majorité des personnes interrogées dans les trois pays avait moins de 35 ans (100 % en Tunisie, 61 % au Mali et 57,5 % au Tchad).



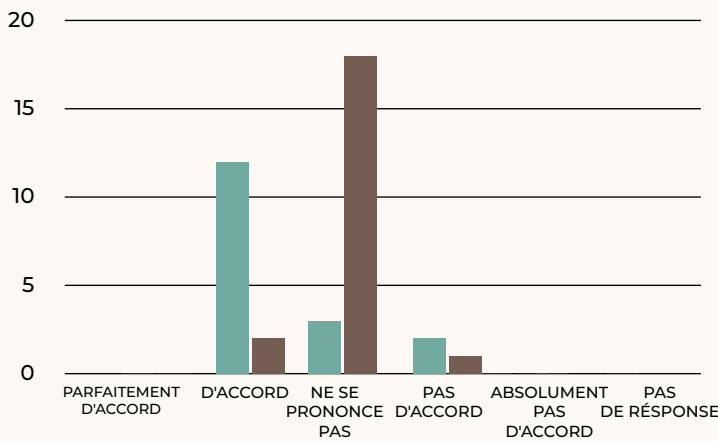
**PENSEZ-VOUS QUE L'OPINION DES JEUNES SOIT
RÉSPÉCTÉE PAR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ?**



15-25 ans



26-35 ans



Plus de 36 ans

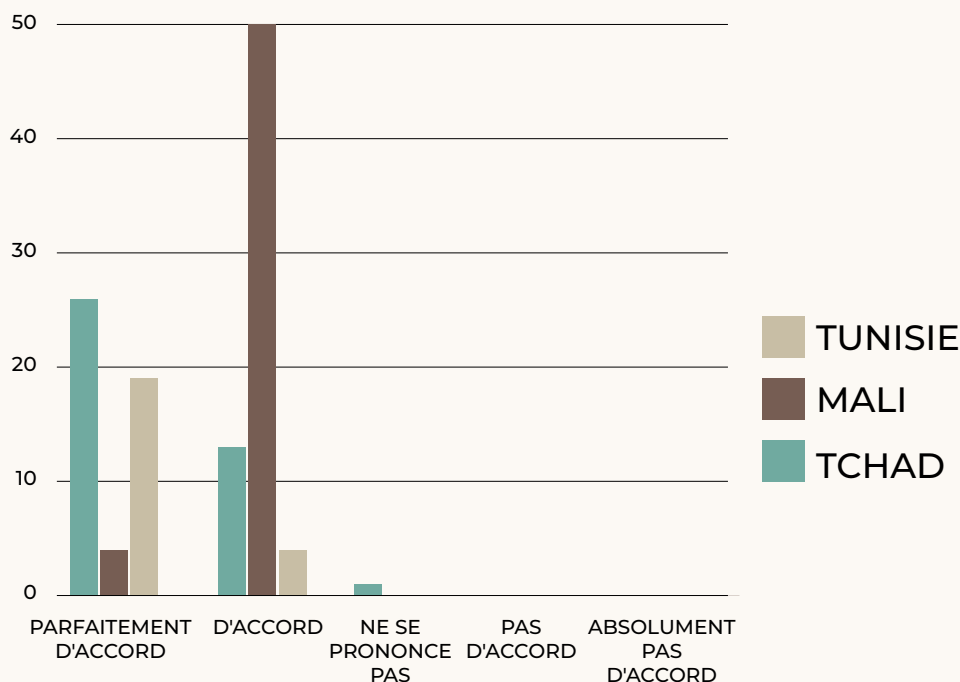
TUNISIE

MALI

TCHAD



PENSEZ-VOUS AVOIR LA CAPACITÉ DE CONTRIBUTIR À LA VIE DE VOTRE COMMUNAUTÉ ?



La moitié de la population est constituée de femmes – la moitié des participants ne l'est pas

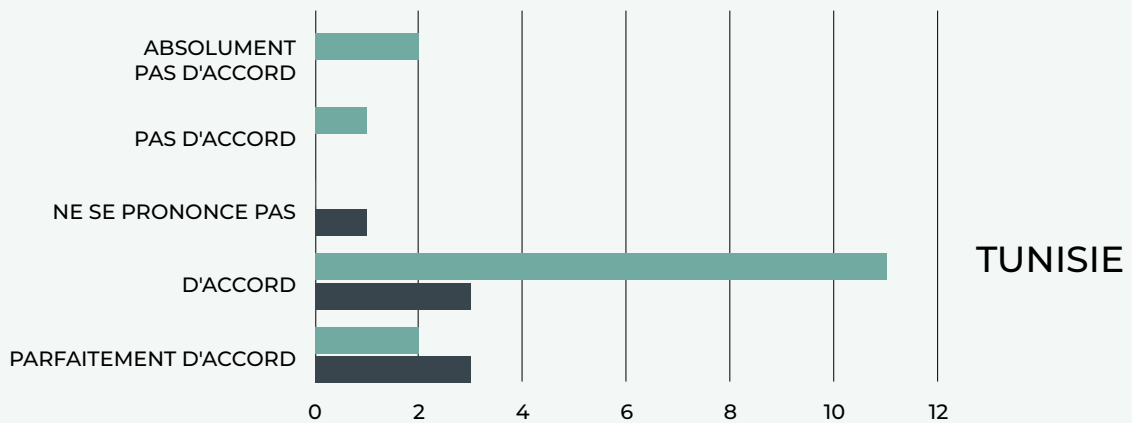
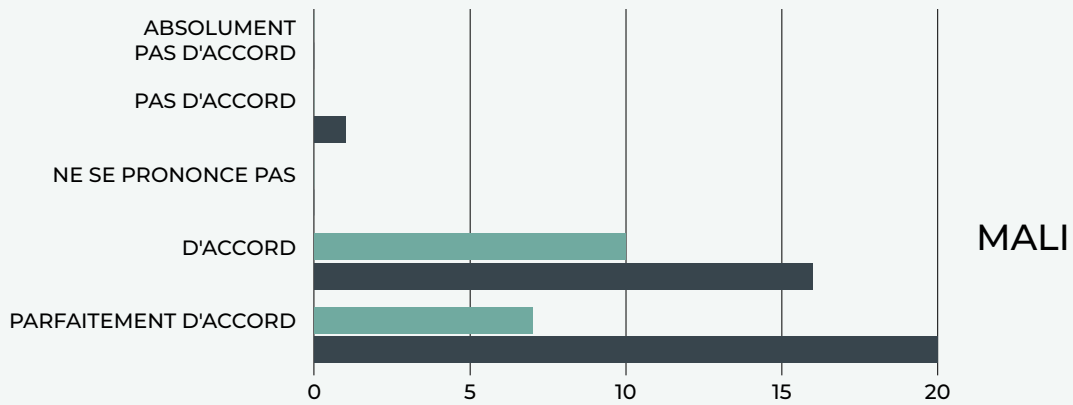
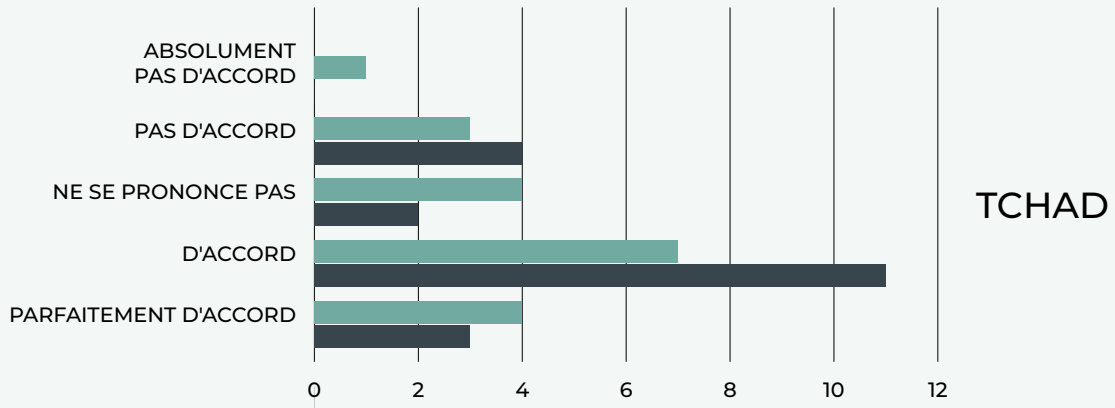
Au sein des communautés, les femmes représentent la catégorie de population qui a été constamment négligée tout au long des projets. La nécessité de les inclure a toujours été admise de manière théorique, mais les obstacles qui les empêchent de participer aux projets sur un pied d'égalité avec les hommes sont nombreux. Il importe de comprendre les obstacles auxquels se heurtent les responsables de projets lorsqu'il s'agit d'inclure les femmes, ainsi que ceux que rencontrent les femmes qui souhaitent participer aux projets. Dans certaines communautés, telles que les communautés rurales de Tunisie, les jeunes hommes évitent de travailler avec

les femmes, au motif qu'ils se sentaient mal à l'aise. Dans d'autres cas, les femmes n'étaient pas autorisées par leur famille à se joindre à des activités dirigées par des hommes ou dans lesquelles elles étaient censées participer à des manifestations publiques.

Pourtant, les femmes sont perçues comme des protagonistes incontournables des initiatives de paix. Laisser de côté les femmes, c'est *de facto* laisser de côté la moitié de la population. L'identification des partenaires locaux appropriés en vue de faciliter la participation des femmes est une façon d'envoyer le bon message à ces dernières et à leurs familles. Il ressort des exemples positifs que nous avons observés que les femmes sont les mieux placées pour atteindre d'autres femmes, en particulier dans les phases initiales des projets. Les activités promotionnelles visant à expliquer aux familles et aux réseaux sociaux en



PENSEZ-VOUS QUE L'OPINION DES FEMMES SOIT RESPECTÉE PAR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ?



HOMMES **FEMMES**

Religion et institutions religieuses

La religion en elle-même n'était considérée comme une menace par aucune des organisations à base communautaire. Aucune des organisations n'a présenté la religion et les enseignements y relatifs en ces termes. Les données factuelles collectées dans le cadre d'un projet montrent que les acteurs qui souscrivent à une lecture radicale de l'Islam ne sont généralement pas violents. Les régions dans lesquelles les mouvements religieux radicaux institutionnalisés exercent leur influence ne correspondent généralement pas aux zones d'influence territoriale des groupes extrémistes violents⁸³. Le fait de bien connaître l'Islam renforce le sentiment de méfiance à l'égard des interprétations fournies par les recruteurs. Les données recueillies dans le cadre d'un autre projet ont confirmé cette hypothèse en étudiant la réciproque : lorsque l'enseignement religieux est inadéquat et que la maîtrise de la religion est lacunaire, il est plus facile d'utiliser cette dernière à des fins malveillantes⁸⁴.

Dans de nombreuses communautés, les écoles coraniques offrent aux enfants des groupes marginalisés la seule possibilité d'accéder à une forme de scolarisation. Dans plusieurs régions d'Afrique subsaharienne, elles sont la seule institution offrant une instruction de base. Dans le cas de nombreuses communautés du Maghreb, elles représentent la solution éducative la plus abordable pour certaines familles. Leur présence témoigne d'un besoin et d'un désir d'éducation et, compte tenu de l'absence fréquente de système éducatif traditionnel, elles agissent comme un substitut. Cependant, les élèves

issus des écoles coraniques parviennent plus ou moins à s'intégrer dans la société en fonction de la communauté à laquelle ils appartiennent. Selon les résultats de l'enquête, il semble qu'au Mali, ils éprouvent des difficultés à s'intégrer correctement dans la société (75 %), tandis qu'en Tunisie et au Tchad, les avis sont partagés – un tiers des personnes interrogées pensent qu'ils le sont et la plupart d'entre elles ne se prononcent pas ou ne sont pas d'accord.

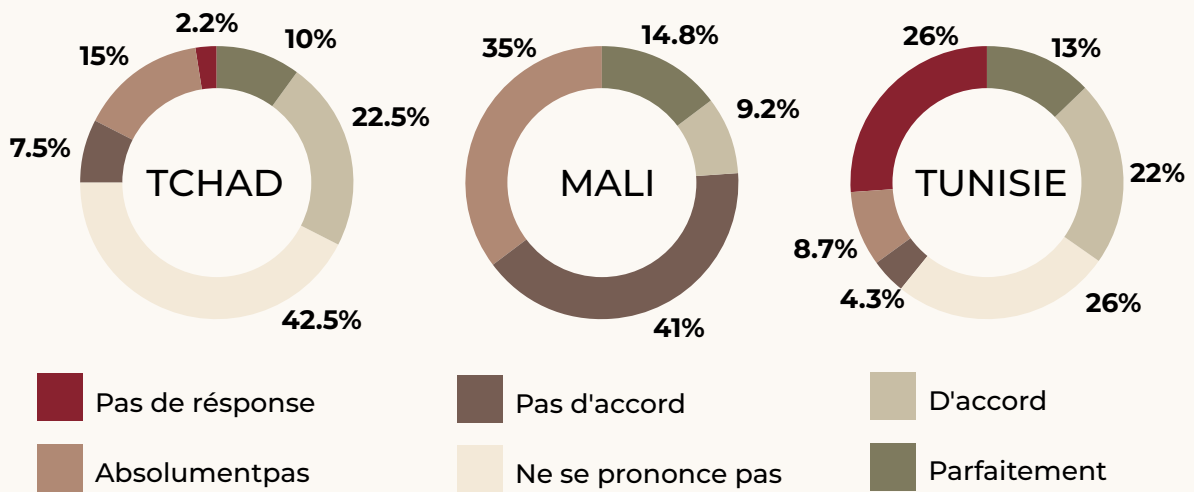
De même, les mosquées et les discours des prédicateurs constituent parfois la seule institution qui dicte la ligne de conduite à suivre au sein d'une communauté. Il est donc nécessaire de tenir compte de la religion dans les programmes d'assistance, en particulier l'Islam dans le cas de la plupart de ces pays⁸⁵. Dans ces derniers, la part de la population pratiquant une religion est relativement élevée, tandis que le pourcentage de leurs membres radicalisés est proportionnellement faible. Il serait préférable de miser sur cette population plus nombreuse qui est favorable à la consolidation de la paix, plutôt que de laisser ce groupe minoritaire détourner l'attention des organismes de développement. Dans le cadre du programme de l'UNICRI, les organisations à base communautaire ont fréquemment invité des imams et des prédicateurs issus d'écoles coraniques à des débats, à des conférences et à des ateliers, en tant que spectateurs ou participants actifs. Les écoles coraniques ont fait l'objet d'enquêtes, de débats ou ont reçu des manuels et des guides. Pour ce faire, les organisations à base communautaire ont conjugué discours religieux et valeurs civiques telles que l'égalité des droits et l'égalité des genres. Ainsi,



- 83 International **Alert**, *If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, juin 2018.
- 84 Étude de recherche de Tlili.
- 85 C'est également ce qui ressort d'une étude menée par le Centre pour le dialogue humanitaire.



PENSEZ-VOUS QUE LES ÉTUDIANTS ISSUS D'ÉCOLES CORANIQUES SOIENT INTÉGRÉS DANS LA SOCIÉTÉ À LA FIN DE LEURS ÉTUDES ?



plutôt que de permettre aux groupes armés d'exploiter le discours spirituel pour formuler des griefs politiques de manière réductrice, en vue de promouvoir leurs causes ou de justifier leurs actes politiques, les organisations à base communautaire se sont (ré)appropriées le discours spirituel dans le cadre de discussions constructives ayant trait à ces mêmes griefs politiques⁸⁶.

Gouvernance

De nombreux projets de nature différente ont intégré une formation sur la citoyenneté et l'égalité des droits. Ladite formation s'adressait à la population générale, aux jeunes hommes et femmes, mais également

plus spécifiquement aux militants issus de la société civile, aux imams, aux enseignants d'écoles coraniques et aux journalistes. Elle était axée sur l'enseignement des droits tels qu'ils sont inscrits dans les constitutions et les lois de ces pays. En outre, les organisations à base communautaire au Sahel se sont fréquemment mobilisées en vue de mettre en place des comités de résolution des conflits, de médiation et d'alerte précoce dans les communautés du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger.

Ces efforts remarquables indiquent que les lacunes démocratiques traduisent en réalité des lacunes en matière de connaissances et de structures. Il existe un manque général d'éducation civique associé à un manque



■ 86 Kisiangani, E. *Comparing Somalia's al-Shabaab and Uganda's Lord Resistance Army*, ISIS Paper, 2011. Cet article confirme que la thèse selon laquelle l'exploitation de la religion par des groupes, en vue de faire avancer leurs causes, de justifier ou d'expliquer leurs actes politiques et de recruter des nouveaux membres n'est pas nouvelle. Le discours spirituel est utilisé comme un moyen de formuler des griefs politiques.

de participation politique, qui aboutit à l'exclusion des populations des processus politiques. Cette exclusion est souvent évoquée à titre de grief par la population, alors qu'il appartient à cette dernière de la qualifier d'injustice et d'y mettre fin. Toutefois, faute de connaissances approfondies des mécanismes démocratiques, la population n'est pas en mesure de prendre la mesure de son rôle et d'agir en conséquence. Elle reste exclue du système de gouvernance, sans aucun moyen de l'influencer pour obtenir la justice sociale qu'elle réclame.

Les organisations à base communautaire se sont engagées à faire avancer le processus d'édification de l'État, en donnant aux populations les moyens d'influencer les systèmes de gouvernance de manière à contribuer à mettre fin aux injustices et aux discriminations systémiques. Elles se sont attelées à la mise en place de mécanismes et de structures alternatives pour le règlement des litiges. Il apparaît toutefois clairement que la société civile ne peut pas y parvenir seule. L'État doit assumer sa part de responsabilité et traiter en priorité les griefs politiques qui alimentent les frustrations du peuple et peuvent être facilement exploités par les groupes extrémistes et les groupes armés violents. Ces groupes sont le fruit de circonstances spécifiques qui, si elles ne sont pas supprimées ou prises en compte, continueront de leur donner des raisons d'exister.

Forces de sécurité

Enfin, les forces de sécurité, en tant que bras armé du gouvernement, doivent être envisagées dans le contexte plus vaste des facteurs sociopolitiques dans lesquels opèrent les groupes extrémistes violents et autres

groupes armés. Qu'ils soient positifs ou négatifs, leurs actes s'inscrivent dans ce contexte. Ainsi qu'en attestent les organisations à base communautaire, leur recours excessif et discriminatoire à la violence conduit parfois les communautés à les assimiler à ces groupes armés. Certains ont indiqué qu'il était difficile de saisir les différences entre les objectifs des uns et des autres.

Au Sahel, un certain nombre d'interventions visaient à renforcer le sentiment de confiance des populations locales à l'égard des forces de sécurité afin de les encourager à signaler toute activité suspecte. Elles visaient tout particulièrement à informer la population locale du rôle et du mandat des forces de sécurité afin de faire évoluer la perception qu'elle se faisait de ces acteurs. Toutefois, ces efforts sont unilatéraux et il reste nécessaire de réformer de toute urgence les forces en leur dispensant au minimum une formation visant à les amener à se comporter de manière responsable et à communiquer avec la population locale et les médias, et en diversifiant leur base de recrutement. La gouvernance militaire est un problème majeur qui affecte les forces en tenue dans la plupart des pays du Sahel. Chaque année, les parlements approuvent des budgets élevés en matière de sécurité et de défense, destinés au fonctionnement des forces et à l'achat de matériel militaire. Pourtant, dans les pays du Sahel, l'administration des ressources humaines, leur recrutement, leur affectation et leur promotion ne répondent pas toujours aux critères de transparence et de compétence. Le contrôle et la surveillance démocratiques des forces de sécurité doivent être renforcés, et les défis en matière de sécurité s'inscrire dans une perspective humanitaire et de développement plus vaste⁸⁷.



■ 87 Kone, H., *Sahel militaries need better governance to face the terror threat*, [Institute for Security Studies](#), 26 février 2020. Ngari, A., *Niger and Mali should reconcile justice and military responses to terrorism*, [Institute for Security Studies](#), 5 août 2020.

3.6

Recommandations

« Il faut beaucoup de courage pour combattre les partis pris et les régimes oppressifs ; il en faut encore plus pour admettre son ignorance et s'aventurer dans l'inconnu. L'éducation laïque nous apprend que, si nous ne savons pas quelque chose, nous ne devons pas avoir peur de reconnaître notre ignorance et de rechercher des preuves nouvelles. Même si nous pensons savoir quelque chose, nous ne devons pas avoir peur de douter de nos opinions et de vérifier par nous-mêmes. Beaucoup de gens ont peur de l'inconnu et désirent des réponses tranchées à toutes les questions. La peur de l'inconnu peut nous paralyser plus que n'importe quel tyran. Tout au long de l'histoire, d'aucuns ont craint que la société des hommes ne s'effondre à moins que nous ne mettions notre foi dans quelque ensemble de réponses absolues. En vérité, l'histoire moderne a démontré qu'une société de gens courageux prêts à admettre leur ignorance et à soulever des questions difficiles est habituellement plus prospère mais aussi plus pacifique que les sociétés où tout le monde accepte aveuglément une seule réponse. Les gens qui ont peur de perdre leur vérité ont tendance à être plus violents que ceux qui sont habitués à examiner le monde de divers points de vue. Les questions auxquelles vous ne pouvez pas répondre sont plus importantes que les réponses que vous ne pouvez pas questionner ».

Yuval Noah Harari, 21 leçons pour le XXI^e siècle

Au terme de cinq années de mise en œuvre dans neuf pays, l'approche globale a généré de nombreux enseignements, dont les plus pertinents ont été abordés dans la section ci-dessus. Si l'on devait condenser l'intervention de l'UNICRI en trois points, on pourrait retenir les trois recommandations ci-dessous, en prenant le risque acceptable d'être en partie sur la bonne voie et en partie sur la mauvaise, à l'instar des aveugles du poème qui ont inspiré le titre de ce rapport⁸⁸.

Les recommandations sont destinées à la fois aux décideurs politiques et aux praticiens travaillant sur le terrain en vue de concevoir des approches politiques de grande envergure ou des projets spécifiques. Elles sont délibérément formulées de manière à pouvoir être appliquées aux deux groupes de professionnels, tout en étant intentionnellement concises et en synthétisant les principales caractéristiques des résultats. Nous espérons que cette simplification et cette condensation radicales permettront de faire en sorte qu'elles soient prises en considération.



■ 88 John Godfrey Saxe, *Les six aveugles et l'éléphant*.



RECOMMANDATION 1

L'ÉTAT DOIT ÊTRE À LA TÊTE DES EFFORTS VISANT À TRAITER LES CAUSES PROFONDES DES GRIEFS QUI CONDUISENT À LA RADICALISATION VERS UN EXTRÉMISME VIOLENT, EN COLLABORATION ET EN CONCERTATION AVEC LES ACTEURS LOCAUX

L'ÉTAT DOIT INTERVENIR

La nature du conflit – idéologique, politique ou territorial – s'estompe en présence de griefs légitimes qui s'expriment par la violence. Les facteurs structurels qui motivent les individus à rejoindre des groupes armés doivent être pris en compte, ce qui permet d'éliminer les sources de tensions ou, du moins, d'établir des mécanismes et des processus permettant de les traiter de manière globale.

Cependant, les problèmes étant essentiellement structurels, l'État est le seul acteur qui puisse les résoudre de manière durable. La société civile peut soutenir les efforts de l'État, en palliant dans certains cas son incapacité, ou sa réticence, à étendre ses services sur l'ensemble de son territoire. L'État peut et doit associer à ses efforts d'autres acteurs locaux influents, tels que les chefs traditionnels et les autorités religieuses. Considérant combien il est difficile d'éliminer les griefs dans un avenir proche, il importe que l'État soit perçu comme déployant des efforts positifs, de manière à empêcher les groupes radicaux de se servir des problèmes sociétaux pour étayer leur stratégie de mobilisation et de recrutement.



RECOMMANDATION 2

TOUTE SOLUTION DOIT S'APPUYER SUR UNE BONNE CONNAISSANCE DES DYNAMIQUES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET CULTURELLES À LA FOIS LOCALES ET PLUS VASTES.

CONNAÎTRE LES DYNAMIQUES LOCALES

Les différences entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci sont considérables, et de nombreuses forces en présence doivent être prises en compte. Les pays peuvent rencontrer les mêmes problèmes, mais ceux-ci se manifesteront différemment selon le contexte, c'est pourquoi il est difficile de formuler des conclusions simples. Pour faire face à cette complexité, il convient de bien connaître et comprendre les circonstances politiques, économiques, sociales et locales au sens large, le patrimoine culturel, les efforts déployés par le passé et leurs effets. De nombreux outils peuvent être utilisés pour approfondir les connaissances lors de l'élaboration de projets appropriés et, compte tenu de la complexité des sujets abordés, ils devraient être utilisés de manière judicieuse.

L'automatisation de la collecte de données comparables entre les communautés tout au long de la mise en œuvre des projets permet de comparer ces derniers plus facilement et de tirer des conclusions qui peuvent ne pas être évidentes au premier abord.

Les questionnaires sont un outil efficace permettant d'explorer l'existence et le développement de l'esprit critique, la capacité à discerner la réalité de la fiction et la perception de l'efficacité de l'État ou des groupes extrémistes violents dans leur promotion de changements sociétaux. Les opinions d'une personne peuvent être éphémères, mais celles d'une communauté sont plus durables et peuvent l'emporter sur la détermination d'une personne à raisonner de manière indépendante. En mesurant la manière dont les points de vue d'une multitude de personnes sur des thèmes essentiels changent au fil du temps, on peut obtenir des informations précieuses sur les retombées des projets ainsi que sur les interventions sociétales dans leur ensemble. Même les outils les plus modestes destinés à détecter les changements de perception et à observer le sens que prennent ces derniers peuvent générer des connaissances essentielles pour mieux comprendre la communauté locale. Une étude réalisée dans le cadre du programme de l'UNICRI est arrivée à la même conclusion, à savoir que les perceptions locales de l'extrémisme violent doivent éclairer tout programme d'assistance efficace et prendre en considération les sensibilités locales⁸⁹.

■ 89 International Alert, *If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, Juin 2018. Ce point a également été soulevé dans l'étude réalisée par le Centre pour le dialogue humanitaire et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Radicalization, violence and (in)security: What 800 Sahelians have to say*, 2016



RECOMMANDATION 3

LES SOLUTIONS DOIVENT ÊTRE PENSÉES À LONG TERME, DANS LE BUT D'ÉDIFIER DES SOCIÉTÉS PLUS INCLUSIVES ET PLUS TOLÉRANTES

DES PROCESSUS À LONG TERME PLUTÔT
QUE DES RÉSULTATS À COURT TERME

Dans le cadre des projets, il a fallu choisir entre une collaboration avec les groupes à risque ou un appui à la mise en place de processus, de structures et de mécanismes permettant de mobiliser les groupes à risque. À titre d'exemple, certaines interventions consistaient à offrir des cours de rattrapage aux enfants des écoles primaires, à leur apprendre à lire et à écrire et à les aider à passer des examens afin qu'ils puissent poursuivre leur scolarité. En revanche, aucune collaboration n'a été établie avec les écoles dans lesquelles ces cours de rattrapage ont été proposés, de manière à pérenniser ce programme pour les prochaines générations d'élèves.

Face à l'extrémisme violent, il est plus efficace de se focaliser sur des actions visant à bâtir une société à la fois meilleure, plus inclusive et plus tolérante, dont les membres se sentent respectés pour ce qu'ils sont et non pas pour ce qu'ils possèdent ou ne possèdent pas. Les communautés unies sont des communautés résilientes. Aucune solution ne permet de répondre aussi bien aux griefs existant dans l'ensemble des neuf pays que dans un seul pays, car ces pays forment une mosaïque d'ethnies, de cultures, de croyances et de traditions. Cependant, les griefs étant essentiellement de nature structurelle, il faudra du temps pour les régler et les faire disparaître.

Par conséquent, il semble plus judicieux de se consacrer à la promotion de la mise en place de processus et de mécanismes généraux, et de donner aux acteurs essentiels les outils nécessaires au bon fonctionnement de ces processus et mécanismes. Parmi ces outils, citons le mécanisme de résolution non violente des conflits et la résolution inclusive des problèmes. Dans le cadre du programme de l'UNICRI, les meilleurs résultats ont été obtenus par des organisations à base communautaire qui ont privilégié une collaboration directe et continue avec des groupes plus restreints composés de membres de la communauté, sur une plus longue période. Forts des connaissances acquises, les membres des communautés locales ont été plus que capables de concevoir et d'affiner des solutions adaptées au contexte.

Cette approche préconise de privilégier la communauté dans son ensemble plutôt que de se focaliser sur ses membres à titre individuel. Elle met l'accent sur la création de liens sociaux et la mise en place de responsabilités civiles comme conditions préalables à l'édification d'une société saine et sûre. En l'absence de liens sociaux, les structures sociales sont vouées à se désintégrer.

Bibliographie

African Union Commission, *African Youth Charter*, May 2006

Ahmed Tlili Foundation for Political Culture, *Les écoles coraniques "KOTTEB", Rapport de synthèse, 2019-2020*, May 2020

American Psychological Association, *Building your resilience*, 2018

Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), *Platform for disaggregated data collection, analysis and crisis mapping*, <https://www.acleddata.com/>

Asmi, R. C., *Trade and Conflict: The Case of the Arab Maghreb Union*, University of Tunis El Manar, Topics in Middle Eastern and African Economies, Proceedings of Middle East Economic Association, Vol. 20, Issue No. 2, September 2018

Auteserre, S., *On the frontlines of peace: The unlikely people who are getting it right*, March 2019 (book manuscript)

Auteserre, S., *The Crisis of Peacekeeping, Why the UN Can't End Wars*, Foreign Affairs, January/February 2019

Auteserre, S., *Three flawed ideas are hurting international peacebuilding*, The Washington Post, 15 March 2017

Auteserre, S., *Here's what Congo can teach the world about peace*, The Washington Post, 19 October 2016

AZHAR, *Rapport de recherche sur les causes des conflits intercommunautaires à Tessalit*, 2020

Batrawy, A., Hinnant, L., *Leaked ISIS documents reveal recruits have poor grasp of Islamic faith*, The Independent, 26 September 2016

Benchemsi, A., *Morocco, the Kingdom of Unfinished Reforms: 20 years of human rights progress and setbacks under Mohammed VI*, Human Rights Watch, 5 August 2019

Bird, L., *Movement should be safe for migrants*, Institute for Security Studies, August 2020

Centre for Humanitarian Dialogue and the United Nations Development Programme (UNDP), *Radicalisation, violence and (in)security: What 800 Sahelians have to say, Perception study on the drivers of insecurity and violent extremism in the border regions of the Sahel, Executive summary*, 2016

Chelin, R. P., *From the Islamic State of Algeria to the Economic Caliphate of the Sahel: The transformation of Al Qaeda in the Islamic Maghreb*, Terrorism and Political Violence, June 2018



- Cheyes, S., *Thieves of state, Why corruption threatens global security*, Norton, 2015
- Ciric, S., *David Grosman u Beogradu - Nijansa je ključna rec*, *Vreme weekly*, 30 June 2016
- United Nations Security Council, Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED), *CTED Trends report: Gender dimensions of the response to returning foreign terrorist fighters. Research perspectives*, February 2019
- Craven-Matthews, C. & Englebert, P., *A Potemkin state in the Sahel? The empirical and fictional in Malian state reconstruction*, *African Security*, 11:1, 1-31, 2018
- Day, J. & Kleinmann, S., *Combatting the cult of ISIS: A social approach to countering violent extremism*, *The Review of Faith & International Affairs*, 15:3, 14-23, August 2017
- Diamond, J., *Collapse: How societies choose to fail or succeed*, 2005
- Dufka, C., *Burkina Faso's atrocities in the name of security will help terrorists' ranks*, *The Washington Post*, 12 June 2019
- ESRI Terrorist Attacks, <https://storymaps.esri.com/stories/terrorist-attacks/?year=2016>
- European Council on Foreign Relations, *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, May 2019
- European Parliament, *Report on findings and recommendations of the Special Committee on Terrorism, 2018/2044(INI)*, 21 November 2018
- French Armed Forces Headquarters, Public relations office, *Press Pack Operation Barkhane*, February 2020
- French Ministry for Europe and Foreign Affairs, *G5 Sahel – Pau Summit – Statement by the Heads of State*, 13 January 2020
- Gallimberti, U., *I miti del nostro tempo*, *Universale Economica Feltrinelli*, 2013
- Geneva Conventions of 12 August 1949
- Global Terrorism Database, <https://www.start.umd.edu/gtd/>
- Global Slavery Index, *Country data - Mauritania*, 2018
- Harding, A., *Mali coup: UN joins global condemnation of military takeover*, *BBC*, 20 August 2020
- Hedayah and Curtin University, *Countering Violent Extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*, 2015
- Hannum, H., *The UDHR in national and international law*, *Health and Human Rights*, 3(2):144-158, 1 Jan 1998
- Institute for Security Studies (ISS), *Preventing extremism in West and Central Africa: Lessons from Burkina Faso, Cameroon, Chad, Mali, Niger and Nigeria*, 2018
- International Alert, *If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, June 2018

International Alert, *Dogmatism or pragmatism? Violent extremism and gender in the central Sahel*, June 2020

International Crisis Group, Crisis Watch

IPP Media, *The Sahel - "in every sense of the word a crisis"*, 11 June 2020

Jaffer, N., *In extremis*, Aeon, 19 July 2018

Jaffer, N., *Teenage terrorist aren't lost forever. Even ISIS recruits can be reintegrated into society, if the approach is right*, Foreign Policy, 28 February 2019

Kisiangani, E., *Comparing Somalia's al-Shabaab and Uganda's Lord's Resistance Army: A toxic mix of religion, politics and violence*, Institute for Security Studies (ISS) Paper 229, December 2011

Kone, H., *Sahel militaries need better governance to face the terror threat*, Institute for Security Studies, 26 February 2020

Lagneau, L., *Barkhane/FC-G5S: D'une ampleur inédite, l'opération Moncler a neutralisé un "grand nombre" de jihadistes*, Zone militaire opex360.com, 27 March 2020

Mattei, C. & Zeigler, S., *Evaluate your CVE results: Projecting your impact*, Hedayah, July 2018

Melly, P., *Mahmoud Dicko: Mali imam challenges President Keita*, [BBC News](#), 27 June 2020

MINUSMA, United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali, <https://minusma.unmissions.org/en>

Ngari, A., *Niger and Mali should reconcile justice and military responses to terrorism*, Institute for Security Studies, 5 August 2020

The North Africa Journal

Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), *Gold at the crossroads: Assessment of the supply chains of gold produced in Burkina Faso, Mali and Niger*, 2018

Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE, 2018), *The role of civil society in preventing and countering violent extremism and radicalisation that lead to terrorism: A focus on South-Eastern Europe*

Paquette, D., *Destroying a fragile peace, terrorists wreak havoc in West Africa*, The Washington Post, 1 October 2019

Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and Relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II), Diplomatic Conference on the Reaffirmation and Development of International Humanitarian Law applicable in Armed Conflicts, 8 June 1977

Ranstorp, M., *RAN Issue Paper: The Root Causes of Violent Extremism*, Radicalisation Awareness Network (RAN) Centre of Excellence, 4 January 2016

Reid, G., *Gold Rush: Artisanal mining, crime and militancy in Africa*, S-RM, 29 January 2020

Renard T., *Returnees in the Maghreb: Comparing policies on returning foreign terrorist fighters in Egypt, Morocco and Tunisia*, Konrad Adenauer Stiftung, Egmont Paper 107, April 2019



- Republic of Mali, *Agreement for peace and reconciliation in Mali resulting from the Algiers Process*, June 2015
- Ritchie, H., Hasell, J., Appel, C., Roser, M., *Terrorism*, **Our world in data**, July 2013
- Rosand, E., Winterbotham, E., Jones, M. Praxl-Tabuchi, F., *A roadmap to progress: The state of the global P/CVE agenda*, The Prevention Project and Royal United Services Institute, 2018
- Roy, O., *Le jihad est aujourd'hui la seule cause sur le marché*, Liberation, 3 October 2014
- Roy, O., *In search of the lost Orient, An interview*, Columbia University Press, 2017
- Roy, O., *Who are the new jihadis?*, The Guardian, 13 April 2017
- Saferworld and Uganda Land Alliance, *Gender analysis of conflict toolkit*, July 2016
- Schirch, L., *Eleven African Innovations in Peacebuilding*, 17 April 2019
- Smith, S., *Fuga in Europa, La giovane Africa verso il vecchio continente*, Einaudi, 2018
- Souris, E., Singh, S., *Want to Deradicalize Terrorists? Treat Them Like Everyone Else*, Foreign Policy, 23 November 2018
- Erdberg Steadman, L., Moix, B., *How civil society can help prevent violence and extremism – and what the international community can do to support it*, United States Institute of Peace, 6 June 2019
- Task Force on Extremism in Fragile States, *Preventing extremism in fragile states: A new approach*, United States Institute for Peace, February 2019
- Tesfaye, B., *Critical Choices: Assessing the effects of education and civic engagement on Somali youths' propensity toward violence*, Merci Corps, November 2016
- Tian, N., Kuimova, A., da Silva D. L., Wezeman, P.D., Wezeman, S. T., *Trends in world military expenditure 2019*, SIPRI Fact Sheet, April 2019
- U.S. Department of State, Office of International Religious Freedom, *2019 Report on international religious freedom*, 2019
- UK Gender Action for Peace and Security (GAPS) network, Women for Women International, Amnesty International UK, Saferworld and Womankind Worldwide, *Beyond consultation: A tool for meaningfully engaging with women in fragile and conflict-affected states*, March 2019
- Ulph, S., *Boko Haram: Investigating the ideological background to the rise of an Islamist militant organisation*, 2013
- United Nations and World Bank, *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, 2018, Washington, DC
- United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, June 2019
- United Nations Development Programme (UNDP), *Journey to extremism in Africa: Drivers, incentives and the tipping point for recruitment*, 2017
- United Nations Development Programme (UNDP) & International Alert, *Improving the impact of preventing violent extremism pro-*

gramming: A toolkit for design, monitoring and evaluation, 2018

United Nations General Assembly, *United Nations Global Counter-Terrorism Strategy*, A/RES/60/288, 8 September 2006

United Nations General Assembly, *Plan of Action to Prevent Violent Extremism, Report of the secretary-General*, A/70/674, 24 December 2015

United Nations High Commissioner for Human Rights, *Report on best practices and lessons learned on how protecting and promoting human rights contribute to preventing and countering violent extremism*, United Nations General Assembly, 21 July 2016, A/HRC/33/29

United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), *Strengthening efforts to prevent and counter violent extremism: Good practices and lessons learned for a comprehensive approach to rehabilitation and reintegration of violent extremist offenders*, February 2018

United Nations Office for Counter-Terrorism, *Reference Guide for Developing National and Regional Action Plans to Prevent Violent Extremism*, **September 2018**

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, *589 killed in cen-*

tral Mali so far in 2020 as security worsens – Bachelet, **26 June 2020**

United Nations Security Council, *Final report of the Panel of Experts established pursuant to resolution 2374 (2017) on Mali and extended pursuant to resolution 2432 (2018) (S/2019/636)*, **17 August 2019**

United Nations Security Council, *Resolution 2354 (2017), Threats to peace and security by terrorist acts*, 24 May **2017**

United Nations Security Council, *Resolution 2396 (2017), Threats to peace and security by terrorist acts*, 21 December 2017

Vergani, M., Iqbal, M., Ilbahar, E. & Barton, G., *The three Ps of radicalisation: push, pull and personal. A systemic scoping review of the scientific evidence about radicalisation into violent extremism*, *Studies in Conflict and Terrorism*, September 2018

Watling, J., Raymond, P., *The struggle for Mali*, *The Guardian*, 25 November 2015

World Health Organisation, *Statement on the second meeting of the International Health Regulations (2005) Emergency Committee regarding the outbreak of novel coronavirus (2019-nCoV)*, 30 January 2020

Zelin, Aaron Y., *The Others: Foreign fighters in Libya*, Policy notes, the Washington Institute for Near East Policy, 2018

